

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°141-18

Objet : Rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville pour l'année 2017

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°141-18

Objet : Rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville pour l'année 2017

Le Conseil de communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de politique de la ville,

Vu la Loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le contrat de ville signé le 30 juin 2015,

Vu le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L.1111-2 et L.1811-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission politique de la ville du 12 juin 2018,

Entendu le rapport de la vice-présidente déléguée à la politique de la ville,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville pour l'année 2017 tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : 7 9 SEPT 2018

Publication par affichage le : 7 9 SEPT 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DANS LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX-COMTAT VENAISSIN
ANNÉE 2017**

Sommaire

Introduction: 4/67
Rappel

Diagnostic: 5/67

Présentation de la situation dans les quartiers.

Analyse transversale du contrat de ville de la CoVe : 11/67

Rappel du projet d'agglomération de la CoVe. 11/67

Rappel des orientations du contrat de ville 2015-2020 : 14/67

Rappel des orientations du Programme Nationale de Requalification Urbaine des
Quartiers Dégradés (PNRQAD) : 15/67

Gouvernance du contrat de ville : 16/67

Ingénierie (équipe projet) : 16/67

L'évaluation du contrat de ville : 17/67

Le pacte financier et fiscal de la CoVe : 17/67

Le Conseil citoyen : 18/67

Actions développées en 2017 dans les quartiers : 18/67

Axe stratégique N° 1 : La politique jeunesse et de prévention : 19/67

Axe stratégique N° 2 : L'insertion et la réussite scolaire, professionnelle et
sociale : 23/67

Axe stratégique N° 3 : L'aide à la parentalité : 31/67

Axe stratégique N° 4 : Amélioration du cadre et de la qualité de la vie : 32/67

Bilan synthétique de l'Atelier Santé Ville : 36/67

Bilan synthétique du Programme Réussite Éducative : 39/67

Bilan des conventions de gestion urbaine de proximité : 43/67

(Décret N° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre
de la politique de la ville prévu aux articles L 1111-2 et L 1811-2 du CGCT.)

Actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires par la Communauté d'Agglomération Venloux Comtat Venaissin durant l'année 2017 : 60/67

Actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires par la ville de Carpentras durant l'année 2017 : 60/67

Conclusion : 61/67

Articulation entre les volets social, économique et urbain du contrat de ville. 59/64

Actions menées dans le cadre de la DSU en matière de développement social urbain : 63/67

Avis du Conseil Citoyen. 65/67

Annexes :

- Répartition des financements de la politique de la ville 2017 par action, par opérateur et par institution : tableaux validés par le comité de pilotage du 9 mars 2017.
- Population concernée par les actions politiques de la ville par genre et quartier.

INTRODUCTION

Rappel

Depuis de nombreuses années, la ville de Carpentras est désignée, dans l'ensemble des politiques publiques ciblées sur les quartiers défavorisés de la commune et sur leurs habitants.

Cette intervention constante est rendue nécessaire par l'importance de la part de population de la commune en fragilité économique et sociale.

La population en grande précarité représente actuellement 28 % de la population communale.

Cette situation est due à la position géographique de Carpentras, ville d'un bassin rural de près de 90 000 habitants qui porte l'ensemble des services de centralité du bassin, attirant de ce fait les populations les plus en difficulté. Ce phénomène est renforcé du fait que Carpentras recèle plus de 82 % du parc de logements sociaux de la communauté d'agglomération. Cette concentration contribue à faire de Carpentras le site d'accueil privilégié des populations les plus fragiles.

Cette situation est amplifiée par la fonction de « parc social de fait » des quartiers Nord du centre-ville et de plusieurs copropriétés dégradées qui accueillent des populations encore plus démunies qui ne peuvent accéder au parc social public pour cause d'offre insuffisante, de revenus aléatoires (ou trop faibles) ou de composition familiale (familles nombreuses, travailleurs agricoles isolés).

Ces populations non motorisées se trouvent dans la quasi obligation de se loger à proximité des différents services publics répartis sur le territoire communal (écoles primaires, collèges, lycées, services sociaux et de santé, service public de l'emploi, etc.) et des entreprises dont dépendent leurs emplois (Carpentras représente 50 % des emplois de la communauté d'agglomération). Elles y trouvent aussi souvent des logements vétustes en sous location à bas prix.

Cette situation perdure malgré les grands programmes engagés notamment au centre ancien avec le projet urbain centre-ville et le PNRQAD et l'ensemble des actions développées en direction des habitants dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale 2007 / 2014.

Du fait du transfert de la compétence politique de la ville à l'intercommunalité instauré par la loi du 21 février 2014, la CoVa a élaboré un projet de contrat de ville, dont les objectifs sont en adéquation avec les problèmes identifiés sur la ville centre de l'agglomération :

- ▲ Lutter contre les inégalités de tous ordres, les concentrations de pauvreté et les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales
- ▲ Garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements
- ▲ Agir pour le développement économique, la création d'entreprises et l'accès à l'emploi par les politiques de formation et d'insertion professionnelles
- ▲ Agir pour l'amélioration de l'habitat
- ▲ Développer la prévention, promouvoir l'éducation à la santé et favoriser

l'accès aux soins

- ▲ Garantir la tranquillité des habitants par des politiques de sécurité et de prévention de la délinquance
 - ▲ Concorer à l'égalité homme-femme, à la politique d'intégration et à la lutte contre les discriminations dont sont victimes les habitants des quartiers
 - ▲ Promouvoir le développement équilibré des territoires, la ville durable.
- Ce projet de contrat de ville est en complète adéquation avec le projet d'agglomération de la Cove 2009 /2013 adopté en octobre 2009.
- Ce projet définit la stratégie de la Cove pour une vision d'avenir à 15 ans basée sur :

- ▲ La solidarité entre les différentes composantes de la Cove
- ▲ La maîtrise des processus d'étalement urbain et de déplacements
- ▲ Le développement économique, l'emploi et la cohésion sociale
- ▲ La qualité environnementale

Le projet d'agglomération de la Cove a été structuré autour de quatre axes majeurs en 2004 :

- ▲ Le renforcement de l'attractivité du territoire
- ▲ Le développement économique et la création d'emplois
- ▲ Le renforcement de la cohésion sociale
- ▲ La transversalité du projet d'agglomération

DIAGNOSTIC

Présentation de la situation dans les quartiers.
 Les données relatives aux différents quartiers ont été actualisées avec les dernières données connues pour l'année 2017.
 Les sources d'information INSEE, Pôle Emploi, CAF, DGFiP utilisées ont été traitées par le service connaissance et cartographie du territoire de la Cove
 La présentation laie permet de voir les situations de fragilité des différents quartiers qui ont amené à la prise en compte de ces différents secteurs comme quartiers prioritaires du contrat de ville de la Cove.



Situation des quartiers du Contrat de ville à fin 2017

Quartier Centre-Ville : Population : 2990 habitants, 10,5 % de la population communale, diminution de – 18,4 % depuis 2009, 127 habitants/hectare
Indicateurs caractéristiques :

Revenus des ménages

- Revenu médian de 7 460€ par unité de consommation, soit 40,6% du revenu médian départemental. Ce montant a progressé de +1,1% depuis un an.
- Les 25% des ménages les plus pauvres ont des revenus inférieurs à 3 627€
- Le centre-ville est placé au 3^{ème} rang parmi les 22 quartiers prioritaires en Vaudaise où les inégalités entre les revenus des ménages sont les plus importantes, mais cet écart s'est réduit légèrement depuis 1 an (-0,1 points)
- 70% de la population est située sous le seuil de bas revenus (1 000 euros par mois), et ce taux a augmenté d'un point depuis un an
- 57% de la population est située sous le seuil de pauvreté (60% du niveau de vie médian national), soit le 3^{ème} taux le plus élevé parmi l'ensemble des quartiers prioritaires en Vaudaise
- Plus de la moitié (50,1%) des allocataires CAF sont « dépendants », c'est-à-dire que les prestations sociales représentent plus de 50% de leurs revenus, soit le taux le plus important en Vaudaise

Jeunesse

- 62,7% des jeunes adultes n'ont pas de diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat, contre 57,4% au niveau communal et 50,3% au niveau départemental
- Le taux des jeunes adultes n'ayant pas de diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat est néanmoins inférieur au taux observé dans les autres quartiers prioritaires sur Carpentras

Ménages

- En général, les ménages ne restent pas longtemps dans ce quartier : 70,5% des ménages sont installés depuis moins de 5 ans
- 56,5% des ménages sont constitués d'une personne seule, soit le taux le plus élevé parmi l'ensemble des quartiers prioritaires en Vaudaise
- Le point des ménages composés de 5 personnes ou plus est relativement faible (6,9%)
- 81,3% des ménages sont locaux, soit deux fois plus qu'au niveau départemental (41,2%)
- Compte tenu de l'offre limitée, seulement 6% des ménages sont locaux en HLM, alors que ce taux atteint près de 100% dans d'autres quartiers prioritaires

Emploi et chômage

- Près d'un tiers des emplois (31,7%) sont précaires, soit le 2^{ème} taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires en Vaudaise
- Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) a augmenté de +7,6% entre le 4^{ème} trimestre 2015 et le 4^{ème} trimestre 2016
- Les indemnités de chômage représentent la principale source de revenu pour 11,8% des ménages, soit le 2^{ème} taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires en Vaudaise
- Le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans atteint 49,0%, contre 72,8% à l'échelle communale et 75,5% en moyenne sur le reste du département

Quartier Amandiers-Éléphant : Population : 1871 habitants, soit 6,6 % de la population communale, augmentation de + 28,4 % depuis 2009, 105 habitants/hectare.
Indicateurs caractéristiques :

Revenus des ménages

- Le revenu médian est de 7 914€ par unité de consommation, soit une progression de +0,3 points depuis un an
- Les 25% des ménages les plus pauvres ont des revenus inférieurs à 4 077€, soit moins de 400 € mensuels
- L'écart entre les ménages les plus riches et les plus pauvres est resté stable depuis un an
- 73,9% de la population est située sous le seuil de bas revenus (1 000 euros par mois par unité de consommation), ce qui place ce quartier au 3^{ème} rang parmi les 22 quartiers prioritaires vaudaisiens
- 55,4% de la population est située sous le seuil de pauvreté (60% du niveau de vie médian national), soit le 4^{ème} taux le plus élevé parmi l'ensemble des quartiers prioritaires en Vaudaise et 3 points de plus par rapport à l'année dernière

Jeunesse

- Le quartier compte 3,03 jeunes pour chaque personne âgée de 60 ans ou plus, soit un niveau bien supérieur à la moyenne communale (1,08) ou départementale (1,04)
- Plus de la moitié des jeunes (51,5%) poursuivent leurs études à l'âge de 16 à 24 ans
- 88,9% des jeunes adultes n'ont pas de diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat, soit le taux le plus élevé parmi tous les quartiers prioritaires sur Carpentras

Ménages

- 19,2% des ménages sont constitués de 5 personnes ou plus, soit le 2^{ème} taux le plus élevé parmi l'ensemble des quartiers prioritaires en Vaudaise
- En général, les ménages ne restent pas longtemps dans ce quartier : 53,5% sont installés depuis moins de 5 ans
- 14,4% des ménages sont des monoparents, soit un taux relativement faible parmi les quartiers prioritaires vaudaisiens
- 78,4% des ménages sont locaux, soit un taux bien supérieur au niveau départemental (41,2%) et communal (53,5%)

Emploi et chômage

- Plus d'un tiers des emplois (34,3%) sont précaires, soit le taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires en Vaudaise
- Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) est resté stable depuis un an
- Les indemnités de chômage représentent la principale source de revenu pour 9,7% des ménages

Quartier Pous du Plan : Population : 1142 habitants, soit 4,0 % de la population communale, diminution de -22,2 % depuis 2009, 243 habitants/hectare.
Indicateurs caractéristiques :

Revenus des ménages

- Revenu médian de 5 890€ par unité de consommation, soit le montant le moins élevé parmi tous les quartiers prioritaires en Vaucluse.
- Ce revenu médian a néanmoins augmenté de 4,1% depuis un an
- Les 25% des ménages les plus pauvres ont des revenus inférieurs à 3 616€, ce qui place ce quartier au 4^{ème} rang parmi les quartiers prioritaires vauclusiens
- La moitié (50,0%) des allocataires CAF sont « dépendants ». C'est-à-dire que les prestations sociales représentent plus de 50% de leurs revenus, soit le 2^{ème} taux le plus important en Vaucluse (derrière le centre-ville de Carpentras)
- L'écart entre les ménages les plus riches et les plus pauvres est resté stable depuis un an
- 89,1% de la population est située sous le seuil de bas revenus (1 000 euros par mois par unité de consommation), soit le taux le plus important parmi les 22 quartiers prioritaires vauclusiens
- 71,3% de la population est située sous le seuil pauvreté (60% du niveau de vie médian national), soit le taux le plus important parmi les 22 quartiers prioritaires vauclusiens
- Cette part a néanmoins diminué de -0,8 points depuis un an

Jeunesse

- La population est particulièrement jeune : 18,9% de la population est âgée de 15 à 24 ans, soit le taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires vauclusiens
- 86,9% des jeunes adultes n'ont pas de diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat, soit le 2^{ème} taux le plus élevé parmi tous les quartiers prioritaires en Vaucluse

Ménages

- 23,0% des ménages sont constitués de 5 personnes ou plus, soit le taux le plus élevé parmi l'ensemble des quartiers prioritaires en Vaucluse
- 17,1% des allocataires CAF perçoivent l'allocation adulte handicapée, ce qui constitue le taux le plus élevé parmi tous les quartiers prioritaires en Vaucluse
- Les ménages restent plus longtemps dans ce quartier par rapport aux autres quartiers prioritaires sur Carpentras : 46,0% sont installés depuis moins de 5 ans
- 100% des ménages sont locataires en HLM
- 42,0% de la population est d'origine étrangère, soit le taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires vauclusiens

Emploi et chômage

- Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) a diminué de -5,1% entre le 4^{ème} trimestre 2015 et le 4^{ème} trimestre 2016
- 48,3% des ménages sont concernés par une allocation chômage, soit le taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires en Vaucluse
- Le taux d'emploi (34,6%) est le plus faible parmi tous les quartiers prioritaires en Vaucluse

Quartier Villemarte UBAC-Le Parc : Population 1412 habitants, soit 5,0 % de la population communale, augmentation de +37,6 % depuis 2009, 115 habitants/hectare.
Indicateurs caractéristiques :

Revenus des ménages

- Revenu médian de 9 301€ par unité de consommation, bien supérieur au montant observé dans les autres quartiers prioritaires sur Carpentras
- Ce revenu médian a progressé de 1,7% depuis un an
- Les 25% des ménages les plus pauvres ont des revenus inférieurs à 5 180€, bien supérieur au montant observé dans les autres quartiers prioritaires sur Carpentras
- L'écart entre les ménages les plus riches et les plus pauvres est resté stable depuis un an
- 65,2% de la population est située sous le seuil de bas revenus (1000 euros par mois par unité de consommation), soit un taux relativement faible par rapport aux autres quartiers prioritaires vauclusiens mais ce taux a augmenté de 2,9 points depuis un an
- 42,0% de la population est située sous le seuil pauvreté (60% du niveau de vie médian national)

Jeunesse

- Le quartier compte 1,71 jeunes pour chaque personne âgée de 60 ans ou plus, soit un niveau supérieur à la moyenne communale (1,08) ou départementale (1,04)
- Le taux de scolarisation des 16-24 ans (69,0%) est le 2^{ème} taux le plus élevé parmi tous les quartiers prioritaires en Vaucluse

Ménages

- 13,4% des ménages sont constitués de 5 personnes ou plus
- 18,5% des ménages sont des monoparents, soit le taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires de Carpentras
- En général, les ménages ne restent pas longtemps dans ce quartier : 43,5% sont installés depuis moins de 5 ans
- 76,9% des ménages sont locataires, dont 86,1% sont locataires en HLM
- 56,3% de la population âgée de 25 à 59 ans est d'origine étrangère, soit le taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires vauclusiens

Emploi et chômage

- Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) a diminué de -1,7% entre le 4^{ème} trimestre 2015 et le 4^{ème} trimestre 2016
- 34,3% des ménages sont concernés par une allocation chômage, soit le 3^{ème} taux le plus important parmi tous les quartiers prioritaires en Vaucluse

ANALYSE TRANSVERSALE DU CONTRAT DE VILLE

Rappel du projet d'agglomération de la CoVe

L'objectif majeur du contrat de ville 2015-2020 est d'intégrer de manière ciblée les quartiers prioritaires de la ville centre et leurs habitants dans la stratégie globale de développement de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtal Venaissin à travers ces quatre axes.

« Ces grands axes prioritaires orienteront les actions de la CoVe jusqu'en 2020 et ne sont pas remis en cause par cette nouvelle version du *Projet d'agglomération adopté en 2009* » (Extrait de la page 9 du projet d'agglomération adopté en octobre 2009)

Le projet d'agglomération de la CoVe est donc tout à fait adapté à intégrer le projet d'intervention concernant les quartiers prioritaires de la commune de Carpentras développé dans le cadre du contrat de ville.

L'intégration de la Politique de la ville dans le **bloc de compétences obligatoires des communautés d'agglomération** depuis la modification de l'article L5216-5 du CGCT, le 21 février 2014 permet à la CoVe d'agir dans le cadre de cette nouvelle compétence, et de renforcer la transversalité de son projet d'agglomération en utilisant l'ensemble des compétences dont elle est dotée pour répondre aux problématiques des habitants (transport, habitat, prévention de la délinquance, petite enfance, etc.).

Le nouveau contrat de ville ne consiste donc pas à reconstruire une stratégie spécifique, mais veut utiliser un projet à l'échelle d'une agglomération de 25 communes pour traiter de problèmes identiques, au niveau des quartiers prioritaires en s'appuyant sur le changement d'échelle, sur des financements exogènes adaptés à ce contexte et dans le respect des compétences réparties entre l'agglomération et la commune centre qui reste maître de ses interventions dans le cadre de la compétence générale qui est la sienne.

Axe 1 : Le renforcement de l'attractivité du territoire

Cet objectif comporte plusieurs sous thèmes :

- ↳ Le volet préservation des paysages ruraux et urbains
- ↳ Le volet transport:
- ↳ Le volet environnement

La construction d'équipements décentralisés :

Cette rubrique est le dernier volet relatif au renforcement de l'attractivité du territoire.

Cette politique a déjà été engagée dans le cadre des équipements Petite Enfance par la création, sur le territoire de l'agglomération, de six nouvelles crèches halte-garderie totalisant 120 places en accueil collectif.

11/67

La CoVe a investi massivement dans les modes de garde car ces derniers participent au développement économique en favorisant :

- ↳ L'accès à l'emploi des femmes
- ↳ Le retour à l'emploi pour les personnes en réinsertion professionnelle
- ↳ La création d'emplois ou sein même des crèches mais aussi pour la profession d'assistantes maternelles
- ↳ L'implantation d'entreprises qui offrent ainsi à leurs salariés la possibilité de faire garder leurs enfants

Une de ces crèches se situe dans le quartier en difficulté du secteur d'intervention du centre social Villemaire.

Axe 2 : Le renforcement du développement économique et la création d'emplois

Dès sa création la communauté d'agglomération Ventoux-Comtal Venaissin a mis en place une politique de développement économique basée sur trois orientations stratégiques :

Améliorer la position concurrentielle du territoire, en privilégiant la dimension territoriale de différenciation au regard des territoires voisins :

- et d'une politique de communication visant à « soigner l'image » du territoire (qualité paysagère, culture et patrimoine).

Sautenir et développer le tissu économique existant en tenant compte des

spécificités économiques des quatre secteurs d'activités :

- ↳ Favoriser l'implantation de TPE, PME, PMI à forte valeur ajoutée et à faible flux logistique.
- ↳ Organiser la « reconversion » du site du marché gare, propriété de la CoVe après cession par la ville en 2013. Le projet de reconversion est axé autour de « l'or vert » cosmétique, alimentaire...
- ↳ Développer l'immobilier d'entreprises sous toutes ses formes et la coordination des actions relatives aux structures d'accompagnement (pépinière d'entreprises, ateliers relais, plate-forme d'initiative, réseau d'accueil, comité de bassin d'emploi, observatoire économique...) afin d'améliorer le taux de pérennité des jeunes entreprises.

Conciller dynamisme économique et cohésion sociale en veillant à :

- Ne pas confondre le développement économique et développement de l'emploi.
- Soutenir les structures d'insertion par l'économie.
- Faciliter le développement des groupements d'employeurs.

La réussite du développement économique ne pourra être dissociée de la réussite de politiques transversales telles que celles relatives aux déplacements, à l'aménagement de l'espace, à l'environnement, au tourisme, à l'habitat, au social et à la sécurité.

Le volet développement économique dans les quartiers ne peut se décliner directement de la stratégie globale pour la question d'échelle évoquée en

12/67

introduction.

Les quartiers ne recèlent aucune activité économique et il n'y a pas de logements adaptés à des activités économiques artisanales ou commerciales.

La situation du centre-ville est différente car l'armature commerciale est très présente. Le projet de requalification urbaine dans le cadre du PNRQAD entraîne une augmentation de l'attractivité du centre, notamment pour les commerces franchisés qui ont une solidité financière importante et pour les grands commerces déjà installés qui peuvent supporter le coût des investissements immobiliers, ce qui n'est pas toujours le cas pour les éventuels créateurs d'entreprises à faible revenu qui souhaiteraient s'y installer.

La création d'activités économiques, sauf cas marginaux, ne peut se faire que dans les zones créées à cet effet à la périphérie du centre.

En dehors de cet aspect, quatre stratégies pourront être développées en direction des habitants des quartiers :

- ▲ Le renforcement des outils d'insertion pour des publics en grande difficulté.
- ▲ Le renforcement de l'entrepreneuriat et l'aide à la création d'entreprises.
- ▲ Le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi.
- ▲ La lutte contre les freins à l'emploi

Axe 3 : Le renforcement de la cohésion sociale :

La cohésion sociale est au cœur du projet d'agglomération, soulignée entre autres par les disparités économiques et sociales au sein de la population, le sentiment d'insécurité ressentie très prégnant, que ce soit sur la ville centre ou dans les villages ruraux.

Le nombre de personnes isolées et de familles monoparentales est important. Tous ces éléments mettent en lumière une fracture sociale forte et une aggravation des situations. Les populations les plus précaires sont concentrées au centre-ville de Carpentras et dans les quartiers HLM prioritaires.

La stratégie de l'agglomération pour lutter contre ces phénomènes est multiple. Elle passe par la mise en place d'un PLH très social, par des actions d'insertion concernant toutes les communes de la CoVe, par une politique de prévention de la délinquance concrétisée par un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, par une politique Petite Enfance très structurée générant la création de 6 nouvelles crèches sur le territoire aggloméré (dont une dans le secteur Villedaune).

Cette stratégie globale de l'agglomération concerne également les populations des quartiers en difficulté de la ville centre, mais elle doit être accompagnée d'une action de proximité déjà développée par des acteurs associatifs, notamment les deux centres sociaux Tricadou et Villedaune et par les services municipaux dans les domaines des sports et de la culture et dans le domaine social par l'entremise du CCAS de Carpentras.

Axe 4 : La transversalité du projet d'agglomération :

Extrait du document projet d'agglomération 2009- 2013 validé par la CoVe en octobre 2009 :

« Le projet d'agglomération est par définition un projet de développement durable, c'est à dire un projet qui lie le développement économique, la protection de l'environnement et le social et qui favorise les interactions entre ces différents domaines.

La transversalité devra être le mode de construction du projet, mais également le mode de gestion des actions et des programmes qui en découleront.

Enfin cette approche pluridisciplinaire devra aussi se retrouver dans l'évaluation des programmes. »

La politique de la ville résume à elle seule cette approche concertée et globale des problématiques urbaines et sociales.

Rappel des orientations du contrat de ville 2015 2020

Sur la base des différents diagnostics réalisés, les signataires du contrat de ville ont déterminé trois objectifs pour la période 2015/2020 :

1. Prévenir la délinquance
2. Élever le niveau de qualification des habitants des quartiers
3. Restaurer l'activité des quartiers, notamment l'attractivité économique du centre ancien.

Pour atteindre ces objectifs, les signataires mettent en place une stratégie en 4 axes :

- La politique jeunesse et de prévention
- L'insertion et la réussite scolaire, professionnelle et sociale
- L'aide à la parentalité
- L'amélioration du cadre et de la qualité de vie

La jeunesse est désignée par les partenaires comme le public prioritaire du contrat de ville :

- Les 12-17 ans
- Les 18-25 ans

Cette stratégie validée par les partenaires répond à la commande politique soumise par le maire de Carpentras et président de la CoVe, Francis Adolphe.

« La prévention de la délinquance et la politique en direction de la jeunesse constituent donc les axes prioritaires du prochain contrat de ville qui s'appuieront sur la vie associative, sur l'ensemble des dispositifs d'insertion professionnelle, sur les outils existants comme le PRE, ou à construire comme le PAD et l'ASV.

C'est à partir de cet ensemble de moyens que seront également déclenchés les autres thématiques du contrat. »

Cette orientation a été clairement précisée lors du comité de pilotage en date du 9 septembre 2014, dans le discours prononcé par Monsieur Francis Adolphe, président de la CoVe :

« Concernant les orientations du contrat de ville, je rappellerai l'objectif prioritaire

que j'ai déjà développé le 15 mai dernier lors du dernier comité de pilotage. Dans la droite ligne de la construction historique de la politique de la ville depuis la fin des années 80, je souhaite que l'objectif prioritaire qui anime toute réflexion soit la sécurité de nos concitoyens par la prévention de la délinquance. Cet objectif prioritaire ne devra jamais être perdu de vue.

Pour atteindre cet objectif, les quatre axes stratégiques d'actions qui en découlent seront les suivants :

- ▲ La politique jeunesse et de prévention (AXE STRATÉGIQUE N° 1)
- ▲ L'insertion et la réussite scolaire, professionnelle et sociale (AXE STRATÉGIQUE N° 2)
- ▲ L'aide à la parentalité (AXE STRATÉGIQUE N° 3)
- ▲ L'amélioration du cadre et de la qualité de vie (AXE STRATÉGIQUE N° 4)

Ces quatre axes devront tous répondre aux exigences de la prévention de la délinquance, de sécurité pour nos citoyens et de sûreté pour les résidents des quartiers.

Dans cette optique, le public prioritaire, bénéficiaire des actions à imaginer, à élaborer en partenariat et à financer doit être à mon sens :

- en priorité N° 1 le public des 12- 17 ans,
- en priorité N° 2, le public des 18-25 ans. »

Rappel des orientations du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés.

Le centre ancien de la ville de Carpentras fait l'objet de Politique de Réhabilitation urbaine depuis 1976 date du premier contrat ville moyenne qui a permis les premières interventions sur le centre ancien.

- 1976-1979 : Contrat ville moyenne
- 1979-1982 : Première OPAH sur le centre ancien
- 1991-1993 : PACI Politique Urbaine
- 1992-1994 : Deuxième OPAH
- 1992-1998 : Politique Ravalement de Façades
- 1994-1999 : Contrat de Ville
- 1997-1999 : FISAC : opération « Cœur de Pays »
- 1998-2009 : Projet Urbain
- 1998-2002 : Protocole DATAR-CDC « Redynamisation des centres-ville de villes centres de bassins ruraux »
- 2000-2006 : Contrat de ville.
- 2002-2006 : Relance de la Politique de Ravalement de façades
- 2004-2006 : Troisième OPAH
- 2005 : Création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager
- 2007-2008 : Prolongation de 2 ans de l'OPAH

Ces différentes interventions ont été prolongées par l'élaboration et la signature d'un PNRQAD en 2010.

Le projet a été construit autour de deux objectifs majeurs : attirer des utilisateurs du centre ville et augmenter le nombre d'habitants au centre ancien en privilégiant le secteur nord du centre comme territoire d'intervention.

15/67

Ce projet intègre un projet de requalification urbaine très ciblé sur une partie du centre ancien s'appuyant sur la concession d'aménagement passée entre la ville de Carpentras et la SEM Citadis en 1998.

Le projet urbain s'articule autour de démolitions d'îlots vétustes, de requalification de rues et d'espaces publics, de remise sur le marché d'anciens logements de commerces actuellement vacants.

Le volet urbain intègre également un travail de réduction de l'habitat insalubre et un volet relogement important.

La convention a été signée en juillet 2010 pour une durée de sept années et a fait l'objet de deux avenants modificatifs.

Ce projet a intégré dès sa construction un volet de redynamisme du commerce du centre ancien et un volet de politique sociale s'appuyant sur le contrat de ville en cours (CUCS- quatrième contrat de ville signé par la ville de Carpentras).

Le PNRQAD est en maîtrise d'ouvrage communale, mais la CoVe intervient dans ce projet en portant et finançant l'OPAH RU qui est complémentaire au PNRQAD (volet privé du contrat).

Le centre ancien est le seul des quartiers prioritaires de Carpentras engagé dans une procédure ANRU.

Gouvernance du contrat de ville :

La présentation du projet d'agglomération, du contrat de ville de la CoVe, et du PNRQAD porté par la ville de Carpentras permet de voir l'imbriication de ces trois projets dès leur conception (2009 pour le projet d'agglomération, 2010 pour le PNRQAD et 2015 pour le contrat de ville).

Les différents services de la CoVe travaillent sur les différentes thématiques concernant les habitants des quartiers prioritaires : transport, cohésion sociale, petite enfance, habitat, prévention de la délinquance, partenariat avec les services de la ville de Carpentras (qui intègrent l'équipe opérationnelle du PNRQAD et la chargée de mission GUSP, certaines opérations nécessitant la collaboration des deux niveaux d'intervention par exemple les conventions d'abattement des taxes foncières (Ville, CoVe, Offices HLM, et Préfecture de Vaucluse).

Le transfert du chef de projet dans les effectifs de la CoVe avec la transfert de la compétence politique de la ville depuis juillet 2015 facilite cette organisation.

Ingénierie (équipe projet)

L'équipe projet est composée d'un chef de projet positionné à la CoVe et rattaché directement au Directeur Général des Services de la CoVe qui est également DGS de la ville de Carpentras.

L'équipe projet du PNRQAD est située à la ville de Carpentras et intègre le chargé de mission GUSP et le chargé de mission commerce du centre ancien.

Cette équipe est intégrée dans la direction de l'habitat de la Mairie de Carpentras.

La CoVe porte le CISP (dont la chargée de mission intervient sur le volet prévention du contrat de ville) et le poste de chargé de mission de l'Atelier Santé Ville.

15/67

L'équipe du Programme Réussite Éducatif (coordonatrice, suiveurs de parcours (3 postes de travail) a intégré la Direction de la Cohésion sociale à la CoVe depuis le 1 janvier 2018.

L'évaluation du contrat de ville de la CoVe

L'évaluation du contrat de ville a fait l'objet de plusieurs réunions techniques et de deux comités de pilotage de validation le 19 juillet 2016 et le 7 octobre 2016.

Les décisions retenues sont :

- Faire une évaluation globale du contrat (bilan de chaque action et document bilan final annuel de la PV)
- Faire l'évaluation en continu de l'Atelier Santé Ville, du Programme Réussite Éducative et de la Plate-forme d'alphabétisation portée par le centre social Tricadav.

Ces trois actions feront l'objet d'une évaluation sur la durée du contrat et feront l'objet de mesures d'impacts directs en lien avec l'objectif de l'action, impacts indirects (effets notables dans d'autres domaines que celui dans lequel s'inscrit l'action.)

Les comités techniques qui suivent ces différentes actions définiront les principes d'évaluation et la méthode de collecte des informations adoptée à chacun des outils analysés.

Le PRE et l'ASV ont déjà des critères d'évaluation définis dans les circulaires de création (27 avril 2005 pour le PRE et 15 mai 2012 pour l'ASV) qui seront utilisés dans les évaluations locales.

Les différents groupes de suivi technique feront une retranscription de leur travail au comité de pilotage du contrat de ville chaque année.

Les services de la DDCS ont initié une évaluation quantitative de chaque contrat de ville du Vaucluse.

La CoVe a retransmis ce travail en début mars 2018.

Le Pacte financier et fiscal de la CoVe.

« Lorsqu'il s'agit d'une communauté urbaine, d'une métropole ou lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est signataire d'un contrat de ville tel que défini à l'article 6 de la loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, il définit les objectifs de programmation et de renforcement des solidarités financière et fiscale entre ses communes membres sur la durée du contrat de ville ».

L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre s'engage, lors de la signature du contrat de ville, à élaborer, en concertation avec ses communes membres un pacte financier et fiscal de solidarité visant à réduire les disparités de charges et de recettes entre ces dernières.

Ce pacte tient compte des efforts de mutualisation des recettes et des charges déjà engagés ou envisagés à l'occasion des transferts de compétences des règles d'évolution des attributions de compensation, des politiques communales poursuivies au moyen de fonds de concours ou de la dotation de solidarité communautaire ainsi que des critères retenus par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour

répartir le cas échéant, les prélèvements ou reversement au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales ou communales le pacte financier et fiscal de la CoVe a fait l'objet d'une délibération en date du 27 juin 2016, acquiescée en Préfecture de Vaucluse le 04 juillet 2016, mais ne prévoit pas la présentation d'un rapport annuel.

Le pacte financier et fiscal de la CoVe s'appuie sur :

- La solidarité par le transfert de compétence entre la CoVe et ses communes membres,
 - La solidarité par la mutualisation de services
 - La solidarité par la redistribution financière(Attribution de compensation, les fonds de concours, le fonds de péréquation communal et intercommunal
- Le détail du pacte financier et fiscal de la CoVe est un document public qui peut être consulté auprès des services de la CoVe.

Le Conseil citoyen.

Dès la signature du contrat de ville en juillet 2015, la ville de Carpentras s'est engagée dans la mise en place du conseil citoyen.

Une dizaine de réunions ont été organisées avec les acteurs associatifs liés à la politique de la ville pour constituer le volet associatif du conseil citoyen.

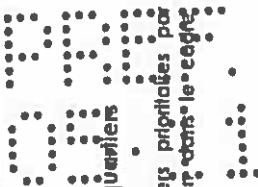
La ville de Carpentras met à disposition une salle dans la maison des associations pour les réunions du conseil.

Deux membres ont été désignés au sein du conseil pour participer à l'ensemble des réunions du contrat de ville (comité technique et comité de pilotage).

Les documents appel à projets et les programmations sont systématiquement transmis au conseil citoyen.

Le Conseil Citoyen a obtenu reconnaissance de Monsieur le Préfet de Vaucluse le 22 Janvier 2016.

Le Conseil se compose de 9 représentants des acteurs associatifs (membres du Conseil d'Administration) et 12 habitants des quartiers prioritaires du contrat de ville de Carpentras.



Actions développées en 2017 dans les quartiers prioritaires de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin dans le cadre du contrat de ville.

Information :

L'appel à projets 2017 a été transmis aux acteurs de la politique de la ville le 5 décembre 2017.

Le comité technique a analysé la programmation le 31 janvier 2017.

Le comité de pilotage s'est réuni le 9 mars 2017 pour valider la programmation.

L'appel à projets a suscité le retour de 68 propositions et demandes de financement auprès des différents partenaires institutionnels du Contrat de ville.

L'analyse de la programmation s'est déroulée entre le début janvier 2017 et le 31

janvier 2017, date du comilé technique du contrat de ville.
 Durant cette période, 15 dossiers ont été reliés de la programmation 2017.
 (Actions non pérennités, actions en redondance avec le droit commun, actions avec des plans de financement non viables....)

Axe stratégique N°1 : La politique jeunesse et de prévention de la délinquance.

15 actions ont été co-financées par les différents partenaires institutionnels pour un montant global de 432 172 € (451 750 € en 2016). 17 actions avaient été réalisées en 2015)

La participation de la ville est de 56 751 €

La participation de la CoVe est de 48 625 €

La participation des partenaires institutionnels et des associations en droit commun est de 326 796 €.

Les 7 acteurs associatifs qui sont intervenus sur cet axe sont : Le Point Écoute « Le passage », Art et vie, l'association d'aide aux victimes (AMAV), les centres sociaux Tricadov et Villamarie, la Compagnie des Autres, et le Planning Familial.
 La CoVe est également intervenue en régie par le biais du service culturel.

A - Volet jeunesse :

Dans le domaine de la jeunesse, 9 actions ont été développées.

1- Centre social Villamarie : Espace Ressources Jeunes :

Ce projet recouvre les activités de l'ALSH 6 /13 ans et 14/17 ans du centre.

Objectifs de l'action :

Proposer aux enfants et aux jeunes des activités culturelles et de loisirs qui contribuent à l'évolution et à l'éveil citoyen de tous.

Encourager le dialogue entre les jeunes et leurs familles.

Favoriser les temps de débats et promouvoir la citoyenneté.

Bilan 2017 :

Public visé :

130 enfants et jeunes (95 enfants de 6 à 10 ans, 20 de 10 à 13 ans, et 15 de 13 à 17 ans).

Réalisé :

Toutes les actions prévues ont été réalisées. 159 enfants concernés par une ou plusieurs actions.

2 - Centre Villamarie : Raid Jeunes.

Objectifs de l'action :

Favoriser l'insertion sociale des jeunes à travers la pratique sportive

Apprendre aux jeunes le goût de l'effort, le dépassement de soi, l'esprit d'équipe

Découvrir de nouvelles activités physiques.

Faire participer les familles et les jeunes à la démarche et à l'organisation du projet.

Bilan 2017 :

Public visé :

7 à 10 jeunes de 14 à 16 ans, mixité garçons/filles

19/67

Réalisé : 17 jeunes ont été concernés par ce projet sur les initiations, 11 ont participé à la totalité de l'action (5 filles et 6 garçons).
 Activité spéléologie, course d'orientation, course nordique.

3 - Point Écoute jeunes le passage :

Objectifs de l'action :

Prévenir les conduites à risques, contribuer à éviter les décrochages et ruptures sociales

Restaurer les liens relationnels avec les parents et adultes par le biais de médiation, soutenir la fonction parentale.

Cette structure est indispensable sur le territoire pour les missions que l'on réalise.

Bilan 2017 :

Public visé :

115 jeunes de 10 à 25 ans dont 30 à 40 % issus des quartiers prioritaires, 70 à 85 parents issus des quartiers, 800 à 1000 jeunes bénéficiaires des actions préventions et santé

Réalisé : Objectifs atteints.

4 - ZIK en Plein : Cirque et musique pour tous.

Objectifs de l'action :

Permettre l'accès au cirque à tous les quartiers de la ville, ce à moindre coût pour les habitants.

Découverte des arts du cirque par des interventions 1 mercredi par mois dans les quartiers prioritaires.

Les centres sociaux amènent les publics vers les ateliers de l'association ZIK en piste.

Une deuxième activité est prévue : Défilé de pinlamps, carnaval de la ville (l'association peut se joindre au défilé en créant une parade de cirque).

Pas de précision sur les publics et leur nombre.

Bilan 2017 :

Public visé: non chiffré dans le dossier de demande de subvention.

Réalisé : 48 enfants ont bénéficié de cette action. Intervention par atelier au sein des différents quartiers prioritaires du contrat de ville.

5- CoVe Service Culture : Découverte du Pays d'Art et d'Histoire.

Objectifs de l'action

▲ Découverte des patrimoines culturels et naturels du territoire.

▲ Sortir du quartier sur la journée ou la demi-journée pendant les vacances scolaires pour tous ceux qui ne parlent pas en vacances.

▲ Favoriser la curiosité et la compréhension du monde de l'environnement proche.

▲ Favoriser l'appropriation de l'histoire et des patrimoines locaux pour mieux s'identifier à un territoire.

▲ Favoriser l'accès à une pratique culturelle de proximité.

Bilan 2017 :

Public visé :

120 jeunes de 9 à 15 ans issus des quartiers prioritaires Quinlène, Amandiers, Pous du

20/67

Plan al centre-villa et fréquentant les centres sociaux Tricadou et Villemarie.
 Réalisé : 10 journées animées par les animateurs du patrimoine de la Cova ont permis d'intégrer 120 jeunes et une vingtaine d'adultes.

6- CoVe Service Culture : Mon parcours culturel à Carpentras. Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

Établir des connexions entre Carpentras et sa périphérie, promouvoir chez les jeunes les valeurs citoyennes à travers la connaissance du patrimoine local et la fréquentation des expositions temporaires du CIAP et des lieux de culture de Carpentras.

Public visé :

Le public directement bénéficiaire de l'action sera les 75 élèves d'une classe de l'école F. Jouvé et deux classes des Amandiers B, situées toutes les deux en REP.
 Réalisé : 75 élèves concernés par l'action : 25 élèves de primaire de l'école F. Jouvé et 50 enfants de primaires de deux classes de l'école des Amandiers B, toutes deux en REP.

7 – OMS Carpentras Objectif Sport. Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

Développement d'activités sportives dans les zones prioritaires du CV
 Recrutement d'éducateurs sportifs en priorité les intervenants sportifs de la ville de Carpentras, afin de faciliter le lien avec les associations du territoire.
 Bilan en attente.

8 – Centre Tricadou : Solidaire, citoyen et jeunes.

Objectifs de l'action :

Inclure les jeunes à s'impliquer dans la vie de leur quartier
 Améliorer l'image des jeunes auprès du reste de la population
 Développer chez les jeunes un sentiment d'utilité et valoriser leurs capacités
 Développer l'esprit de solidarité et d'entraide dans les quartiers
 Favoriser chez les adolescents de nos quartiers l'acquisition de connaissances et de repères relatifs au fonctionnement et au rôle des différentes institutions françaises, les sensibiliser aux principes et valeurs de la République.

Bilan 2017 :

Public visé : L'ensemble des jeunes du quartier

Réalisé : L'action a touché : Centre ville 51 jeunes, 18 jeunes aux Amandiers :

9 – Centre Tricadou : Accès aux pratiques culturelles et sportives, Reconduction de l'action Accompagnement éducatif et préventif des enfants et des jeunes
 Objectifs de l'action :

a - Accès aux pratiques culturelles :

Il s'agit des activités ALSH 6/12 et 13 /17 du centre social Tricadou.

b- Accès aux pratiques sportives.

Il s'agit là encore des activités développées dans le cadre des ALSH.

Coût de l'action 2016: 62 893 €; Coût de l'action en 2015 : 41 226 €.

Financements demandés dans le cadre de la dotation globale ville de

Carpentras

Bilan 2017 :

Public visé :

Enfants 7/10 ans:

Action passerelle : 11/15 ans:

Adolescents : 16/18 ans :

Réalisé : 225 enfants de 6 à 12 ans et 70 jeunes de 13 à 17 ans

B Volet Prévention de la délinquance.

Dans le domaine de la prévention de la délinquance, 6 actions ont été développées.

10 – Planning Familial 84 : action : Programme de Développement Affectif et Social PRODAS.

Objectifs de l'action :

Permettre aux enfants d'appréhender les expériences affectives et sociales de la vie et de trouver des solutions alternatives aux comportements violents.

Bilan 2017:

Public visé : 24 à 30 enfants de 7 à 10 ans

Réalisé : 24 enfants de 7 à 10 ans ont bénéficié de ce programme

Point de vue des enseignants :

Groupe de classe plus solidaire

Qualité de la classe améliorée

Conflits de classe plus facilement résolus

Moins de signe de violence.

11 – Centre social Villemarie : Initiatives citoyennes.

Objectifs de l'action :

A travers l'écoute active et de la médiation, l'Espace Social et Culturel Villemarie joue un rôle de passerelle vers les structures de droit commun, ce qui permet aux jeunes de trouver plus facilement un emploi ou une formation. Cette action s'appuie beaucoup sur l'espace informel déjà financé par ailleurs.

Bilan 2017 :

Public visé :

De 30 à 50 jeunes de 16 à 25 ans et volonté de tendre vers une égalité filles/garçons.

Réalisé : Personnes concernées par l'action : 25 de 25 à 60 ans : 14 de 19 à 25 ans : 5 de 16 à 18 ans.

12- Compagnie des Autres : Théâtre forum : Combattre les cyberdangers.

Objectifs de l'action :

Prévention pour la jeunesse face au harcèlement, aux cyberdangers et aux risques d'arnaque par la promotion de l'acceptation de l'identité des valeurs citoyennes et de la compréhension des réseaux sociaux.

Création d'un spectacle de théâtre forum avec théâtre et animation interactive

Bilan 2017 :

Public visé :
Jeunes des collèges et lycées, 400 à 450 des Collèges Raspail Victor Hugo, Fabre, Malraux (Mazan) et Louis Giraud (Serre) (six représentations)
Réalisé : 210 élèves concernés sur Raspail, Fabre et Victor Hugo.

13 – AMAV : Permanences d'aide aux victimes.

Objectifs de l'action :

Permanences d'accueil d'écoute, d'information sur leurs droits, d'accompagnement et de soutien psychologique.

Le projet 2017 cible la mise en place de permanences au centre ville (commissariat et Palais de Justice), au Pous du Plan (centre social Tricadou) et aux Amandiers-Éléphant (centre social Tricadou).

Bilan 2017 :

Public visé : Toute personne qui s'estime victime d'un acte de délinquance, (violen- ce, harcèlement, escroquerie, dégradation, vol) 180 personnes dont 60 % de public féminin.
Réalisé : 175 personnes reçues dont 163 victimes (67 hommes et 96 femmes).

13 – Centre social Tricadou : action : Médiation transport.

Objectifs de l'action :

Lutter contre les actes d'incivilité et promouvoir la citoyenneté chez les adolescents des quartiers prioritaires

Lutter contre l'insécurité et le sentiment d'insécurité dans les transports collectifs et plus particulièrement sur la ligne C (Pous du Plan / collège Daudet).

Renforcer une présence socio-éducative en direction des jeunes des quartiers prioritaires.

Bilan 2017 :

Public visé : Jeunes utilisant la ligne C desservant Pous du Plan et le collège Daudet.
Réalisé : 60 jeunes concernés par cette action de médiation.
Résultat positif en terme de réduction des actes d'incivilité.

15 - Centre social Tricadou : Des jeunes acteurs de leur quotidien.

Objectifs de l'action :

Renouer le lien social, le dialogue et les échanges avec les publics 16-25 ans.

Inscrire ces publics dans une démarche active d'accès aux droits, à l'emploi, à la santé, aux loisirs.

Impliquer les jeunes dans la vie du quartier.

Bilan 2017 :

Public visé :
Public 16- 25 ans des quartiers prioritaires du contrat de ville de Carpentras.
Réalisé : 108 jeunes intégrés dans le projet, 96 garçons et 12 femmes.

Axe 2 : L'insertion et la réussite scolaire, professionnelle et sociétale.

21 actions ont été co-financées par les différents partenaires institutionnels pour un

23/67

montant global de 805 064 € (558 297 € en 2016)

La participation de la ville de Carpentras est de 17 843 €.

La participation de la CoVe est de 84 000 €

La participation des partenaires institutionnels et des associations en droit commun est de 703 221 €.

Les 13 acteurs associatifs qui sont intervenus sur cet axe sont :
L'Adie, le RILE, Le centre Tricadou, le centre Villemaire, CIE B4, l'association RIESO, l'association Présence Verte, L'université Populaire du Ventoux, le CCAS de Carpentras, Radio Territoire Ventoux, Le centre de Loisirs de la Roseraie, TAFAP, le service culturel de la CoVe.

A Valet Développement économique et Insertion professionnelle.

1- ADIE : Action : Microcrédit destiné aux porteurs d'un projet d'insertion professionnelle résidant sur le territoire de la CoVe. Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

Proposer un accompagnement technique et financier, le « microcrédit accompagné », aux porteurs d'un projet d'insertion professionnelle ayant accès au crédit bancaire pour la réaliser.

Bilan 2017 :

Public visé :

10 à 15 porteurs de projets obtenant un micro crédit en 2016.

Réalisé :

4 personnes ont été accompagnées et ont bénéficié d'un micro crédit dont une seule personne habitant les quartiers prioritaires du contrat de ville.

2 – RILE : Action : Accompagnement renforcé de publics des quartiers prioritaires à la création d'entreprises. Encouragement des femmes à l'entrepreneuriat.

Reconduction d'action.

Objectifs de l'action :

Contribuer au développement de l'emploi dans les quartiers en incitant les habitants des quartiers à aborder le thème de la création d'entreprises et concrétiser la création d'un projet.

Renforcer l'accompagnement de ces publics, de manière à passer au-delà des freins existants (culture entrepreneuriale, manque de qualification, manque de financement).

Mettre le focus sur les femmes de manière à augmenter le nombre de femmes sur la préparation d'un projet (passer de 28 % à 45%)

Bilan 2017 :

Public visé :

60 personnes accompagnées issues des quartiers prioritaires, augmentation du taux de femme ayant un projet de création (passer de 28 % à 45%)

Réalisé

Au 30 10 2017, 56 personnes des quartiers ont été accompagnées dans les différents quartiers dont 53 % de femmes (L'accueil généraliste du RILE est de 45 % pour les publics féminin.)

24/67

Sur ces 56 personnes, 10 ont créé leur activité.

3 – Centre social Villemarie : Action : Informatique pour tous.

Objectifs de l'action :

Favoriser l'accès aux droits et à l'information à travers l'outil informatique.

Favoriser l'autonomie des publics dans l'utilisation de l'outil informatique.

Favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle.

L'atelier multimédia s'organise autour de 7 créneaux d'activité :

- ▲ Atelier « e-administration » et emploi.
- ▲ Initiation collective.
- ▲ Initiation personnalisée.
- ▲ Ateliers périscolaires.
- ▲ Ateliers enfants/ parents.
- ▲ Accès fibre.
- ▲ Atelier « éco-responsable ».
- ▲ Atelier de création.

Bilan 2017 :

Public visé :

Cent cinquante habitants des quartiers Quintine, Villemarie, Ubac, Cité du Parc pour une fréquence mensuelle de 300 personnes

Réalisé : 156 hommes et 146 femmes.

4- CIE 84 : Pass'Emploi.

Objectifs de l'action :

Accompagner vers l'emploi les habitants des quartiers prioritaires en mobilisant le dispositif des clauses d'insertion

Renforcer la relation habitants/entreprises

Accompagner la réhabilitation du Parc du Plan

Renforcer l'occupation positive des espaces publics dans les quartiers par des actions multi partenariales.

Bilan 2017 :

Public visé :

200 personnes hommes et femmes sont attendues. Le public visé est prioritairement celui de la clause d'insertion.

Cinq manifestations organisées (journée métier, recrutement mode d'emploi,

accompagnement individuel CV/ lettre de motivation, information collective sur

les clauses d'insertion, Partenariat Pôle emploi, MH, centres sociaux, Mission

Locale, entreprise du BTP...)

Réalisé :

Action non achevée à ce jour . Demande de prorogation sollicitée.

5 – RHESO : Action : Mobilisation des publics précaires vers l'insertion sociale et professionnelle. Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

- ▲ Sensibiliser les personnes au fait que l'insertion professionnelle est garante de l'autonomie et d'une meilleure intégration.

- ▲ Dynamiser et développer avec les personnes la démarche de construction d'un projet professionnel.

- ▲ Travailler sur les freins et potentiels des personnes face à l'emploi.

- ▲ Permettre aux personnes de s'approprier un parcours d'insertion.

Bilan 2017 :

Public visé :

Une vingtaine d'habitants des quartiers prioritaires.

Réalisé :

- ▲ 31 habitants accompagnés dans des parcours d'insertion : 19 hommes et 12 femmes.

6 – Association UPV : Accueil Relais Travail saisonnier

Reconduction d'action.

Objectifs de l'action :

Accroître auprès des publics habitant les quartiers prioritaires du CV, l'impact de nos actions d'insertion socioprofessionnelle, notamment celle du Relais Travail

Saisonnier Ventoux, et plus largement toutes les actions de l'Université Populaire Ventoux (ACI, ETAPS, ERI...)

Bilan 2017 :

Publics visés :

20 personnes des quartiers prioritaires pour les ateliers de renforcement des compétences.

Réalisé : 26 personnes concernées par les ateliers de remise à niveau mis en place (89 ateliers au lieu des 64 prévus).

7 – Association « Présence Verte Service » Accompagner collectivement et individuellement pour s'insérer professionnellement.

Objectifs de l'action :

Les contenus proposés visent à renforcer et soutenir les parcours d'insertion auquel contribue l'AI PVS.

Conduire un projet qui vise 25 personnes, publics éloigné de l'emploi, bénéficiaires des minimas sociaux (RSA, ASS, AAH) issues des quartiers prioritaires du conseil de

ville de Carpentras, à mobiliser, informer, accompagner.

Favoriser l'insertion Professionnelle des personnes à la recherche d'un emploi, issues prioritairement des quartiers CUCS de Carpentras en renforçant la notion de

parcours d'accompagnement vers l'emploi.

Bilan 2017 :

Public visé : 25 personnes des quartiers.

Réalisé : 39 personnes ont été concernées par cette action.

7 – Centre Tricadav : Action : Plate-forme linguistique.

Objectifs de l'action :

Permettre aux habitants des quartiers prioritaires de développer leur maîtrise de la langue française (alphabétisation, FLE et l'ultra carlie filialisme).

Faciliter l'accès à des dispositifs de droit commun et lutter contre les discriminations à travers :

- Un suivi et un accompagnement des habitants dans leurs démarches

d'orientation

- Un travail de coordination visant à recenser les dispositifs existants et à créer des « passerelles » dans une logique de parcours.

- Faciliter l'insertion sociale des habitants à travers l'animation d'ateliers socialisants AED

- Favoriser un travail partenarial avec les autres acteurs de nos territoires d'intervention, en faveur notamment d'un véritable ancrage territorial des associations de formation de proximité.

Bilan 2017 :

Public visé : 135 habitants des quartiers ont participé à ces différents modules.

150 personnes ont été concernées par cette action en 2017

Réalisé : Objectifs atteints, 126 personnes concernées par l'action, 13 de 19 à 25 ans, 105 de 26 à 40 ans, 8 de plus de 40 ans.

9 - Centre social Tricadou : Action : Atelier multimédia.

Objectifs de l'action :

- ▲ Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des habitants des quartiers prioritaires en développant des ateliers « e-administration ».
- ▲ Rendre accessibles au plus grand nombre les nouvelles technologies (Internet - bureautique - numérique)
- ▲ Agir en faveur de la mixité culturelle, intergénérationnelle et homme/femme
- ▲ Offrir un support facilitateur et/ou pédagogique à d'autres actions menées par le centre social

Bilan 2017 :

Public visé :

Habitants des quartiers prioritaires de la ville de Carpentras et plus largement de la Cova.

Réalisé : 83 personnes différentes ont utilisé le service pour 785 visites

B - Volel : « Education, réussite scolaire et sociale »

10- Radio Territoire Ventoux : Radio en partage.

Objectifs de l'action :

Permettre aux élèves des écoles entrant dans le contrat de ville de réaliser une expérience radio. Les initier à l'autonomie verbale, au travers de notre outil média. Leur apprendre à maîtriser la prise de parole en public. Remplir pleinement notre mission de radio citoyenne de communication tournée vers la jeunesse.

Bilan 2017 :

Public visé : École primaire de la Quinoline (CM et CM2) 2 à 3 fois par mois le jeudi.
Réalisé : 36 élèves concernés sur l'école de la Quinoline. Réalisation d'ateliers tous les 15 jours le jeudi de 13h30 à 14h30.

11- Art et Vie : Prévention du décrochage scolaire dans les quartiers et le centre ville.

Objectifs de l'action :

Accompagner et soutenir les enfants dans leurs devoirs en leur apportant l'aide nécessaire pour compléter et améliorer leurs résultats. Redonner le goût et le plaisir d'apprendre. Donner du sens à l'instruction.

Bilan 2017 :

Public visé : 42 enfants des quartiers 30 adolescents des quartiers
Réalisé : 79 enfants concernés par l'action 2017 (44 filles et 35 garçons)

12 - Centre loisirs de la Roseaie : Action : le pied à l'étrier :

Objectifs de l'action :

Lutter contre l'échec scolaire pour éviter la rupture sociale. Favoriser l'esprit de découverte et d'ouverture. Rélâcher sur son avenir, prendre conscience de ses malversations.

Rechercher l'autonomie et acquérir la confiance en soi. éduquer les enfants à travers connaissances.

Travail avec les collèges pour détecter des enfants en difficulté.

Discussion avec les familles et les enfants. Organisation de deux séjours à la colonie de Vacances « Davessel » (Ardèche) propriété de la ville de Carpentras pour travailler à la remise à niveau des enfants et leur faire découvrir des activités de nature et une vie collective.

Bilan 2017 :

Public visé :

Entre 15 et 20 enfants entre 12 et 16 ans des différents quartiers prioritaires de la PV.
Réalisé : 4 filles et 15 garçons ont bénéficié de l'action.

13 - Centre social Villemarie : Action : Accompagnement à la scolarité (CLAS) :

Objectifs de l'action :

Fournir aux enfants un cadre éducatif structurant qui s'inscrit dans la continuité de l'école.

Renforcer les liens familiaux et améliorer la communication parents/enfants

Repérer les besoins des familles et favoriser leur autonomie

Contribuer à fédérer les acteurs locaux autour de la réussite scolaire

Action CLAS concernant les enfants de l'école primaire de la Quinoline (4 séances par semaine d'aide au devoir et d'activités ludiques)

Secondaire : collège Daudet 3 séances par semaine de 16h à 18h au foyer de l'âge d'or.

Bilan 2017 :

Public visé :

60 jeunes au total (30 filles et 30 garçons)

45 enfants de 6 à 10 ans, 15 de 11 à 15 ans.

Réalisé : Les objectifs ont été atteints.

14- Association Française d'Aide Psychologique : Mon stage de troisième.

Objectifs de l'action :

Lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire. Développer une offre de stage en entreprise et faciliter l'accueil des élèves de troisième des quartiers prioritaires en stage d'observation, accompagner les jeunes vers leur avenir citoyen.

Bilan 2017 :

Public visé :

Trente jeunes (garçons et filles)

Réalisé : 13 jeunes concernés par l'action.

15 - CCAS : Action : Programme Réussite Éducative.

Objectifs de l'action :

- ▲ Promouvoir la réussite des enfants en assurant un accompagnement individualisé des enfants et de leurs familles.
- ▲ Intervenir le plus tôt possible dès l'apparition des troubles ou retards.
- ▲ Renforcer la coordination et la concertation des équipes en développant le travail en réseau.
- ▲ Impliquer les familles et favoriser l'autonomie.
- ▲ Mettre en place une coordination dont les missions seront l'élaboration du dispositif et de son évaluation, l'animation de l'équipe pluridisciplinaire et le suivi individuel des enfants et de leurs familles.
- ▲ Développer des projets nouveaux.

Bilan 2017 :

Public visé :

100 enfants, ce qui représente 80 familles bénéficiaires.

100 enfants : 20 de 3 à 6 ans ; 40 de 7 à 11 ans ; 40 de 11 à 15 ans.

Réalisé : 189 enfants intégrés dans le dispositif.

16- CCAS : CLUB CLA (Club langage) Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

Réussir la rentrée en CP, apporter quelques uns des ingrédients de réussite que les enfants les plus favorisés reçoivent quotidiennement, en dehors de l'école. Provoquer et stimuler l'engagement des parents au côté de leurs enfants, leur donner confiance dans leur propre capacité à soutenir leurs enfants dans son apprentissage scolaire.

Public visé : 5 enfants (grande section maternelle.)

Bilan prévu au mois de juin.

17- CCAS : Action : Coup de pouce « clé ».

Objectifs de l'action :

Prévenir l'illettrisme et les ruptures de parcours scolaires

Améliorer les capacités des parents à accompagner leurs enfants dans leurs parcours éducatifs et scolaires.

Le coup de pouce clé est un dispositif de suivi de proximité, plus un animateur autour d'un protocole d'activité rigoureux dans un cadre ludique et éducatif.

Bilan 2017 :

Public visé : 25 enfants de CP

Bilan prévu au mois de juin.

18- CoVe (service culture) : Le Labo' des lecteurs. Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

Encourager la rencontre avec la littérature jeunesse et ses auteurs

Créer les conditions d'une expérience collective, partagée à travers la littérature, permettant la construction de liens sociaux

Accompagner les professionnels dans la mise en place de projets autour du livre.

Rencontre entre les enseignants et les auteurs dont les enfants ont découvert les livres tout au long de l'année.

Bilan 2017 :

Public visé : 175 élèves de sept classes des écoles élémentaires classées en REP et situées dans les quartiers prioritaires.

Réalisé : objectifs public atteints (186 enfants)

19- CoVe (service culture) : Donner les clés de lecture aux jeunes de SEGPA pour s'approprier et connaître leur territoire. Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

Mettre en place un dispositif durable de médiation qui vise à sensibiliser les élèves de SEGPA du collège Raspail.

Démocratiser l'approche de l'architecture et de son histoire à travers des ateliers de médiation avec des spécialistes, découvrir les métiers en lien avec les pratiques du bâti traditionnel.

Bilan 2017 :

Public visé :

50 élèves des classes de SEGPA du collège Raspail.

Réalisé : 49 enfants des classes de SEGPA du collège Raspail.

Coût global de l'action 2017: 5 225 €

20 - Centre social Tricadav : Action : Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (CLAS).

Objectifs de l'action :

- Favoriser la réussite scolaire des enfants.
- Permettre aux parents de s'impliquer dans la réussite scolaire de leurs enfants.
- Maintenir le lien avec les écoles.

Action d'accompagnement à la scolarité identique à ce que l'on trouve dans les autres écoles primaires et sur le même collège (Daudet).

Bilan 2017 :

Public visé :

Élèves de cycle primaire et secondaire résidents sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

60 enfants (4 fois 15) de cycle primaire scolarisés dans les écoles Jolivet, Amandiers A et B, Bouché et Nord A et B

45 jeunes (3 fois 15) de cycle secondaire scolarisés dans les collèges Daudet et Raspail.

Réalisé : 57 enfants du primaire et 37 en cycle secondaire.

Axe N°3 : L'aide à la parentalité.

5 actions ont été co-financées par les différents partenaires institutionnels pour un montant global de 218 863 €.
La participation de la ville est de 25 578 €.
La participation de la Cove est de 5 500 €.
La participation des partenaires institutionnels et des associations en droit commun est de 182 785 €.
Les 4 acteurs associatifs qui sont intervenus sur cet axe sont : Le Centre Tricadou, le Centre social Villemarie, le Jardin d'Alice, et l'Université Populaire du Ventoux.

1 – Centre Villemarie : Action : Soutien à la fonction parentale

Objectifs de l'action :
Repérer les besoins des familles en recoupant les informations pour harmoniser l'action auprès de la famille ;
Renforcer les liens familiaux et améliorer la communication parents/enfants.
Favoriser l'autonomie des familles.

Lutter contre la précarité en mettant en place des ateliers collectifs d'éducation.

Bilan 2017 :

Public visé :

Environ 400 parents et enfants pour 140 familles différentes, mixité homme/femme
Réalisé : objectifs atteints.

2 - Le Jardin d'Alice : Théâtre et parentalité : les limites. Action non reconduite en 2018

Objectifs de l'action :

Soutien à la parentalité par l'approche culturelle (Théâtre)
Présentation d'une pièce de théâtre pour les enfants d'école maternelle et leurs parents. Ce spectacle est un support pour échanger sur les difficultés rencontrées en tant que parents. Le thème principal est celui des limites à donner et à tenir.

Bilan 2017

Public visé :

Écoles maternelles des quartiers prioritaires (4 séances avec 60 participants à chaque séance.)
Réalisé : les objectifs ont été atteints

3- Université Populaire du Ventoux : Cultivons nos aliments durables en famille.

Objectifs de l'action : Action non reconduite en 2018

Accompagner les familles des quartiers prioritaires dans leur rôle éducatif auprès de leurs enfants en favorisant la consolidation de leurs capacités éducatives entre pairs, lors d'atelier parents/enfants liés à l'éducation au goût et à l'alimentation durable

Bilan 2017 :

Public visé :

Le public touché sont les enfants et les parents des crèches Bois de l'Ubac, le Hameau des Vignes, les Petits Mousseux et les Petits Berlingots.
Réalisé : 16 enfants et maman dans le cadre du LAEP (lieu d'accueil Parents-Enfants).

31/67

4- Centre Tricadou : Action : lutte contre l'illettrisme.

Objectifs de l'action :

- Valoriser et renforcer les compétences éducatives des parents.
- Améliorer la capacité des parents à accompagner leur enfant dans leur scolarité
- Faciliter et accompagner la relation famille / école.
- Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des apprentis par l'acquisition des savoirs de base.

Bilan 2017 :

Public visé :

18 personnes des quartiers prioritaires.

Réalisé : 34 personnes (10 hommes et 24 femmes.)

5- Centre social Tricadou : Action collective Famille.

Objectifs de l'action :

- Répondre aux inquiétudes de parents sur leur rôle éducatif.
- Favoriser l'intégration des parents dans leur environnement social familial.
- Favoriser l'implication des parents dans l'éducation de leurs enfants.
- Favoriser l'autonomie des familles.

Bilan 2017

Public visé : familles des quartiers prioritaires.

Réalisé : 46 familles concernées à Amandiers-Éléphant, 35 au Centre ville et 32 à Pous du Plan totalisant 430 personnes enfants, marmans et pères.

Axe 4: Amélioration du cadre et de la qualité de la vie.

11 actions ont été co-financées par les différents partenaires institutionnels pour un montant global de 270 047€.

La participation de la ville est de 58 917 €.

La participation de la Cove est de 25 310 €

La participation des partenaires institutionnels et des associations en droit commun est de 185 820 €.

Les 7 opérateurs qui sont intervenus sur cet axe sont :

Les Compagnons Bâisseurs Provence, le centre social Tricadou, La ville de Carpentras, le centre social Villemarie, le Centre Hospitalier de Carpentras, le Collectif Ariane et L'OMS

1- Ville Carpentras : Action Théâtre Forum.

Objectifs de l'action :

- Réinvestir les quartiers en y développant une offre de pratique culturelle participative.
- Expérimenter un nouveau mode de dialogue entre les différents acteurs de terrain (éus et services municipaux, habitants, bailleurs, associations, etc.)

32/67

5 ateliers de pratiques artistiques sont prévus (2 entre janvier et mai 2016, 3 entre Toussaint et Décembre 2016).

Bilan 2017 :

Public visé :

55 personnes sur 7 ateliers, pour les spectacles : Soirée de lancement 250 à 300 personnes, 200 personnes à l'espace Auton en avril 2017, 200 personnes en juin 2017

Réalisé : 55 personnes sur 6 ateliers, spectacle restitution 200 personnes, dîner-spectacle, 250 personnes.

2- Radio Territoire Ventoux : Quartiers libres.

Objectifs de l'action :

Permettre aux habitants entrant dans le contrat de ville de devenir animateurs d'une émission de radio afin de promouvoir la vie et les initiatives qui voient le jour dans les quartiers, de les engager dans une démarche citoyenne, favoriser la démocratie de proximité et donner la parole à ces habitants. Émission de 60 minutes tous les deux mois sur l'année 2017.

Bilan 2017 :

Public visé :

9 personnes des quartiers.

Réalisé :

5 émissions d'une heure réalisées : 8 habitants des quartiers s'y sont investis

3 – Centre social Villemarie : Culture et citoyeneté :

Objectifs de l'action :

Renforcer le lien social en créant des moments d'échanges intergénérationnels
Favoriser l'implication du plus grand nombre d'habitants au sein de notre territoire
Entretien la dynamique de notre territoire d'intervention en lien avec le reste de la ville

Contribuer à améliorer le cadre de vie.

Ce projet intègre :

L'animation intergénérationnelle

L'animation à pieds d'immeuble

L'atelier Théâtre Forum (déjà co financé par les partenaires du CV)

L'atelier créatif

Les animations thématiques

La participation aux actions groupes locaux de citoyeneté et mosaïque des

métiers réalisées par le Tricadou (et co financé par les partenaires du CV)

Bilan 2017 :

Public Visé :

Tous les publics du centre Villemarie (1 000 personnes).

Réalisé : Effectif concerné atteint

Bilan 2017 très détaillé qui montre la diversité des actions développées par le centre.

4 – Compagnons Bâisseurs Provence: En attendant la réhabilitation : Ateliers

33/67

techniques et participatifs, quartier du Pous du Plan.

Objectifs de l'action :

- ▲ Développer la dynamique collective et participative mis en œuvre sur ce territoire, avec la mise en place d'animations collectives centrées autour des travaux d'entretien local et de sensibilisation à la maîtrise des énergies.
- ▲ Initier une logique d'entraide et de solidarité sur les territoires concernés par l'action.
- ▲ Améliorer l'entretien local des logements par l'acquisition et le partage de savoir-faire techniques.

Action équivalente à celle déposée par le CBP pour le centre ville.

Un atelier par mois soit 8 à 10 sur l'année 2017.

Bilan 2017 :

Public visé : 80 à 100 personnes.

Réalisé : 47 personnes ont participé à 8 ateliers différents.

5 – Compagnons Bâisseurs Provence: Ateliers techniques et participatifs, quartier Bois de l'Ubac, Villemarie, Cité du Parc.

Objectif de l'action :

- ▲ Développer la dynamique collective et participative mis en œuvre sur ce territoire, avec la mise en place d'animations collectives centrées autour des travaux d'entretien local et de sensibilisation à la maîtrise des énergies.
- ▲ Initier une logique d'entraide et de solidarité sur les territoires concernés par l'action.
- ▲ Améliorer l'entretien local des logements par l'acquisition et le partage de savoir-faire techniques.

Bilan 2017 :

Public visé :

Les habitants du quartier Villemarie, Ubac, cité du Parc. (80 à 100 personnes) :

Réalisé : Les sept ateliers ont été réalisés. Ils ont accueilli 49 personnes en cumulé soit 21 personnes.

6 – Compagnons Bâisseurs Provence : Action : Ateliers logement à Carpentras.

Objectifs de l'action :

- ▲ Développer la dynamique collective et participative mise en œuvre sur ce territoire, avec la mise en place d'animations collectives centrées autour des travaux d'entretien local et de sensibilisation à la maîtrise des énergies.
- ▲ Améliorer l'entretien local des logements par l'acquisition et le partage de savoir-faire techniques. (Sur le centre ville).

Organisation et animation d'ateliers techniques collectifs sur des thèmes en lien avec le logement.

Mise en place d'un comité technique et d'un comité de pilotage de suivi qui se réunissent deux fois par ans.

Bilan 2017 :

Public visé:

60 à 80 personnes pour une année d'action. 6 ateliers sur un an

Réalisé : 17 personnes dont 14 différentes sur les 6 ateliers réalisés.

34/67

7 – Centre social Tricadou : « Animation plects d'immeubles »

Présenté comme une action nouvelle, ce projet était intégré dans l'action « Lien social, mixité et participation des habitants (action N° 23 de la programmation 2015, volet animations locales)

Objectifs de l'action :

- Permettre aux habitants de réinvestir l'espace public
- Favoriser l'initiative des habitants pour l'organisation de temps festifs collectifs
- Améliorer les relations de voisinage
- Favoriser et valoriser la mixité sociale
- Permettre de créer des temps conviviaux et des échanges intergénérationnels, interculturels.

Bilan 2017 :

Public visé :
300 habitants des quartiers prioritaires du contrat de ville.

Réalisé :

Tous les objectifs ont été atteints pour l'année 2017 concernant ce projet [22] personnes concernées].
Bilan très détaillé fourni par le centre Tricadou.

8 – Centre social Tricadou : Action : Citoyenneté active et cadre de vie.

Reconduction d'action.

Ce projet se trouvait intégré dans l'action Lien social, mixité et participation des habitants en 2015.

Objectifs de l'action :

- Favoriser l'implication des habitants des quartiers dans la vie de la cité.
- Impulser une dynamique collective et promouvoir la démocratie participative.
- Favoriser le développement d'une vie associative dans les quartiers.
- Agir en faveur de la capacité collective d'écoute des habitants par l'ensemble des institutions partenaires
- Favoriser la mixité inter générationnelle, et homme / femmes et créer du lien social.

Amélioration de l'image du quartier et de ces habitants auprès du reste de la population de Carpentras, et hors Carpentras.

Deux volets Groupes locaux de citoyenneté et Collectifs « cadre de vie ».

Bilan 2017 :

Public visé : Familles des quartiers prioritaires du contrat de ville.

Réalisé : 210 personnes des différents quartiers.

Bilan très détaillé fourni par le centre Tricadou.

9 – Centre Hospitalier de Carpentras. Action : Atelier Santé Ville.

Action reconduite.

Objectifs de l'action :

Inscrits dans les Contrats de Ville et les Programmes Régionaux pour l'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS), les ASV visent à réduire les inégalités sociales et territoriales en matière de santé et à améliorer l'accès aux soins et la prévention des personnes en situation de précarité, le tout en favorisant la co-construction du projet entre habitants et professionnels. L'ASV est un lieu de coordination.

Bilan 2017 :

Public visé :

L'ensemble des intervenants dans le domaine de la santé, ensemble des acteurs associatifs intervenant dans les quartiers prioritaires du contrat de ville.
Réalisé : les objectifs ont été réalisés.

10 -Collectif Ariane : Santé Psychique et Interculturalité. Reconduction d'action.

Objectif de l'action :

Prendre en compte individuelle de la souffrance psychologique des habitants prioritaires face à la complexité de leur situation.

Problématiques abordées : symptômes psychosomatiques, troubles relationnels, violences conjugales, difficultés de relation parents/enfants.

Bilan 2017 :

Public visé : non estimé

Réalisé : 61 personnes pour 174 entretiens. Bilan fourni très détaillé.

11 – Office Municipal des Sports de Carpentras : La santé par le sport :

Reconduction d'action.

Objectifs de l'action :

Développer l'offre de sport santé dans la ville de Carpentras par l'intermédiaire de la prescription d'activités physiques pour les personnes atteintes de maladies chroniques. Elle permettra aux médecins d'orienter les personnes atteintes vers les clubs proposant des séances d'activités physique adaptées.

Public visé :

60 personnes dont au minimum un tiers résident dans les quartiers prioritaires.

En attente bilan 2017.

Bilan synthétique de l'Atelier Santé Ville.

L'ASV a été mise en place fin 2015 avec le recrutement de la chargée de mission par le centre hospitalier de Carpentras qui a mis le poste à disposition de la CoVe. Une convention financière a été conclue début 2016 pour une durée de trois années entre la ville de Carpentras, l'Etat, la CoVe et le Centre Hospitalier de Carpentras afin de pérenniser les financements du poste de chargée de mission. Le travail effectué par la chargée de mission est le suivant :

B – Volet santé

La démarche est une démarche projet, construite sur une base de partenariat, de réseau de participation des habitants, une territorialisation de l'action et une coordination ayant pour but d'apporter une plus-value aux habitants, mais aussi aux professionnels, aux politiques publiques et aux institutions. La préservation de la santé n'est pas qu'une seule question de comportements individuels mais il y a aussi des déterminants sociaux et territoriaux.

Dans cette démarche, des objectifs ont été déterminés et validés :

- Le plan local de santé publique
 - Validation du diagnostic en comité technique (4 avril 2017) et comité de pilotage (25 avril 2017)
 - Validation du Plan local de santé publique 2018-2020 avec les pistes d'actions (avril 2017)
 - Validation des critères d'évaluation du dispositif ASV communs aux autres ASV en Vaucluse
- Mise en œuvre du Plan local de santé publique examiné sur les retours phares de 2012)

Dès 2017, plusieurs actions du plan local de santé publique ont été mises en œuvre :

AXE 1 : ACCÈS AUX DROITS, AUX SOINS ET À LA PRÉVENTION

- **Action n° 4 :** action de prévention sur l'hygiène bucco-dentaire en milieu scolaire : coordonner la mise en place de l'action bucco-dentaire pour des élèves de CP en partenariat avec la CPAM (automne-hiver 2017/2018) et réfléchir à la mise en place d'une action auprès des maternelles.

- **Action n° 5 :** Organisation d'un forum santé : Information, dépistage, orientation, en partenariat avec la Mutualité française le 27 avril 2017

Un check-up santé jeunes a été co-organisé avec le Point Information Jeunesse et la Mutualité Française Fica à la maison du citoyen dans les locaux du PIJ.

Public cible : jeunes déscolarisés 16-25 ans en situation de précarité

Objectif : permettre aux jeunes en situation de précarité un accès à la prévention et au dépistage afin de ne pas aggraver les inégalités sociales de santé

- **Action n° 6 :** Suite aux échanges « Pausse-café » dans les centres sociaux, l'ASV a coordonné :

- La mise en place d'une séance d'information sur les dépistages des cancers animée par la Ligue contre le cancer et un médecin anatomopathologiste, en partenariat avec les centres sociaux Lou Triondou et Villemarie, le 28 avril 2017.

AXE 2 : MALAIRES ET COMPORTEMENTS À RISQUE

Actions visant à développer les compétences psychosociales.

Parce que ce sont des ressources particulièrement pertinentes à exploiter dans une optique de prévention.

- **Action n° 7 :** Programme de développement affectif et social (PRODAS) dans les écoles maternelles et primaires

Dans une vision durable de la santé, c'est un programme de prévention précoce qui intervient sur 3 facteurs de développement de l'enfant dès le plus jeune âge :

- la conscience de soi,
- la réalisation de soi,
- l'interaction sociale

- **Action n° 8 :** Mise en place du Programme de soutien aux familles et à la parentalité (PSFP) en partenariat avec le Codes 84

AXE 3 : FÉCONDITÉ ET PRÉCOCITÉ ENFANCE

- **Action n° 12 :** Réunion d'information et d'échanges sur la maternité

En 2017, après deux réunions de préparation, des professionnels de la maternité, la CPAM, la PMI, le département petit enfance de la CoVe, les RAM de Sorgues et Pernes Les Fontaines et l'Atelier Santé Ville ont animé 6 « réunions d'information et d'échanges sur la maternité » au centre hospitalier de Carpentras.

AXE 4 : ANIMATION TERRITORIALE

- **Action n° 14 :** Animation d'un réseau de partenaires

- Transmission régulière d'informations aux membres du réseau local pour les formations et actions de prévention ou promotion de la santé à Carpentras et ses environs.

- Organisation de réunions trimestrielles d'échanges entre coordinateurs ASV du Vaucluse

Autres actions :

- **Sensibilisation Mo(s) sans tabac 2017**

Organisation d'une séance de sensibilisation sur la campagne « Mo(s) sans tabac 2017 » animée par le Codes 84 et le souffle 84 :

• Prévention des risques de la cyberdépendance

Organisation d'une rencontre entre coordinatrices ASV et association Horizon multimédia afin de développer de manière équilibrée sur le département, les actions de prévention des risques de cyberdépendance.

Cela a conduit à un maillage territorial.

Sur l'année scolaire 2017/2018, 1 intervention sur l'école des Amandiers (CN2) et 2 interventions sur le collège Raspail ont eu lieu.

Bilan synthétique du Programme Réussite Éducative.

Le Programme réussite éducative est intégré dans l'axe stratégique N° 2 : L'intervention et la réussite scolaire, professionnelle et sociétale.

Le Pre couvre plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville, ce qui représente 7415 habitants (soit 26 % de la population de la ville)

- Centre-ville : 2990 habitants
- Eléphant-Amandiers : 1871 habitants
- Pous du Plan : 1142 habitants
- Guéline-Villemaire-Ubac- Cité du Parc : 1412 habitants

Les objectifs

- Travailler sur l'accompagnement individuel et personnalisé du jeune, accompagner les élèves par une prise en charge éducative.
- Développer des actions de remobilisation, travailler sur l'estime de soi, développer des stratégies de réussite scolaire.
- Favoriser la complémentarité des temps éducatif, scolaire et périscolaire.
- Lutter contre l'absentéisme et le décrochage scolaire.

L'ambition du PRE consiste à conjuguer les accompagnements dans les champs éducatif, scolaire, social, sanitaire, culturel, de loisir et de la parentalité afin d'apporter une réponse globale aux problématiques des enfants accompagnés. C'est pourquoi, nous avons toujours cette volonté de fédérer les partenaires de champs d'action et de culture variés.

Le financement en 2017

Le budget PRE de 212 300€ se définit comme suit :

- C.G.E.T. : 120 200 euros (+ 8 000 euros), embauche d'une référente de parcours RE à mi-temps à partir du mois d'août 2017
- C.A.S. : 52 800 euros, (+ 7 000 euros) permet de compléter la subvention Etat pour le point de référence, ainsi que le fonctionnement du PRE à travers le temps de coordination, le temps de référencement et les actions individuelles
- C.A.D. : 9 300 euros, participation à hauteur de 5% pour développer la coordination et parentalité (Ossier REAPP)
- M.S.A. : 1 800 euros, en direction de la coordination
- Bénévolat : 4 000 euros, pour développer une action collective spécifique RE.
- C.A.S. : 25 000€ valorisation charges supplétives.

L'équipe du PRE

Les postes comprennent 1 coordonnatrice, 3 référentes de parcours, des vacataires pour la tutorat.

- 1 ETP pour la coordinatrice
- 1 ETP pour une référente
- 0,9 ETP pour une référente
- 0,5 ETP pour une référente

L'équipe pluridisciplinaire propose, lors de la réunion de présentation de la situation par les référents et/ou la coordinatrice, un parcours individualisé de réussite éducative qui :

- définit les objectifs à mettre en œuvre,
- fixe une date d'évaluation intermédiaire,
- demande si nécessaire d'approfondir le diagnostic.

L'équipe pluridisciplinaire de soutien se réunit une fois par mois, le nombre de réunions est de 10 pour l'année 2017 (représentants du CMPP, du RASED, du service social du 2nd degré, coordinatrices du réseau REP, représentant des centres sociaux, du Sésad Itap, des A.D.V.S.E.A prévention du département, du LAEP).

À qui s'adressent les parcours éducatifs ?

Nous avons promu la réussite éducative de 159 enfants de la commune (soit 88 familles) qui ont adhéré aux parcours de réussite éducative en assurant un accompagnement individualisé dans les domaines suivants :

- scolaire (associé à « l'accompagnement scolaire » ou « l'aide aux devoirs »),
- socio-éducatif (dédié sous les termes de « citoyenneté, lien social, intégration, prévention de la violence, socialisation ») avec différentes actions envisagées : activités sportives, culturelles, de loisirs éducatifs, apprentissage de la langue pour les primo-arrivants,
- actions parentales (« du soutien à la parentalité », et de la socialisation des parents : il s'agit de les soutenir dans leur accueil (apprentissage de la langue, accueil des parents non francophones et recours à des interprètes pour les accompagner dans leurs démarches concernant la scolarité ou la santé de leurs enfants...), ou de favoriser leur implication », leur « mobilisation » autour de la scolarité de leurs enfants et leur rapprochement du monde scolaire,
- et médico-social.

Les enfants sont répartis sur les 3 référents de parcours en fonction de leur temps de travail.

Avec 63 sorties de parcours dans la période de référence (2017), 95 nouvelles entrées dans la

période 2017 et 94 parcours déjà en cours avant la période.

Les mails de sortie du dispositif des 63 enfants sont libérés

- 47 ne sont plus dans le dispositif car les objectifs fixés, lors des équipes pluridisciplinaires, lors de la mise en place du parcours sont atteints,
- 4 : retais vers le droit commun,
- 2 : pas de nouvelles de la famille,
- 2 : refus de la famille de continuer
- 4 : pour déménagement,
- 4 : pour qui l'orientation après 3^{ème} est effective avec objectif atteint ou partiellement atteint.

Les parcours ont été définis par plusieurs domaines en fonction des besoins des enfants :

- 66%, dans les domaines éducatif et social (comportement inadapté face à l'école, présence, isolement)
- 65%, dans le domaine de la parentalité (besoin de soutien, absence de prise en compte des difficultés)
- 55% les parcours sont orientés vers le domaine du scolaire (difficultés d'apprentissage, problème d'orientation, décrochage, trouble du comportement)
- 39%, dans le domaine du culturel et du loisir (accès à une activité, besoin d'une activité extérieure)
- 10% dans le domaine santé

Les salaires du PRE : 49% par l'Education Nationale, 13% par le dispositif lui-même, 20% par les acteurs sociaux/santé et 18% par les familles.

La répartition des suites rencontre :

- 53% de garçons et 47% de filles
- 2 à 6 ans : 10%
- 7 à 11 ans : 53%
- 12 à 16 ans : 37%

Lieux d'habitation des enfants :

- Amandiers/Eléphants : 23%
- Centre ville : 29%
- Pous du plan : 19%
- Bois de l'Ubac/ Le Parc : 13%
- Autres (enfants écoles Gandie, Nord A et Nord B, Cité verte, ados-centra des collèges Fabre et Raspail) : 17%.

Données Allocations :

- CAF : 79%
- NISA : 21%

Sur l'année de fonctionnement, 118 familles ont été concernées par le PRE.

La durée moyenne des parcours en 2017 est de 16 mois.

1^{er} PRE en 2018

- Passage du PRE à l'échelle intercommunale au 1^{er} janvier 2018, mutation des agents PRE du CCAS de Carpentras à la CoVe au sein de la direction de la cohésion sociale.

- Une demande de financements en augmentation afin de maintenir le poste de référent de parcours à mi-temps sur l'année 2018 et de financer des actions modulables au regard des besoins exprimés et qui définissent les différents parcours.

En direction de 150 enfants, ce qui représente environ 120 familles bénéficiaires, enfants âgés de 2 à 16 ans, 75 garçons et 75 filles répartis comme suit 30 de 3-6 ans, 65 de 7-10 ans et 65 de 11-15 ans, des territoires REP/REP+.

- Subventions salariales 2018 : COET : 128 000€ ; CoVe : 59 000€ ; CAF : 9 650€ ; NISA : 1 800€ ; Département : 4 000€ soit une enveloppe globale de 207 650 € de subventions à laquelle est ajoutée la valorisation des charges supplétives de la CoVe de 25 000€.

- Domaine de la Parentalité : l'aide à la parentalité avec l'implication des professionnels de la réussite éducative dans les actions et dans le programme SFP piloté par le Codes/ASYV visant à améliorer l'autonomie des parents, à améliorer la relation entre les parents et les enfants de 0 à 18 ans.

- Domaine de la scolarité : développer et soutenir les actions de lutte contre le décrochage scolaire.

- Domaine de la Santé : réaliser avec l'ASYV des ateliers sur la problématique des DYS en direction des professionnels de l'éducatif, faire remonter les besoins spécifiques de notre public.

- Domaine de la coordination : participer au Comité de pilotage de l'action « alliances éducatives pour mieux accompagner les jeunes » piloté par le CIO est de réseau FOQUALE, organisation et animation d'une journée de rencontre (Collège-Musée de Mazan) autour d'ateliers thématiques entre les professionnels de l'Éducation Nationale et associatifs toujours dans le cadre de la persévérance scolaire.



Bilan synthétique des conventions d'abatement de taxe foncière.

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale a défini les quartiers prioritaires de la ville (QPV), instauré les contrats de ville et la mobilisation des moyens exceptionnels au titre desquels la mise en place de conventions d'abatement de la TFPB en QPV.

Les conventions d'abatement de la TFPB, annexes des contrats de ville, fixent pour une durée de trois ans les objectifs, le programme d'actions et les modalités de suivi annuelles des contreparties liées à l'abatement.

La loi de finance pour 2016 a fixé le montant de la compensation de l'état sur cet abatement à 40 % de ce dernier.

Deux conventions ont été signées en 2016 par Mistrat Habitat et Grand Delta Habitat pour les quartiers du contrat de ville de la Cava avec L'Etat, la ville de Carpentras et la Cava.

BILAN DES ACTIONS MENEES EN 2017 PAR GRAND DELTA HABITAT

BILAN QUALITATIF

En tant que coopérative immobilière, Grand Delta Habitat réinvestit ses résultats dans la production de logements sociaux mais également dans la réhabilitation de son patrimoine ancien. Ainsi, la société coopérative Grand Delta Habitat a poursuivi durant cette année 2017 ses importants investissements pour accroître son patrimoine au-delà de son territoire historique qui représente la Vaucluse. Elle a donc continué à implémenter notamment sur de nombreuses communes des Boutiques-du-Rhône, du Var et des Alpes Maritimes pour contribuer à satisfaire une demande de plus en plus importante de logements sociaux. La société coopérative Grand Delta Habitat a bien durant l'année 2017 1046 logements pour atteindre au 31 décembre 2017 18664 logements et loger 46207 personnes. Elle possède désormais du patrimoine sur 121 communes.

Mais de manière concrète, elle a encore déployé cette année une politique active de rénovation de ses résidences pour 4,5 millions d'euros afin d'améliorer le cadre de vie de ses locataires et leur faire bénéficier d'économies énergétiques notables : isolation thermique des bâtiments par l'extérieur (légales et labores), remplacement des chaudières collectives et individuelles ainsi que des radiateurs, remplacement des menuiseries, revêtement des façades, ...

Mais toujours consciente de l'importance de la gestion de proximité dans ses résidences, la coopérative Grand Delta Habitat - qui a procédé depuis quatre ans à une structuration effective des actions de

ses collaborateurs, une réorganisation des niveaux de responsabilité aux fins de renforcer les rôles de proximité (agents de proximité chargés de clientèle, responsables de site, responsables d'agence, chargés de développement social, responsable sécurité) - accompagne son développement territorial d'un déploiement de ses agences et de ses antennes. Elle compte aujourd'hui 8 agences commerciales réparties sur le territoire (Avignon, Carpentras, Orange, L'Isle-sur-la-Sorgue, Nîmes, Marseille, Nice) et plusieurs antennes rattachées aux Agences.

En ce qui concerne la commune de Carpentras, la société coopérative Grand Delta Habitat a cette année accru son patrimoine par la location en juin 2017 de la résidence Les Jardins de la Fontaine comportant 28 villas individuelles. Elle possède à ce jour sur cette commune 588 logements, dont 433 font partie des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

• QPV 1 Secteur Quinze, Vallée de l'Ubaye et la Parc 304 logements répartis comme suit : Vallée 80 logements - Le Parc 162 logements - Le Parc de l'Ubaye 103 logements - Le Clos du Moulinet 37 logements

• QPV 2 Secteur Anardiers/Elpherts Les Terres Blanches 35 logements.

• QPV 3 Secteur Centre-Ville 13 logements dont 4 rue Guadalupe Barri et 9 rue de la République. Après les travaux importants de rénovation des résidences Vilmare et le Parc, la société coopérative Grand Delta Habitat a poursuivi ses investissements de réhabilitation des résidences en QPV sur la commune de Carpentras durant cette année pour améliorer l'habitat de ses locataires : poursuite des travaux d'isolation et de revêtement des façades de la résidence du Bois de l'Ubaye qui avaient débuté fin 2016 et qui s'achèveront fin 2018, travaux de remplacement des éléments des logements au Bois de l'Ubaye qui vont s'achever fin 2018, travaux de remplacement des colonnes d'évacuation horizontales des eaux usées et des eaux vannes sur la résidence le Parc qui va commencer fin 2018, travaux d'isolation de VNC sur la résidence le Parc qui s'achèveront fin 2018 ainsi que sur celle du Bois de l'Ubaye.

L'agence de Carpentras de Grand Delta Habitat a décidé d'inscrire son plan d'actions 2017 dans le cadre de la TFPB au titre de l'année 2017 dans la continuité de l'année 2016 en engageant des actions selon plusieurs axes définis par le politique de la ville et en s'engageant dans une collaboration active et étroite avec les partenaires sociaux et institutionnels : Centre Social des Vieux, la Ville de Carpentras et la Cava.

Tout d'abord, l'agence de Carpentras de Grand Delta Habitat a poursuivi tout au long de l'année 2017 son action de renforcement de la gestion de proximité sur la QPV 1 initiée en 2016. Pour mémoire, le calcul de ce renforcement est effectué à partir de la comparaison des rebuts de temps passés par les différents collaborateurs de Grand Delta Habitat (responsable d'agence, responsable de site, chargé de clientèle, CDS, responsable sécurité) entre des résidences en QPV et hors QPV.

Ainsi, les actions suivantes ont non seulement perduré mais ce sont aussi accentuées :

- Poursuite des visites techniques et sécuritaires accrues permises par la présence fréquente des agents de proximité sur site, des visites régulières des chargés de clientèle (et souvent journalières), permettant un meilleur maintien de la sécurité des équipements, améliorer la réactivité dans le traitement des dysfonctionnements, des actes de vandalisme ... visites câblées du respectabilité de site et du respectabilité d'agence pour le maintien d'une meilleure qualité de gestion courante, identifier les causes de problèmes récurrents et rechercher les solutions, ... Ces visites ont ainsi permis de constater en fin d'année 2017 une forte baisse des dépenses engagées au titre du vandalisme par rapport à l'année 2016 (mois).

- Poursuite des efforts dans l'application de la procédure dite du "DDFO" (réno dé faut) de Grand Delta Habitat visant au maintien d'un état qualitatif de tenue du quartier prioritaire : propriété (des espaces dédiés aux containers à ordures ménagères, des abords des immeubles, des parcs, communes inférieures, ...), espaces verts entretenus (espaces herbeux et pelouses tondues, végétaux taillés, arbres élagués, ...), pas d'incendies, pas de graffiti, pas de dégradations, ... La présence du personnel de proximité sur site permet la mise en œuvre rapide des actions pour pallier tout manquement constaté.

Les dispositifs mis en place en 2016 pour la gestion des encombrants sur les résidences Le Parc, Villeneuve et le Bois de l'Ubaye ont une part et font partie de l'entretien des espaces verts sur la Résidence Le Parc d'autre part, ont contribué à améliorer la propreté et le cadre de vie des locataires mais a aussi renforcé la coopération entre le bailleur, la Ville de Carpentras et la COVE.

La société Grand Delta Habitat a par ailleurs recodé ses dépenses dans le cadre du « Bien vivre ensemble » (renforcement des ateliers des Compagnons Bâisseurs de Provence chez l'habitant, participation à la « Fête du Solal » portée par le Centre Social de Villeneuve, participation à l'histoire de 50 % au financement de l'achat de deux bancs installés par les Services Techniques de la Ville de Carpentras sur la place Bernus, achat de bordures pour la construction d'une grande jardinière hexagonale installée à la résidence Le Parc...) Mais dans le cadre de dépenses non valorisées au titre de l'entretien de la TFPB, le personnel de Grand Delta Habitat participe régulièrement à des actions d'entretien et de sensibilisation des habitants au cadre de vie, à la mise en perspective sociale et locale. Ainsi a été organisé à de nombreuses manifestations telles que le « Théâtre Forum » porté par le Centre Social de Villeneuve, aux deux campagnes de nettoyage des quartiers avec les habitants organisées par le Centre Social de Villeneuve en collaboration avec la Cove (le samedi 30 septembre 2017 au Bois de l'Ubaye et le samedi 21 octobre 2017 à la résidence Le Parc). Le personnel de Grand Delta Habitat prend également régulièrement part aux réunions des réseaux d'entraide organisés par le Centre Social de Villeneuve.

Une quote-part de l'abandonnement de TFPB est aussi valorisée au titre du temps de travail supplémentaire de la Commission de Développement Social sur les QPV pour lever les parcours résidentiels des locataires et développer une collaboration efficace avec les services sociaux (CAF, Direction Départementale de la Cohésion Sociale, ...) locataires en difficulté économique à la recherche d'un logement plus adapté en terme de coût, locataires âgés ou porteurs d'un handicap à la recherche d'un logement plus adapté, favoriser les permutations de logements en utilisant la convention CAF (aide à la remise en état de logements anciens), avec des familles particulièrement fragiles.

Consciente de l'importance primordiale du Centre Social de Villeneuve sur le territoire, Grand Delta Habitat a reconduit la mise à disposition gratuite de locaux au profit de ce dernier aux fins que soient organisés des actions/manifestations et ateliers favorisant les rencontres intergénérationnelles, le développement du lien social.

L'abandonnement TFPB a aussi été utilisé dans le cadre de prestations de suivi-entretien, du programme de fidélisation au profit essentiellement de résidents anciens et consistant en la réalisation de menus travaux d'amélioration dans les logements, peu coûteux et encastrés aux locataires. Les critères de choix et de la liste des locataires en ayant bénéficié en fin d'année ont été établis en lien avec la Ville de Carpentras et l'Eclat.

Enfin, Grand Delta Habitat a engagé des travaux aux fins d'améliorer le cadre de vie de ses locataires dont les dépenses n'ont été valorisées que partiellement au titre de l'abandonnement de la TFPB : pose d'un « système » venant compléter l'installation du portail automatique installée l'année dernière à la résidence Le Clos du Madinet, refonte des peintures de 6 entrées au Bois de l'Ubaye.

En ce qui concerne les QPV 2 et QPV 3, Grand Delta Habitat a décidé de faire un transfert du bénéfice des abandonnements de la TFPB vers le QPV 1 : ces deux quartiers ne nécessitant pas à ce jour d'actions spécifiques contrairement au QPV 1. Grand Delta Habitat a cependant réaffecté des travaux dans ces deux QPV aux fins d'améliorer le cadre de vie de ses locataires : remise en état des abris contigus en bois et de l'ensemble des barrières en bois bordant les espaces verts à la résidence les Terres Blanches, prestations d'entretien des espaces verts en supplément des Services Techniques de la Ville au profit de la même résidence, remplacement des éclairages des parties communes dans les deux immeubles en centre ville.

Le bilan quantitatif a été présenté au comité de pilotage du contrat de ville du 30 mars 2018.

3/ Avis de la commune sur les dynamiques à l'œuvre

Les changements intervenus durant l'année au sein de l'Agence de Carpentras (remplacement du chef d'agence et de la responsable de site) n'ont remis en cause ni le déroulement du plan d'action tel que prévu ni les partenariats établis.

Le travail de reproduction linguistique en 2016 s'est poursuivi et le partenariat s'est renforcé dans un dialogue de plus en plus naturel et confiant, les agents du bailleur, de la ville, de la Cove et du centre social n'hésitant plus à s'interpeller directement pour rechercher ensemble les solutions les plus adaptées aux problèmes qu'ils rencontrent. C'est ainsi que de ces échanges sont nés différents dispositifs innovants (exemple : journées de nettoyage des résidences avec portage des déchets collectés), le dialogue devrait en 2018 trouver à se poursuivre dans le cadre de la cabine de ville proposée à la ville/Cove qui a été ouverte en 2017 à l'initiative de Grand Delta Habitat et à laquelle Grand Delta Habitat s'apprête à participer.

Les réunions régulières avec les différents intervenants facilitent les échanges d'information au sein du quartier et suscitent les interventions utiles pour améliorer le cadre de vie des habitants et leur plaisir à vivre et à vivre ensemble. Il résulte de ce dialogue une ambiance apaisée propice à la construction de projets collectifs (jardinières, installation de bancs, etc.).

Le plan d'action 2018 tient compte de ces résultats en proposant :

- Pour la deuxième année consécutive, une diminution des dépenses de prévention suite au vandalisme
- Une augmentation des sommes allouées à des actions d'entretien de la ville du quartier et de sensibilisation au respect du Cadre de vie
- La revalorisation des actions à forte valeur ajoutée (visites du collectif formé par des résidentes)



LES SOCIÉTÉS ELCSHUBS, le montant total de l'abattement TFPB 2017 : 70 634,34 €

1. Secteur Ouverture : Véronique Ubac et le Parc

NOM DU PROGRAMME	NOMBRE DE LOGEMENTS TOTAL	NOMBRE DE LOGEMENTS BÉNÉFICIAIRE DE L'ABATTEMENT	MONTANT TOTAL DE L'ABATTEMENT TFPB
VILLIARD	80	20	
Le Parc	362	162	
Le BOIS de L'UBAC	105	105	
14 CLOS du MOULINET	37	37	
Total		304 logements	63 882,56 €

2. Secteur Aménagement/Eléments :

NOM DU PROGRAMME	NOMBRE DE LOGEMENTS TOTAL	NOMBRE DE LOGEMENTS BÉNÉFICIAIRE DE L'ABATTEMENT	MONTANT TOTAL DE L'ABATTEMENT TFPB
TERRES BLANCHES	16	16	
Total		16 logements	6 416,87 €

3. Secteur Centre Ville :

NOM DU PROGRAMME	NOMBRE DE LOGEMENTS TOTAL	NOMBRE DE LOGEMENTS BÉNÉFICIAIRE DE L'ABATTEMENT	MONTANT TOTAL DE L'ABATTEMENT TFPB
GAUDET BARRET	4	4	
97 RUE DE LA MOHNAIE	9	9	
Total		13 logements	2 134,73 €

Résumé quantitatif du plan d'actions :

Ci-dessous, le bilan des actions mises en place par le bailleur au 31 Décembre 2017 :

3- Sur-entretien	31	Renforcement nettoyage	Bilan des actions au 31 Décembre 2017
			<p>LE PARC/LE MOULINET</p> <p>Travail supplémentaire de la part des deux agents de propreté en complément des travaux d'entretien des services techniques de la Ville de Carpentras : placeurs-jardins des espaces herbeux, deux tables de l'ensemble des végétations de la résidence le PARC et jusqu'en septembre 2017 (tous les jours de nettoyage) de la résidence le MOULINET. Au regard du coût élevé d'un entretien d'entretien des espaces verts, nous avons privilégié le choix de mettre en œuvre des moyens internes à GSHUB afin d'assurer l'entretien du personnel de proximité.</p> <p>Les travaux de taille ont nécessité la</p> <p>BOIS UBAC/CLOS DU MOULINET</p> <p>Contrat du [] avec la société MANEBAT y compris l'élagage d'arbres. Les montants du coût annuel est respectivement de [] pour le [] et [] pour le []</p>

	<p>Sur-étirement des espaces extérieurs</p> <p>QUOI ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Vuille accrue à la propriété des espaces extérieurs Héritage des déchets en bord de bâtiments (papiers, débris, feuilles mortes...) <p>COMMENT ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de passages dans le cadre de la politique du Zéro déchet Incitation, information, prévention auprès des résidents 	<p>Commandes ponctuelles ODE (entreprise de nettoyage dans le cadre du ser-entretien)</p> <p>LE PARC/VILLEMARIE LE CLOS DU MOULINET LE BONS URBAC</p> <p>Actions communes aux résidences : Outre la présence ponctuelle sur site, les résidents font l'objet d'une sensibilisation par le chargée de clientèle avec le responsable de site. Dans le cadre de la politique du « ODE » (zéro déchet) tant au niveau des espaces extérieurs qu'à l'intérieur des immeubles, de notes et des affichages sont systématiquement réalisés lors de courtes d'entretien aux fins de sensibiliser les résidents au respect des règles de vie en collectivité et à la propriété ODH a procédé à l'affichage dans les halls d'entrée de toutes les résidences en QPV de la charge de « Bien Vivre ensemble » dans l'élaboration d'étude d'une association quinquennale (GDH, Vite de Carpentras, CS de VILLEMARIE et la COVE) aux fins de sensibiliser les locataires à la propriété et aux encombrants. Dans le cadre d'une campagne de prospection sur la BONS DE L'URBAC qui a eu lieu le samedi 30 septembre 2017 au matin, organisée par le CS de VILLEMARIE avec la participation des habitants des quartiers en QPV et d'une ambassadeur du tri des déchets ménagers de la COVE, le personnel de GDH a participé à cette opération. La même opération a été déroulée le samedi 21 octobre sur la résidence le PARC avec la présence du personnel du personnel de GDH.</p> <p>2017 mai de [nomme valideur]</p>
3-5-attention	<p>Répartition selon à des actes de rem-labanc</p> <p>QUOI ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Tirages de ratures en état suite à 	<p>ODH procède des réparations systématiquement et</p>

	<p>Comment</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la surveillance et commandes de travaux après chaque évènement 	<p>entretiens de salles d'appariement, combattent dans le cadre de 13 points "ODH" (sans déchet) en intégrant des résidents par des équipements ménagers tels que des sacs poubelle. Cette action amplifiée sur les QPV porte les trois points les dépenses engagées sur 2017 par rapport à 2016 (en tenant compte des années 11538 € pour l'année 2016)</p>
4- Gestion des déchets à encombrants/ébaux	<p>4.4</p> <p>Amélioration de la collecte des déchets</p> <p>Renforcement du ramassage des encombrants en complément des dépôts de la Cove et de la ville</p> <p>QUOI ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 tournées par semaine de ramassage et de stockage dans l'attente de la collecte hebdomadaire <p>COMMENT ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du nombre de passages dans le cadre de la politique du Zéro déchet 	<p>La disponibilité relative à l'amélioration de la collecte des encombrants a été mise en œuvre avec la Ville de Carpentras et la COVE lors d'une réunion qui s'est déroulée en juin 2018. Il n'est poursuivi sur l'année 2017.</p> <p>LE PARC/VILLEMARIE</p> <p>Mise à disposition d'un local GDH d'une surface de 20 m² sur la résidence du PARC afin de stocker les encombrants déposés à la sauvette par les locataires mais aussi par les autres riverains.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenance de la part de deux agents de proximité de GDH pour l'acheminement quotidien de ces encombrants vers le lieu de stockage. - Maintenance des deux agents de proximité le jour de la collecte (vendredi matin) pour sortir ces encombrants afin de les positionner sur la zone aux fins de collecte (un point de collecte pour les encombrants, les meubles, papiers et divers) etc.

		FONDS DE L'UBAC Un local en bon état de stockage des marchandises pour mise en œuvre du même plan d'action que pour le PANC et VILLEMARIE a été créé en 2016
7 - Action En social vivre ensemble	71	<p>Soutien aux actions favorisant le vivre ensemble :</p> <p>Soutien aux actions favorisant le vivre ensemble :</p> <p>QUOI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation financière à des actions favorisant le vivre ensemble et enrichissant le cadre de vie (animation, actions menées par le Centre social), particulièrement des actions dans lesquelles les habitants sont fortement impliqués, articulées avec le Fonds de soutien aux initiatives d'habitants de la ville <p>COMMENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financement GUV
		<p>Participation de GUV pour les actions suivantes :</p> <p>Participation à l'action du CS de VILLEMARIE relative au « Thème Forain »</p>

		<p>par une présence et une participation au spectacle du personnel de GUV</p> <p>Traitement de la demande de logement prioritaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soins médicaux de la CDS pour un diagnostic économique et social du foyer - Travail en lien avec l'insertion commerciale pour attribuer - Adaptation des logements à la demande - Investissement de la CDS dans des locaux en lien avec les besoins (évaluations de dossiers SILL, conventions CAF) <p>4 mutations ont été effectuées entre OPV La CDS a assuré le suivi social de 18 dossiers en 2017 (2015, 15 familles, 2016, 29 familles)</p> <p>Le BUIF Maintiens les habitants au sein des résidences en OPV Les dépenses matérielles portées sur le temps de travail mobilisé pour le traitement des demandes et non sur les travaux de remise en état entre les deux locataires</p> <p>Mise à disposition gratuite d'un local en faveur du CS de VILLEMARIE :</p> <p>Le local est utilisé en atelier de bricolage par le CS VILLEMARIE</p> <p>Coût de fonctionnement du montant du loyer est négligeable</p>
	72	<p>Actions d'accompagnement social spécifiques</p> <p>Actions d'accompagnement social spécifiques</p> <p>QUOI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'accompagnement des familles afin d'éviter les expulsions de logements les mutations dans un contexte où le taux de rotation est faible. <p>COMMENT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La CDS consacre 10% de son temps de travail supplémentaire en OPV
	75	<p>Mise à disposition de locaux associatifs ou de services</p> <p>Mise à disposition de locaux associatifs ou de service</p> <p>QUOI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition au centre social d'un local de 70 m2 en rez-de-chaussée situé 113 rue PARS PARROCEL pour l'animation d'ateliers de bricolage et de cuisine

BILAN DES ACTIONS MENEES EN 2017 PAR MISTRAL HABITAT.

Identification des QPV de la commune

Les résidences de MISTRAL HABITAT situées en QPV sont :

- QPV quartier « CENTRE VILLE »
 - 101 sites maries (22 logements)
 - 101 Archier (7 logements)
 - Le Carmel (13 logements)

- QPV quartier « ANANDIERE/ ELEPHANTS »
 - Les Anandiers (302 logements)
 - Les Elephants (208 logements)
 - Les Sablières (74 logements)

- QPV quartier « POUIS DU PLAN »
 - Pous du Plan (432 logements)

Le montant d'abattement annoncé par la DGFIP est de 165 042,25 €

Bilan au 31/12/2017

QPV QUARTIERS ELEPHANTS / ANANDIERS

LES ACTIONS MENEES

AN	Librairie actions	Détail des actions	Montants payés	Dépenses totales
Les actions	Recherche des logements vacants	Recherche et mise en location des logements vacants	0 000 000 €	12 919 24 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	2 actions de recherche et mise en location des logements vacants	2 497 300 €	2 497 300 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	Création et mise en location des logements vacants	0 000 000 €	0 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	Création et mise en location des logements vacants	2 227 300 €	13 416 54 €

Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan.

BILAN DES ACTIONS MENEES

AN	Librairie actions	Détail des actions	Montants payés	Dépenses totales
Les actions	Recherche des logements vacants	Recherche et mise en location des logements vacants	0 000 000 €	10 732 24 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	2 actions de recherche et mise en location des logements vacants	2 497 300 €	2 497 300 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	Création et mise en location des logements vacants	0 000 000 €	0 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	Création et mise en location des logements vacants	2 227 300 €	13 229 54 €

Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan.

Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan.

BILAN DES ACTIONS MENEES

AN	Librairie actions	Détail des actions	Montants payés	Dépenses totales
Les actions	Recherche des logements vacants	Recherche et mise en location des logements vacants	0 000 000 €	10 732 24 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	2 actions de recherche et mise en location des logements vacants	2 497 300 €	2 497 300 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	Création et mise en location des logements vacants	0 000 000 €	0 €
Création des actions	avec des actions de la commune de Pous du Plan	Création et mise en location des logements vacants	2 227 300 €	13 229 54 €

Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan.

Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan. Les actions de recherche et mise en location des logements vacants ont été financées par la commune de Pous du Plan.

3.1. Avis de la commune sur les démarches à l'œuvre

L'année 2017 a été marquée par la réorganisation en profondeur du fonctionnement de l'Agence de Mistrat Habitat et l'arrivée d'un nouveau responsable en mars à qui est revenue la responsabilité de mettre en œuvre un plan d'actions qu'il n'avait pas contribué à élaborer. Ce contexte s'est avéré très propice à la mise en place de nouveaux modes de coopération de nouveaux partenaires.

C'est ainsi que la chargée de mission GUSP de la ville et le chef d'agence de Mistrat Habitat ont pu travailler de se rencontrer au moins une fois par semaine pour échanger sur l'actualité des quartiers, les difficultés rencontrées dans l'accomplissement des missions respectives de leur institution et les solutions à mettre en place pour y remédier. De ces échanges sont nées des initiatives très fructueuses :

- mise en place d'opérations régulières de la Direction de la Police Administrative sur les quartiers contre les dépôts sauvages et le stationnement anarchique
- participation du Bâtir aux réunions bimestrielles de la cellule de veille propriété ville/CoVe
- réorganisation des tournées de collecte des ordures ménagères afin de permettre aux agents de prévenir le Mistrat Habitat de préparer le terrain en libérant les plateformes des dépôts sauvages et faciliter ainsi le travail des agents de la CoVe

- remontées d'informations à la police nationale (squat, trafic de drogue) pour ajustement de leurs interventions
- coopération renforcée avec le service logement de la ville pour éloigner les familles indésirables
- réinsertion d'échanges avec le centre social Tricadou

Le dialogue avec les locataires, s'il reste vu, a été renoué et s'est largement pacifié. Il suffit pour s'en rendre compte de participer aux réunions des collectifs cadre de vie ou de venir à l'accueil de l'agence

Dans ce contexte de confiance retrouvée, un certain nombre de dossiers ont pu être relancés :

- l'habitation du Pous du Plan pour laquelle la ville garantit les emprunts
- étude pour la réhabilitation des Amandiers avec un enjeu de taille : le devenir du bâtiment A
- remise en place d'une convention pour la gestion et l'entretien par la ville des espaces extérieurs des résidences de Mistrat Habitat

En définitive, on peut dire que, au-delà de l'impact positif des actions menées dans le cadre de l'abattement de TFPB, la dynamique impulsée à l'occasion de l'élaboration de la convention cadre a été encouragée par les succès des deux premières années de mise en œuvre et confortée par l'arrivée du nouveau responsable d'agence grâce à qui le travail partenarial s'est renforcé.

Il conviendra donc de veiller à ce que le plan d'actions TFPB pour 2018 reflète à la fois la prise en compte de l'actualité des différents quartiers et ce travail de coproduction avec les habitants, la ville, le centre social Tricadou et l'ensemble des acteurs locaux impliqués sur les quartiers visés (CoVe, PH, PM, associations locales, etc.)

Actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires par la Communauté d'Agglomération durant l'année 2017.

La CoVe est intervenue dans le cadre des financements transférés par la ville de Carpentras en 2015 qui intègre le financement du chef de projet. La programmation 2017 a permis de développer 53 actions différentes dans les quartiers prioritaires de la ville de Carpentras 146 actions en 2014, 2015, 2016, 2017, des actions de droit commun qui bénéficient à tous les habitants de Carpentras quelque soit leur localisation sur le territoire.

Les crédits politiques de la ville ne s'adressent qu'aux habitants des quartiers prioritaires du contrat de ville.

La CoVe a développé également des actions pour les habitants des quartiers dans le cadre de ses compétences de droit commun :

- A travers les actions réalisées dans les crèches, et notamment les pelles mousses qui se situe dans le secteur prioritaire Villa Maria Ubac, Gâté du Parc et la crèche du hameau des vignes située au cœur du quartier d'habitat Eléphant.
- Par le co-financement de différentes actions dans le cadre du Pous du Plan d'un médiateur transport qui intervient sur la ligne C de la gare de Daudet et la Cité du Pous du Plan pour réguler les mobilités des collégiens en accord avec le service transport et le principal du collège Daudet, actions de prévention de la délinquance diverses).
- Par un engagement financier important auprès de l'Etat et de la Ville de Carpentras pour co-financer l'Atelier Santé Ville qui s'est construit fin 2015, dans le cadre d'un partenariat entre la CoVe et le centre Hospitalier de Carpentras.
- Par le co-financement de l'OPAH RU qui se développe dans le cadre du PNRQAD via le service habitat.
- Par l'intervention sur le ramassage des ordures ménagères et des encombrants (cadre des conventions d'abattement de TFPB des offices MH et GDH).
- Par différentes actions de développement économique.
- Par l'intervention du service culture dans le cadre des actions développées par le CIAP (Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine).
- Par le service de transport qui dessert l'ensemble des quartiers prioritaires

L'intervention de la CoVe en direction des habitants des quartiers est donc multiforme et se manifeste dans le cadre de nombreuses compétences de droit commun.

Actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires par la ville de Carpentras durant l'année 2017.

La ville de Carpentras a bien transféré la compétence politique de la ville, mais elle continue à intervenir fortement dans le cadre des quartiers prioritaires par le biais des centres sociaux auxquels elle donne chaque année une dotation globale pour intervenir dans ces quartiers (363 900 € pour Tricadou et 88 530 € pour le centre villamaria).

La ville de Carpentras développe également de nombreuses activités dans les

écoles primaires qui accueillent un grand nombre d'enfants en provenance des quartiers prioritaires (réforme des rythmes scolaires).

Elle intervient également par le biais des activités et manifestations culturelles développées par le service culturel, auxquelles participent de nombreux habitants des quartiers prioritaires.

La ville intervient sur l'entretien des espaces verts des cités et sur la propreté du centre ancien.

La ville intervient également dans le cadre du PNRGAD qu'elle co finance depuis 2011, mais également dans le cadre d'actions de valorisation du centre ancien depuis de très nombreuses années (Concession d'aménagement entre la ville de Carpentras et la SEM Citadis) et de travaux de drail commun (Coulée Verte, place de la Marie...)

Dans ce cadre, elle a financé auprès de l'État, un poste de gestion urbaine et sociale de proximité et un poste d'animateur pour développer la fonction commerciale du centre ancien.

La ville a participé et co financé les conventions d'abattement de taxe foncière pour les offices HLM Mistral Habitat et Gand Della Habitat.

On voit donc que la ville intervient très fortement sur les quartiers de la politique de la ville en plus des actions spécifiques du contrat de ville dans le cadre de sa compétence générale.

Conclusion :

L'année 2017 a permis de développer une programmation plus riche et plus variée qu'en 2016.

Les actions développées ont concouru à l'amélioration de la qualité qualitative de vie des habitants des quartiers prioritaires.

L'accès des enfants et des adolescents aux activités culturelles et sportives a été renforcé.

Les actions d'accompagnement à la scolarité pour les enfants et les adolescents renforcent les actions de droit commun développées par l'Éducation Nationale.

Les actions de soutien à la parentalité aident les familles à développer leurs capacités éducatives.

La dynamique développée par le Programme Réussite Éducative et l'Atelier Santé Ville vont dans ce sens.

Les actions sur le cadre de vie renforcent le lien social au sein des quartiers et favorisent une meilleure ambiance.

La mise en place des conventions d'abattement de taxe foncière ont permis d'améliorer les relations et l'organisation entre les différents services concernés.

L'année à projet 2017 a permis la remanié de 68 projets différents.

Les différentes commissions techniques qui se sont déroulées ont sélectionné 53 projets qui ont été financés par les partenaires et conduits durant toute l'année 2017.

Le tableau joint en annexe permet de voir sur quelles populations et quels quartiers se sont déroulées les différentes actions.

Certaines de ces actions requérant une certaine confidentialité n'ont pu être divulguées par quartier. Certaines autres n'ont pas été renseignées suffisamment finement.

Malgré ces difficultés, on peut voir que plus de 6 100 personnes ont bénéficié d'une ou plusieurs actions du contrat de ville.

Cette analyse ne permet pas de quantifier combien d'habitants différents ont été concernés par ces actions.

Cette intervention des acteurs associatifs dans le cadre du contrat de ville s'ajoute aux actions qui sont réalisées hors des quartiers et fréquentées également par les habitants des quartiers.

La présentation non exhaustive des actions de droit commun développées par la ville et l'agglomération montre la complémentarité des interventions entre les deux niveaux.

Articulation entre les volets social, économique et urbain du contrat de ville.

A part le centre ville concerné par un projet ANRU (Programme National de Requalification des Quartiers anciens Dégradés) les autres quartiers prioritaires de Carpentras ne sont pas engagés dans des projets urbains.

La requalification de la cité du Pous du Plan sera engagée courant 2018.

Pour le centre ville, les actions du contrat de ville permettent des interventions sociales diverses en direction des populations (voir chapitre des actions réalisées en 2017). La mise en place de la clause d'insertion dans les marchés publics de travaux a permis d'intégrer plusieurs personnes des quartiers dans des entreprises de bâtiments (CDD et CDI) :

• **Availability** and **up time** of the **DB** is the **primary** responsibility of the **DBA**.

ANDERSON, JAMES L. JR., 1960-1978

Charles W. Feltz/7.010

	GPV	Hambre beneficiarios	Hambre beneficiarios	TIP
2015	Amesembros	1.115	4	0,61
	El Mphahut	643	4	0,34
	Campesinos-Villa	2.085	4	0,34
	Chaquibambas - Isla de		4	0,34
	El Estrecho - Villavieja		4	0,34
Punto del Plan	9.115	3	0,10	
Total 2015	14.010	15	0,01	
2016	Amesembros	2.434	3	1,34
	El Mphahut	1.007,78	4	0,55
	Campesinos-Villa	1.627,78	8	0,28
	Chaquibambas - Isla de			
	El Estrecho - Villavieja			
Punto del Plan	0	11	0	
Total 2016	5.069,56	16	0,11	
2017	Amesembros	2.990,13	20	1,29
	El Mphahut	5.592,13	34	0,77
	Campesinos-Villa	903,37	21	0,30
	Chaquibambas - Isla de			
	El Estrecho - Villavieja			
Punto del Plan	154,39	4	0,47	
Total 2017	9.540,02	79	0,43	

Le volet économique du PNRQAD permet également de remettre sur le marché des pas de porte susceptibles d'accueillir de nouveaux commerces de tous types ou centre ville.

La convention du PNRQAD a été signée en 2011 et le contrat de ville en juillet 2015.

C'est donc la politique de la ville qui permet de développer les actions « sociales » du PNRQAD.

Actions menées dans le cadre de la DSU en matière de Développement Social Urbain.

La Dotation de Solidarité Urbaine a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées.

Pour l'année 2017, la ville de Carpentras a bénéficié d'une dotation d'un montant de 3139848 € (+ 8 % par rapport à 2016)

détail de l'affectation de la DSU		exercice 2017	
chapitre	dotation concernée	montant affecté	
011	crèche bois de l'ubac	3 215,94 €	
011	crèche petits berlingots	6 943,37 €	
011	crèche hameau les vignes	1 922,98 €	
011 et 012	service commun d'accueil crèches	422 182,58 €	
011	foyers des jeunes	46 794,62 €	
011 et 012	piscinaire	40 496,93 €	
011 et 012	025A Maison du Citoyen	38 662,08 €	
011/012/65	Aides aux associations autres	24 788,90 €	
65	Sub 055, Centre social Villigallat	88 000,00 €	
65	Sub 055, Irissadq	362 500,00 €	
65	Sub 055, les Frères	5 000,00 €	
65	Sub 055, France ARB 84	250,00 €	
65	Sub 055, CLSH Rosealie	245 100,00 €	
65	Sub 055, Logis des Jeunes	180 000,00 €	
65	Sub 055, CLSH la Danquies	180 000,00 €	
65	Sub 055, AMAP secour aux futures mères	5 000,00 €	
65	Sub 055, Mouvement pour le planning familial	2 000,00 €	
65	Sub 055, spigone	3 500,00 €	
65	Sub 055 point accueil et écoute jeunes le passage	1 500,00 €	
total DSU exercice 2017		3 139 848,00 €	

social			
CCAS	aide sociale et personne en difficulté	675 000,00 €	
032	Paroisses de France	80 892,81 €	
11	foyers 3ème age	500,00 €	
65	associations caritatives	3 306,17 €	
011 et 05	secours catholique	9 000,00 €	
65	croix rouge	100 000,00 €	
65	festos du cœur	2 000,00 €	
65	associations sportives	400 550,00 €	
65	032- Tennis club	40 000,00 €	
65	032- Handball club	15 000,00 €	
65	032- Ski club	70 000,00 €	
65	032- Carpentras Gymnastique	12 000,00 €	
65	032- ROKING club du comitat	8 800,00 €	
65	032- athlétique basket	19 000,00 €	
65	032- les Archers de Saint Siffrein	9 800,00 €	
65	032- ASPTT Carpentras	20 000,00 €	
65	032- Jeunesse bouliste	17 500,00 €	
65	032- Office Municipal des Sports	1 200,00 €	
65	032- Badminton club Carpentras	6 000,00 €	
65	032- Union Sportive Carpentras	7 000,00 €	
65	032- Football club Carpentras	9 500,00 €	
65	032- Club des nageurs	1 500,00 €	
65	032- Volley club	13 900,00 €	
65	032- BMX club	84 500,00 €	
65	032- Racing club Carpentras XIII	235 610,00 €	
associations culturelles		1 000,00 €	
65	032- Tourisme et loisirs	5 000,00 €	
65	032- Zic en piste	1 000,00 €	
65	032- Détail crayon	1 000,00 €	
65	032- Ciné-club de Carpentras	1 500,00 €	
65	032- AUBEN le blues	3 000,00 €	
65	032- Festival des musiques juives de Carpentras	7 000,00 €	
65	032- Laisser passer	5 000,00 €	
65	maison des jeunes et de la culture	124 160,00 €	
65	032- Des deux mains	43 000,00 €	
65	032- Art et vie de la rue	34 500,00 €	
65	032- Bibliothèque Comtadine pour tous	3 800,00 €	
65	032- Brouillon de culture	150,00 €	
65	032- Sphère Elgar Genet	6 500,00 €	
total DSU exercice 2017		3 139 848,00 €	

Le tableau ci-dessus permet de voir l'utilisation et la ventilation de la DSU par la ville de Carpentras durant l'année 2017.
Nombre des acteurs associatifs financés par la DSU interviennent dans le droit commun au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires (associations sportives et culturelles), c'est également le cas des deux centres sociaux de Carpentras qui interviennent spécifiquement sur les quartiers politique de la ville.

Avis du Conseil Citoyen :

AVIS DU CONSEIL CITOYEN DE CARPENTRAS SUR LE RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE 2017

Carpentras, le 24 mai 2018

Objet : Rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville dans la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin – Année 2017 en trois parties + tableaux.

Destinataires :

Monsieur le Préfet de Vaucluse, Monsieur le Président de la COVE, Madame la Vice-Présidente de la COVE déléguée à la politique de la Ville, Monsieur l'Adjoint au Maire de la Ville de Carpentras en charge de la politique de la Ville.

Mesdames, Messieurs,

Suite à la réception le 25 avril 2018 du rapport cité en objet, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après nos principales remarques et suggestions :

1. Remarques sur le chapitre « Diagnostic »

Les membres du Conseil citoyen attachent de l'importance à bien connaître la situation de chaque quartier et leur évolution. Des remarques nous sont remises, étouffées de constater que les chiffres donnés pour les quartiers du centre-ville et du Pon-du-Plau, sont rigoureusement identiques à ceux du rapport 2016, ce qui semble pour le moins improbable.

Pour les deux autres quartiers, les données statistiques sont actualisées mais les évolutions constatées d'une année sur l'autre sont présentées sans analyse. A titre d'exemple, il est indiqué que le quartier Villeneuve-Uzac le Parc comportait 1.71 jeunes pour chaque personne âgée de plus de 60 ans en 2016 et ce ratio passe à 3.03 en 2017. Pourquoi ?

Le conseil citoyen avait déjà formulé des remarques sur la faiblesse du diagnostic (tant sur le fond et que sur la forme) qui pourtant devrait être une des clefs d'entrée importante pour définir et évaluer les actions de la politique de la ville à Carpentras.

Nous renouvelons notre proposition de recueil et de présentation des données socio-économiques déjà transmises dans notre avis sur le rapport de 2016 (voir notre avis) et restons à la disposition de la COVE pour en discuter.

65/67

Ne faudrait-il pas envisager de confier à un prestataire la réalisation d'un diagnostic approfondi qui permettrait véritablement de comprendre et de mesurer l'évolution de la situation dans les quartiers comme cela est fait pour de nombreux autres contrats de ville ?

2. Remarques sur le chapitre « Actions développées en 2017 dans les quartiers »

Des « gens des quartiers », habitués à participer aux réunions des collectifs cadre de vie, ont dit s'être plus aisément retrouvés dans les actions décrites à l'axe n°4 « amélioration du cadre et de la qualité de la vie » et n'ont pas formulé de remarques.

Des habitants, qui cultivaient des relations suivies avec les bailleurs sociaux, ont fait remarquer aux chapitres des actions menées par eux qu'ils étaient difficilement lisibles, voire

1

dans certaines parties, ILLISIBLES. C'est particulièrement vrai aux pages 44 à 51 du rapport de Grand Delta Habitat, en raison des surlignages totalement opaques pratiqués. Quant au rapport fourni par Mistral Habitat, clair et lisible dans le rapport 2016, il est en 2017 d'une lecture très pénible. Est-on en droit d'exiger deux des nouveaux documents ? La question vous est posée.

3. Moyens matériels et humains d'accompagnement dans les quartiers

Nous renouvelons la préconisation formulée en 2016 et 2017, selon laquelle il serait utile que, pour chacun des quartiers, soient indiqués les principaux moyens humains et matériels, les différentes structures qui y interviennent, lesquels sont dédiés à la politique de la ville à locaux d'accueil, personnes intervenantes, structures existantes sur le terrain, etc.

4. Co-évaluation de la politique de la ville

En conclusion, nous renouvelons notre proposition de coconstruire ce rapport et de participer à l'évaluation annuelle de la politique de la ville avec ses différents partenaires, afin de se limiter à donner un avis sur un document finalisé et dans un délai très court pour en juger tous les aspects.



65/67

5. Nécessité de faire une synthèse à l'attention des citoyens

Nous recommandons que ce rapport fasse l'objet d'un travail de synthèse accessible à tous sous forme d'infographie avec les principaux éléments qu'il contient

Croyez, Monsieur le Président, Monsieur le Préfet, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les parlementaires du contrat de ville à notre considération la plus distinguée

Le Conseil citoyen de Carpeaux

Annexes :

Répartition des financements de la politique de la ville 2017 par action, par opérateur et par institution : tableaux validés par le comité de pilotage du 9 mars 2017

Tableau population concernée par les actions politiques de la ville 2017 répartie par genre et par quartier.

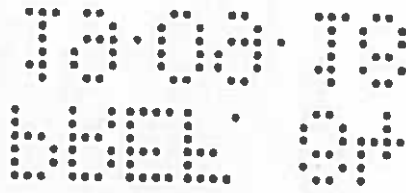


Contrat de ville de la Cn'v
Population concerné par les actions 2017, par genre et quartier.

[illegible]

Contrat de ville de la CoVe
Population concernée par les actions 2017, par genre et quartier.

Axe stratégique N°3 : L'indépendance à la parentalité												
Porteur de projet et actions	Total public				Centre ville				Centre ville			
	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes
34 Mémorial Souverain à la traversée	228								07	17	143	174
35 Jardin d'Alcega - Théâtre de parentalité les lentes	371											
36 UPV - Cadeaux nos enfants ouverts en familles	18								12		6	0
37 Tricidou Lutte contre l'isolement	34								14	10	24	
38 Tricidou Action collective famille	430								34	10	24	180
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Public non ventilé par âge et genre (Amandiers 28 familles soit 160 personnes, centre ville 35 familles soit 136 personnes, pour du Plan 33 familles soit 134 personnes)												
Axe stratégique N°4 : Amélioration du cadre et de la qualité de la vie.												
Porteur de projet et actions	Total public				Centre ville				Centre ville			
	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes
39 Ville de Capbreton - Théâtre Forum	240											
40 Rides Téméraire Virent - Ouverture livres	8								22	195	12	16
41 Vignasse - Culture et citoyenneté	974											
42 Campagnon Bâtisseurs - Ateliers lecture pour le Plan	16											
43 Campagnon Bâtisseurs - Ateliers lecture pour le Plan	21											
44 Campagnon Bâtisseurs - Ateliers lecture pour le Plan	37								17			
45 Tricidou - Animation Pédagogie d'immersion	321								25			
46 Tricidou - Animation Pédagogie d'immersion	150											
47 Tricidou - Animation Pédagogie d'immersion	1853											
48 Tricidou - Animation Pédagogie d'immersion	200											
49 Tricidou - Animation Pédagogie d'immersion	61											
50 Tricidou - Animation Pédagogie d'immersion	261											
	0	0	114	0	16	55	11	43	0	22	337	6
Public non ventilé par âge et genre												
Public non ventilé par quartier mais provenant de tous les quartiers prioritaires (5 femmes et 3 hommes)												
Public non ventilé par quartier mais provenant de tous les quartiers prioritaires												
Pas de bilan à ce jour												
Axe stratégique N°5 : Transversalité du contrat de ville												
Porteur de projet et actions	Total public				Centre ville				Centre ville			
	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes	012 ans	13/18 ans	Adultes	Femmes
51 Tricidou - Point d'accueil au droit	96											
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Public non ventilé par quartier mais provenant de tous les quartiers prioritaires												
Public non ventilé par quartier mais provenant de tous les quartiers prioritaires												
Pas de bilan à ce jour												



[illegible]

STRUCTURE			CAP			Valeurs Education, Muséum scolaire et section			Détail			Détail		
34	Radio Territoire Ventoux Région de la Haute Provence	4 512 300 €	500 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	500 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
35	Des après-midi à la Rive Prévention des incendies scolaires dans les quartiers et la zone de ville de Carpiagne	77 376 000 €		5 000 000 €	5 000 000 €	5 000 000 €	2 000 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €	3 000 000 €	10 100 000 €	10 100 000 €	10 100 000 €
36	Centre de la Région de la Haute-Provence	13 823 000 €	5 100 000 €	5 100 000 €	5 100 000 €	5 100 000 €						800 000 €	800 000 €	800 000 €
37	Centre de la Région de la Haute-Provence Accompagnement de la jeunesse et de la culture	23 954 000 €	2 842 000 €	6 000 000 €	6 000 000 €	6 000 000 €	2 800 000 €	2 800 000 €	2 800 000 €	2 800 000 €	2 800 000 €	3 120 000 €	3 120 000 €	3 120 000 €
38	Association Française d'Aide Psychologique Musée de la région	3 840 000 €	0 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
39	CCAS Programme d'Éducation Musée	208 000 000 €		1 200 000 000 €	1 200 000 000 €	1 200 000 000 €	4 000 000 €	4 000 000 €	4 000 000 €	4 000 000 €	4 000 000 €	21 000 000 €	21 000 000 €	21 000 000 €
40	CCAS Club de la Haute-Provence	7 000 000 €	4 100 000 €	4 100 000 €	4 100 000 €	4 100 000 €						500 000 €	500 000 €	500 000 €
41	CCAS Club de la Haute-Provence	26 148 000 €	20 348 000 €	20 348 000 €	20 348 000 €	20 348 000 €						1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
42	CCAS Club de la Haute-Provence	3 150 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €								
43	CCAS Club de la Haute-Provence	4 225 000 €					0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
44	CCAS Club de la Haute-Provence	65 000 000 €	1 334 000 €	1 334 000 €	1 334 000 €	1 334 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	2 000 000 €	18 100 000 €	18 100 000 €	18 100 000 €
Total des dépenses		600 004 000 €					17 500 000 €	17 500 000 €	17 500 000 €	17 500 000 €	17 500 000 €	281 973 000 €	281 973 000 €	281 973 000 €

STRUCTURE	CONT GLOBAL	CAF	CAV	USA	DROIT COMMUN
45 Association AMADO Une place pour les pères. M	0 00 € Pas de participation Vide de Carpentier		0 00 € Avis négatif		
46 CLSH « La Roseale » Parti pour ouvrir un chemin M	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	
47 CLSH « La Roseale » Le jeu, un terrain pour vivre ensemble M	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	
48 Centre social Villeneuve Soutien à la fonction parentale R	54 000 00 € Dotation globale	4 655 00 €	8 000 00 €	5 000 00 €	249 00 € Produits exceptionnels Participation usagers CAF Prestation Service ACF CAF Prestation Service « Fields vacances » Produits des activités annexes FONUEP Produits financiers
49 CSEF Information juridique autour de la parentalité et orientation des parents R	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	
50 La Jardin d'Alice Théâtre et parentalité les limites M	5 000 00 €	0 00 €	1 500 00 €	0 00 €	200 00 € Cotisations Dons en nature Bénéficiaire
51 Université Populaire Ventoux Cultivons nos éléments durables en famille M	6 015 00 €	0 00 €	1 515 00 €	3 000 00 €	



Annexe stratégique N°3 : L'aide à la parentalité

N°	Collectif Adama Accompagner et soutenir les jeunes insécure	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	0 000 €	CAF Dotation déposée dans le cadre du REAAP
13	Centre social Tricoucou Aider de lutte contre l'insécurité	28 540 00 €	0 500 00 € Aide financière pour l'acquisition	3 000 00 € Aide financière insécurité en cas commun	0 000 €	2 500 00 € Fonds réserve aides financières	10 000 00 € CAF (Dotation de service) Rapports sur aménagement et prestations Produits liés à la répartition logistique Bénéficiaire	2 082 00 € 6 300 00 €	0 000 €	
14	Centre social Tricoucou Adama Collectives Familiales	124 878 00 €	20 713 00 € DO	2 000 00 € Aides financières insécurité en cas commun	5 000 00 € Aides financières dotation déposée dans le cadre du REAAP Aide financière	0 000 €	54 000 00 € CAF Prestation service ACF Prestation services Bénéficiaire Cotisations Rapports sur aménagement et prestations Produits liés à la répartition logistique	5 000 00 € 1 575 00 € 1 000 00 € 18 321 00 € 18 089 00 €	0 000 €	
Total des aides N°3 2017		210 963 00 €			12 515 00 €	2 500 00 €	135 950 00 €			

05 10
22 97

STRUCTURE		COUT GLOBAL		Volet « cadre de vie suite »					C.A.F.		C.M.		M.S.A.		ORDRE COMMUN	
62	Centre social Tricardou Animatrice/animatrices R	45 425 00 €	24 684 00 € Dotations Globales	6 200 00 € Avis favorable pour reconstruction. Dossier à suivre	1 000 00 € Avis favorable Instruction en droit commun										Participation usagers CHUSA Reprises sur amortissement et provisions Produits liés à la répartition logistique Bénévoles 700 00 € 2 078 00 € 3 173 00 € 5 700 00 € 1 890 00 €	
63	Centre social Tricardou Célébration active et exagérée R	28 635 00 €	3 638 00 € Dotations Globales	9 500 00 € Avis favorable pour reconstruction. Dossier à suivre	2 000 00 € Avis favorable Instruction en droit commun										Reprises sur amortissement et provisions Produits liés à la répartition logistique Bénévoles 3 285 00 € 3 437 00 € 1 575 00 €	
64	Je Cœur Prochaine Ferme Programme de remise en état pour les fermiers des environs R	0,00 €							0,00 €							
Action initiée de la programmation 2017																
65	Centre Hospitalier de Carpentras Aider Santé Vie R	50 000 00 €	10 000 00 € Avis favorable	25 000 00 € Avis favorable pour reconstruction					15 000 00 € Avis favorable							
66	Collectif Artisan Santé psychique et interculturelle R	19 500 00 €		3 000 00 € Prise en compte éventuelle du dossier dans le cadre de l'appel à projets santé à venir Droit commun	1 500 00 € Avis favorable dossier à suivre				0,00 € Avis négatif							
67	Office Municipal des Sports de Carpentras à la santé par le sport R	48 200 00 €	8 000 00 € DG													
Volet Transports et déplacement																
		0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	0 00 €	
	Total des structures N° 4 2017	270 047 00 €							25 200 00 €						106 268 00 €	

STRUCTURE	COUT GLOBAL	CO	LA	MA	DROIT COMMUN
Centre social Tikhonov Point d'Accès aux soins et à l'éducation Fogedus	26 266,00 €	2 069 00 € Droits sociaux		1 000 033 € Aversement 1022 (le service communautaire action sociale et sociale)	Reprises sur aménagements et dotations 4 028 00 € 4 000 00 € 4 000 00 € CAF (Odre de service)
Total Aménagements M3 2017	16 768 00 €	8 033 €	2 069 €	1 000 033 €	21 817 00 €

	COUT GLOBAL	CO*	LTA*	M*	DROIT COMMUN
Centre social T.Hickson Point d'Accès aux soins et à l'éducation Fogades	76 286,00 €	2 069 00 € Droits sociaux	Voir droit commun	2 000 000 € Aversement de la dette provision sur crédit commun	Répense sur aménagements et dotations de 4 028 00 € sur le plan local de 2 000 00 € CAF (Odre de service)
TOTAL Aversement M* 2017	76 286 00 €	2 069 €	2 069 €	1 000 033 € 100% des versements 100% des versements action salariés et associés	2 217 00 €

Tableau 1. Évolution du pourcentage de patients en 2017.

[illegible]

[illegible]

1997, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 26

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°142-18

Objet : Mise en accessibilité des arrêts en ligne de la gare routière de Terradou : convention avec la Ville de Carpentras

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°142-18

Objet : Mise en accessibilité des arrêts en ligne de la gare routière de Terradou : convention avec la Ville de Carpentras

Le Conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics,

Vu la délibération 210-15 du 14 décembre 2015, approuvant le schéma directeur d'accessibilité, agenda programmé, prévoyant la mise en accessibilité des arrêts de bus, et prioritairement ceux de la gare routière de Terradou,

Vu le projet de convention bipartite, entre la commune de Carpentras assurant la maîtrise d'ouvrage des travaux et la CoVe, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité sur son périmètre, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission transports en date du 12 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'accessibilité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la Convention entre la ville de Carpentras et la CoVe organisant le partenariat technique et financier de la mise en accessibilité des arrêts en ligne de la gare routière de Terradou, pour un montant de 209 552 € HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 2041 412 du budget principal, Fonction 815.

Article 3 : D'AUTORISER le président de la CoVe à signer tous actes y afférents.

Transmis en Préfecture le : 7 SEPT 2018

Publication par affichage le : 7 SEPT 2018

Exécutoire le : 7 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018



TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ARRETES EN LIGNE SUR L'ESPACE TERRADOU

CONVENTION PARTENARIALE & FINANCIÈRE CARPENTRAS/COVE

Entre les soussignés :

La Commune de Carpentras, dont le siège est situé place Maurice Charretier, représentée par Monsieur Serge Andrieu, maire de la Commune, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 11 septembre 2018,
d'autre part,

Désignée ci-après par l'appellation « La Commune de Carpentras »,
d'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège est situé à CARPENTRAS, au 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085 84203 CARPENTRAS Cedex
Représentée par son Président, Monsieur Guy REY, autorisé à signer par délibération 79-18 du Conseil de communauté en date du 11 juillet 2018
Désignée ci-après par l'appellation « La CoVe »,
d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement de la place Terradou, la ville de Carpentras a intégré dans son projet architectural à la demande de la CoVe, 5 arrêts en ligne pour la régulation des bus urbains. C'est pourquoi elle sollicite la CoVe dans le cadre de sa compétence transports pour un partenariat technique et financier permettant de réaliser ces arrêts aux normes d'accessibilité PMR.

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les deux collectivités publiques impliquées dans cette opération unique, sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Carpentras en fixant les modalités techniques et financières de ce partenariat, conformément au devis joint en annexe 1 de la présente convention.

Les travaux concernent :

- la création de l'ensemble des bordures et des revêtements de surface nécessaire à cet aménagement,
- la mise en place de la signalisation verticale et horizontale spécifique à ces arrêts de bus,
- la pose d'une pergola ayant vocation à supporter la signalisation et à abriter les usagers des intempéries.

ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE

Pour l'ensemble des travaux énumérés à l'article premier, la Commune de Carpentras assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

La Commune de Carpentras n'engagera les travaux qu'après accord de la CoVe sur le projet d'exécution qui devra répondre aux prescriptions de la « Charte d'aménagement et d'équipement des points d'arrêts » qui a été adoptée par le Conseil Communautaire de la CoVe le 14 décembre 2015 (annexe 1 du Schéma Directeur d'Accessibilité du réseau de transport)

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DES DEUX SIGNATAIRES

Les deux signataires assurent pour la partie qui les concerne :

- La vérification de la cohérence générale de la conception du projet, son dimensionnement général et son adaptation aux caractéristiques physiques du site,
- La vérification de la conformité du projet d'exécution aux règles de l'art,

Par la présente convention, la CoVe s'engage :

- A faciliter le travail de la commune de Carpentras, en lui donnant accès à toutes informations utiles à la réalisation de l'opération,
- A collaborer activement pendant la phase des travaux,
- A assister à la réception des travaux et des ouvrages, objet de la présente convention.

ARTICLE 4 : CONTENU DE LA MISSION DE LA COMMUNE DE CARPENTRAS

La mission de la commune de Carpentras comprend notamment :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés,
- La préparation, la passation, la signature et la gestion de tous les marchés nécessaires, le versement de la rémunération aux prestataires,
- La notification à la CoVe du coût prévisionnel des travaux tel qu'il ressort des marchés

- attribués (pour la partie la concernant),
- La direction, le contrôle et la réception des travaux,
 - La gestion technique du chantier, avec notamment la tenue d'un carnet relatant les éventuels incidents survenus,
 - La gestion financière et comptable de l'opération et la perception du recouvrement de la quote part de la CoVe,
 - La gestion administrative,
 - Les actions en justice, notamment en cas de recours après réception des ouvrages,
 - Et d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 5 : REGLES DE PASSATION DES CONTRATS

Pour les besoins de l'opération, la commune de Carpentras lancera les marchés nécessaires dans les conditions prévues par le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 6 : DATE ET DUREE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux est programmé pour le dernier trimestre 2017 pour une durée prévisionnelle de 12 mois.

ARTICLE 7 : RECEPTION DES TRAVAUX ET REMISE DES OUVRAGES

La CoVe devra être présente au moment de la réception des travaux et de la levée des réserves pour contrôler la conformité des travaux au programme établi. La Mairie de Carpentras s'engage à porter au procès-verbal de réception toutes les réserves émises par la CoVe.

Un procès verbal contradictoire de remise de cet ouvrage sera établi à cette occasion.

La signature du procès verbal contradictoire rétablira les Collectivités partenaires dans leurs compétences respectives, sur les ouvrages concernés.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS ET REPARTITIONS FINANCIERES

La répartition entre les deux collectivités du coût des travaux relatifs à la mise en accessibilité du point d'arrêt s'effectuera dans la proportion de 100% pour la CoVe. Les continuités piétonnes ne rentrent pas dans cette enveloppe financière et sont totalement prises en charge par la commune.

VIII.1 Montant estimatif des travaux

Le montant des remboursements des frais est déterminé comme suit :

- Le détail quantitatif estimatif au stade des devis des entreprises fait apparaître sans ambiguïté le coût relatif à l'aménagement sus visé d'un montant de 209 552€ HT.

VIII.2 Participation financière

Le montant prévisionnel des travaux qui seront à la charge de la CoVe, est estimé à :

TRAVAUX : 209 552€ HT
Part CoVe : 209 552€ HT

Le montant effectif sera recalculé définitivement sur le montant des travaux réellement exécutés (avenant éventuels compris).

N.B. : Ce montant ne pourra pas excéder 10% du montant prévisionnel.

La CoVe se libérera des sommes dues à la Commune de Carpentras sur présentation du Décompte Général et Définitif de l'opération.

VIII.3 Frais de Maîtrise d'Ouvrage

En contrepartie de la participation financière de la CoVe et après toutes formalités administratives et techniques remplies, la commune de Carpentras s'engage à assurer, à ses frais, la maîtrise d'ouvrage de l'opération nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la gare routière.

ARTICLE 9 : MODALITES ET DELAIS DE REGLEMENT

La commune de Carpentras procédera aux appels de fonds à l'issue des travaux auxquels seront joints les justificatifs des dépenses.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution des obligations prévues au contrat par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 11 : LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent, la commune élisant domicile à l'hôtel de ville et la CoVe à l'hôtel communautaire.

Etabli en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Mairie de Carpentras
Le Maire,

Pour la CoVe
Le Président,

Serge ANDRIEU

Guy REY

AMENAGEMENT DU POLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE CARPENTRAS

COVE				
DESIGNATION	U	Prix Unitaire	QUANTITE	TOTAL
PERGOLA : Fourniture et Pose, y compris massifs)	FFT	104 007,00 €	1	104 007,00 €
Fourniture bordure quai bus pierre ht18cm y/c bordure de transition sur T2 basse (1ml gauche et 1ml droite)	ML	280,00 €	75	21 000,00 €
Pose bordure pierre quai bus 18cm	U	130,00 €	75	9 750,00 €
Fourniture et Pose de bancs pierre de cendrevail, 0.45x0.45htx2.00 sur pavage. Toutes arrêtes arrondies sauf embase	U	2 079,00 €	5	10 395,00 €
Fourniture pierre vue 18cm à définir pour compenser la hauteur du quai bus	U	84,00 €	75	6 300,00 €
Pose de pierre vue 18cm à définir pour compenser la hauteur du quai bus	U	45,00 €	84	3 780,00 €
Fourniture et pose dallage parvis(gare / autres) 0.60 à 0.40 largeur longueur variable 0.50 à 0.80 épaisseur 0,12	m2	147,00 €	190	27 930,00 €
Dalle de transition béton sous dallage	m2	60,00 €	190	11 400,00 €
Fourniture et pose Bande de guidage pierre calcaire largeur 20cm = 3 rainures (hauteur totale = 0,12cm)		41,00 €	100	4 100,00 €
Eclairage				€
Fourniture et pose SAMMODE PISSARO 21 W SOUS PERGOLAS	U	595,00 €	12	7 140,00 €
Fourniture et pose câble façade	ML	25,00 €	150	3 750,00 €
			TOTAL HT	209 552,00 €
			TVA 20%	41 910,40 €
			TOTAL TTC	251 462,40 €

N LEBUNETEL -INGEROP- N.LUCAS/ P MERCIER - 90/ Acquitté en PREFECTURE le: 17/

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°143-18

Objet : Convention Bédoin/CoVe relative au financement de la mise en accessibilité de l'arrêt de bus « Lavandes »

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°143-18

Objet : Convention Bédoin/CoVe relative au financement de la mise en accessibilité de l'arrêt de bus « Lavandes »

Le Conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics,

Vu la délibération 210-15 du 14 décembre 2015, approuvant le schéma directeur d'accessibilité, agenda programmé, prévoyant la mise en accessibilité des arrêts de bus prioritaires dont l'arrêt dénommé « Lavandes » à Bédoin,

Vu le projet de convention bipartite, entre la CoVe, autorité organisatrice des transports et la commune de Bédoin assurant la maîtrise d'ouvrage des travaux,

Vu l'avis de la commission transports en date du 12 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'accessibilité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la Convention entre la ville de Bédoin et la CoVe organisant le partenariat technique et financier de la mise en accessibilité de l'arrêt « Lavandes », moyennant une répartition des coûts à raison de 20% pour la commune et de 80% pour la CoVe, soit pour la communauté d'agglomération un montant de 5 900€ HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 2041 412 du budget principal, Fonction 815.

Article 3 : D'AUTORISER le président de la CoVe à signer tous actes y afférents.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018



TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'ARRET DE BUS ACCESSIBLE LES LAVANDES

CONVENTION PARTENARIALE & FINANCIÈRE

Entre les soussignés :

La Commune de Bédoin, dont le siège est situé avenue Barral des Baux BP7, 84410 Bédoin
Représentée par son Maire, Monsieur Luc Reynard, autorisé à signer par délibération du Conseil municipal en date du XXXX
Désignée ci-après par l'appellation « La Commune de Bédoin »,
d'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège est situé à
CARPENTRAS, au 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085 84203 CARPENTRAS Cedex
Représentée par son Président, Monsieur Guy REY, autorisé à signer par délibération N° 79-18 du
Conseil de communauté en date du 11 juillet 2018,
Désignée ci-après par l'appellation « La CoVe »,
d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la création d'un lotissement sis à la croisée de la route du Mont Ventoux et le chemin de la montagne par un prestataire privé, la ville de Bédoin souhaite réaliser un aménagement de parking intégrant un arrêt de bus, afin que les riverains puissent jouir des transports en commun en toute sécurité. La commune de Bédoin, sollicite la CoVe en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité pour une mise en accessibilité de cet arrêt de bus, telle que prévue dans le schéma directeur qu'elle a adopté.

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les deux collectivités publiques impliquées dans cette opération unique, sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Bédoin, en fixant les modalités techniques et financières de ce partenariat, conformément au devis joint en annexe 1 de la présente convention.

Les travaux concernent :

La création de l'arrêt de bus :
Fond de forme,
Couche de réglage,
Bordure T2 haute,
Dalle arrêt de bus en béton désactivé,
Marquage au sol de l'emplacement du bus.

ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE

Pour l'ensemble des travaux énumérés à l'article premier, la Commune de Bédoin assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

La Commune de Bédoin n'engagera les travaux qu'après accord de la CoVe sur le projet d'exécution qui devra répondre aux prescriptions de la « Charte d'aménagement et d'équipement des points d'arrêts » qui a été adoptée par le Conseil Communautaire de la CoVe le 14 décembre 2015 (annexe 1 du Schéma Directeur d'Accessibilité du réseau de transport)

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DES DEUX SIGNATAIRES

Les deux signataires assurent pour la partie qui les concerne :

- La vérification de la cohérence générale de la conception du projet, son dimensionnement général et son adaptation aux caractéristiques physiques du site,
- La vérification de la conformité du projet d'exécution aux règles de l'art,

Par la présente convention, la CoVe s'engage :

- A faciliter le travail de la commune de Bédoin, en lui donnant accès à toutes informations utiles à la réalisation de l'opération,
- A collaborer activement pendant la phase des travaux,
- A assister à la réception des travaux et des ouvrages, objet de la présente convention.

ARTICLE 4 : CONTENU DE LA MISSION DE LA COMMUNE DE BEDOIN

La mission de la commune de Bédoin comprend notamment :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés,

- La préparation, la passation, la signature et la gestion de tous les marchés nécessaires, le versement de la rémunération aux prestataires,
- La notification à la CoVe du coût prévisionnel des travaux tel qu'il ressort des marchés attribués (pour la partie la concernant),
- La direction, le contrôle et la réception des travaux,
- La gestion technique du chantier, avec notamment la tenue d'un carnet relatant les éventuels incidents survenus,
- La gestion financière et comptable de l'opération et la perception du recouvrement de la quote part de la CoVe,
- La gestion administrative,
- Les actions en justice, notamment en cas de recours après réception des ouvrages,
- Et d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 5 : REGLES DE PASSATION DES CONTRATS

Pour les besoins de l'opération, la commune de Bédoin lancera les marchés nécessaires dans les conditions prévues par le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 6 : DATE ET DUREE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux est programmé pour le second semestre 2018 pour une durée prévisionnelle de 3 mois.

ARTICLE 7 : RECEPTION DES TRAVAUX ET REMISE DES OUVRAGES

La CoVe devra être présente au moment de la réception des travaux et de la levée des réserves pour contrôler la conformité des travaux au programme établi. La Mairie de Bédoin s'engage à porter au procès-verbal de réception toutes les réserves émises par la CoVe.

Un procès verbal contradictoire de remise de cet ouvrage sera établi à cette occasion.

La signature du procès verbal contradictoire rétablira les Collectivités partenaires dans leurs compétences respectives, sur les ouvrages concernés.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS ET REPARTITIONS FINANCIERES

La répartition entre les deux collectivités du coût des travaux relatifs à la mise en accessibilité du point d'arrêt, s'effectuera dans la proportion de 80 % pour la CoVe, et de 20 % pour la commune de Bédoin. Les continuités piétonnes ne rentrent pas dans cette répartition financière et sont totalement prises en charge par la commune.

VIII.1 Montant estimatif des travaux

Le montant du remboursement des frais est déterminé comme suit :

- Le détail quantitatif estimatif au stade des devis des entreprises fait apparaître sans ambiguïté le coût relatif à l'aménagement sus visé.

VIII.2 Participation financière

Le montant prévisionnel des travaux qui seront à la charge de la CoVe, est estimé à : 8850,24 TTC

TRAVAUX : 7 375€ HT

Part CoVe : 5 900€ HT

Part Bédoin : 1 475€ HT

Le montant effectif sera recalculé définitivement sur le montant des travaux réellement exécutés

(avenant éventuels compris).

N.B. : Ce montant ne pourra pas excéder 10% du montant prévisionnel.

La CoVe se libèrera des sommes dues à la Commune de Bédoin sur présentation du Décompte Général et Définitif de l'opération.

VIII.3 Frais de Maîtrise d'Ouvrage

En contrepartie de la participation financière de la CoVe et après toutes formalités administratives et techniques remplies, la commune de Bédoin s'engage à assurer, à ses frais, la maîtrise d'ouvrage de l'opération nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte bus.

ARTICLE 9 : MODALITES ET DELAIS DE REGLEMENT

La commune de Bédoin procédera aux appels de fonds à l'issue des travaux auxquels seront joints les justificatifs des dépenses.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution des obligations prévues au contrat par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 11 : LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent.

Etabli en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Mairie de Bédoin
Le Maire,

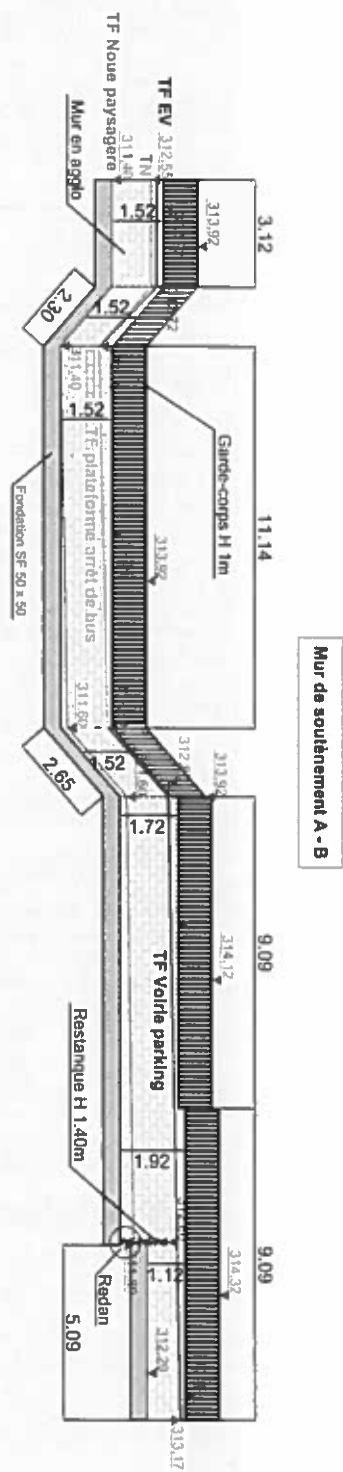
Luc REYNARD

Pour la CoVe
Le Président,

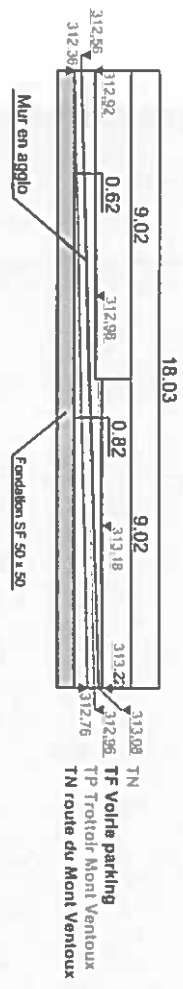
Guy REY

PARKING - MODIFICATIONS - CHIFFRAGE V2 AU DETAIL

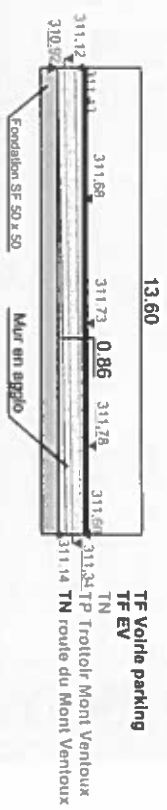
Désignation	Nb	Valeur de référence	Budget T.T.C.	Cumul
Accès du parking limité aux 19 Tonnes				
Suivant la volonté de la commune, l'accès du parking sera limité à 19T (poids en charge d'un car), le calibrage de la voirie (lotissement et parking) a été réalisé par EGSOI, il est transcrit au CCTP VRD : classe PF2 / EV ₂ ≥ 50MPa / k (EV ₂ /EV ₁) ≤ 2				
Panneau de signalisation "accès limité à 19T"	1	420	504	504
Modification du parking				
Reprise étude photométrique	1	300	360	360,00
Voie				
V1 : Fond de forme 0/80 sur 0,29m (m²)	-673,3	55,7	-45003	
V2 : Fond de forme 0/80 sur 0,29m (m²) sans la piste forme arrêt de bus	672,8	55,7	44970	
V1 : Couche de réglage 0/20-0/31,5 sur 0,15m (m²)	-348,3	56	-23406	
V2 : Couche de réglage 0/20-0/31,5 sur 0,15m (m²)	350,0	56	23520	
V1 : Enrobé à chaud	-2322,0	25	-69660	
V2 : Enrobé à chaud	2320,0	25	69600	
V1 : Bordure T2	-275,1	29,9	-9871	
V2 : Bordure T2	366,2	29,9	13139	3289,49
Fourniture et pose bornes				
Pose de 4 bornes anti stationnement le long du trottoir	4	200	960	
Pose d'une borne manuelle rétractable dans l'axe de l'entrée	1	1800	2160	3120,00
Modification du volet paysagé				
V1 : Surface ilôts verts	-895,0	5,2	-5585	
V2 : Surface ilôts verts	879,0	5,2	5485	
V1 : Grands sujets	-7	350	-2940	
V2 : Grands sujets	12	350	5040	2000,16
Création mur de soutènement entre parking et route de Mont Ventoux				
Fondation portion G-H lg 18,03ml (ml)	18	72,8	1575	
Elévation bancher portion G-H lg 18,03ml / hauteur moyenne 0,70m (m²)	13	60,8	921	
Enduit 2 faces portion G-H des faces visibles 16m² (m²)	16	29	557	
Fondation portion C-D lg 13,06ml (ml)	13	72,8	1136	
Elévation bancher portion C-D lg 13,06ml / hauteur moyenne 0,90m (m²)	12	60,8	876	
Enduit 2 faces portion C-D des faces visibles 9m² (m²)	9	29	313	
Fondation portion E-F lg 43,68ml (ml)	44	72,8	3844	
Elévation bancher portion E-F lg 43,68ml / hauteur moyenne 1m (m²)	44	60,8	3210	
Enduit 2 faces portion E-F des faces visibles 70m² (m²)	70	29	2436	14867,14
Modification de la signalisation et maîtrise d'œuvre				
Panneaux de signalisation modification du sens de circulation	5	420	2520	4089,41
Maîtrise d'œuvre	1	1308	1569	27726
Aménagement de l'arrêt de bus				
Plate-forme				
Fond de forme 0/80 sur 0,29m (m²)	36	55,7	2406	
Couche de réglage 0/20-0/31,5 sur 0,15m (m²)	36	56	2419	
Bordure T2 Haute (altimétrie de la plate-forme 18cm prévue pour un bus)	20,0	29,9	718	
Dalle arrêt de bus en béton désactivé (m²)	36	71	3067	8610,24
Mur de soutènement entre la voie paysagère, la plate-forme et le parking				
Fondation portion A-B lg 37,5ml (ml)	37,5	251,6	11322	
Elévation bloc bancher portion A-B lg 37,5ml / hauteur moyenne 1,53m (m²)	57,4	60,8	4188	
Enduit 2 faces portion A-B des faces visibles 67m² (m²)	67	29	2332	17841,50
Trottoir, gardes corps, marquage et maîtrise d'œuvre				
Bordure T2 trottoir liaison plate-forme / route du Mont Ventoux	15,2	29,9	545	
Dalle trottoir béton désactivé (m²)	9,4	71	801	
Gardes corps sur mur de soutènement en panneaux grillagés	38	175,5	8003	
Marquage au sol de l'emplacement du bus	1	200	240	11751,50
Maîtrise d'œuvre	1	1802	2162	38203
Aménagement pour l'implantation bornes RVE				
Liaisons HTA/BT/TELECOM				
Liaison LT / 2 PVC 42/45 en tranchée commune lg 23ml (ml)	23	31,1	858	
Liaison LT / 2 PVC 42/45 en tranchée propre lg 33ml (ml)	33	43,9	1738	
Liaison LT / 1 PVC 63 en tranchée propre lg 6ml (ml)	6	47,5	342	
Pose d'une LT devant le lot N°22	1	687	824	
Pose d'une borne de liaison TELECOM devant le lot N°14	1	437,5	525	
Coffret S22 (création du départ de ligne à côté du poste) ou coffret REMBT	1	379	455	
Liaison BT / 1 TPC 160 en tranchée propre lg 28ml (ml)	28	52,5	1764	
Liaison BT / 1 TPC 90 en tranchée propre lg 6ml (ml)	6	42,2	304	
Prise de terre	2	250	600	7410,84
Aménagement de la zone de recharge				
Bordure T2 basse	26	29,9	933	
Dalle trottoir béton désactivé (m²)	21	71	1789	
Marquage au sol entre les places et passage piéton	3	200	720	4093,26
Maîtrise d'œuvre	1	543	651	11504
TOTAL HT				64948
TOTAL TTC				77938



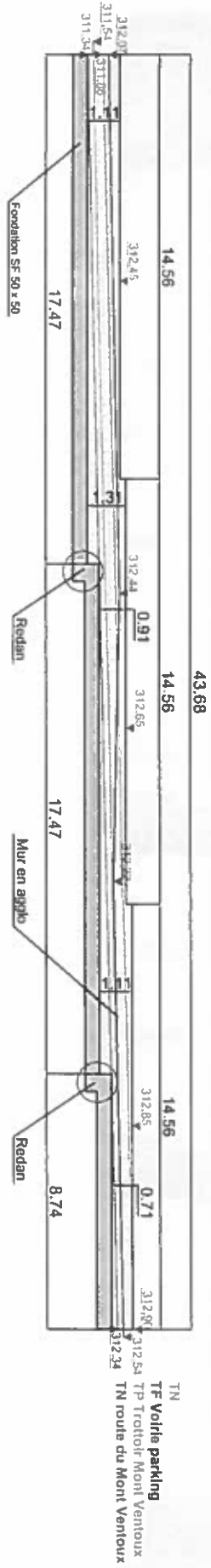
Mur de soutènement G - H



Mur de soutènement C - D



Mur de soutènement E - F



L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°144-18

Objet : Rapport annuel du délégataire des services publics du transport portant sur l'exercice 2017.

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°144-18

Objet : Rapport annuel du délégataire des services publics du transport portant sur l'exercice 2017.

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics,

Vu la délibération 118-14, afférente à la convention de délégation de services publics du 8 septembre 2014, dont la Société Trans Comtat est titulaire et l'obligation qui leur est faite de fournir un rapport annuel à l'autorité délégante, la CoVe, avant le 1^{er} juin de l'année qui suit l'exercice,

Vu le rapport annuel 2017 transmis par le délégataire du service public de transport public,

Vu l'avis de la commission transports du 14 juin 2018,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux en date du 26 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux Transports,

Décide

Article unique : DE PRENDRE ACTE de la présentation du rapport du délégataire Transport pour l'exercice 2017.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

**TRANS
COVE**

2017

RESEAU DE TRANSPORT
COLLECTIF DE LA
COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION VENTOUX
COMTAT VENAISIN

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

1 Le cadre contractuel de la DSP

- 1- Contexte
- 2- Les faits marquants

2 L'offre de transport

- 1- Présentation du réseau et évolution de l'offre
- 2- Récapitulatif des Unités d'Œuvre
- 3- Activité en propre et sous-traitance
- 4- Le Transport A la Demande

3 Le matériel et les équipements

- 1- Le dépôt et les installations
- 2- Le parc de véhicules
- 3- Maintenance et entretien des véhicules
- 4- Le matériel embarqué
- 5- Maintenance et entretien des points d'arrêt
- 6- Les outils informatiques
- 7- Inventaires A et B

4 Moyens Humains

- 1- Effectif de l'entreprise
- 2- Le plan de formation
- 3- Le climat social

5 Qualité de service et environnement

- 1- La qualité
- 2- La politique environnementale

6 La relation avec la clientèle

- 1- Les tarifs et leur évolution
- 2- Fréquentation et recettes
- 3- La gestion du réseau au quotidien
- 4- La politique marketing et commerciale

7 Éléments financiers

- 1- La Contribution financière Forfaitaire
- 2- Les charges d'exploitation
- 3- Les produits d'exploitation
- 4- Coût du TAD
- 5- Le compte d'exploitation

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

Sommaire

1- Le cadre contractuel de la DSP	5
1- Le contexte / Présentation	5
2- Les faits marquants	7
2- L'offre de transport	10
1- Présentation du réseau	10
2- Récapitulatif des Unités d'Œuvre	16
3- Activité en propre et sous-traitance	17
4- Transport à la Demande	18
3- Le matériel et les équipements	21
1- Le dépôt et les installations	21
2- Le parc de véhicules	24
3- Maintenance et entretien des véhicules	27
4- Le matériel embarqué	30
5- Maintenance et entretien des points d'arrêt	33
6- Les outils informatiques	34
7- Inventaires A et B	39
4- Les moyens humains	41
1- Effectif de l'entreprise	41
2- Plan de formation	46
3- Le climat social	51
5- Qualité de service et environnement	53
1- La qualité	53
2- La politique environnementale	65
6- La relation avec la clientèle	69
1- Les tarifs et leur évolution	69
2- Fréquentation et recettes	72
3- La gestion du réseau au quotidien	84
4- La politique marketing et commerciale	85
7- Éléments financiers	104
1- La Contribution Financière Forfaitaire	104
2- Les charges d'exploitation	106
3- Les produits d'exploitation	107
4- Coût du TAD	107
5- Le Compte d'Exploitation	108

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

1 Le cadre contractuel de la DSP

- 1- Contexte/Présentation
- 2- Les faits marquants



Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

1- Le cadre contractuel de la DSP

1. Le contexte / Présentation

1.1 La convention de DSP

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a délégué pour une durée de 7 ans à la société dédiée TRANSCOMTAT la gestion et l'exploitation des services de transports publics collectifs de voyageurs, sur la période du 1^{er} décembre 2014 au 31 décembre 2021.

Le périmètre d'exploitation représente 70 486 habitants s'étendant sur une superficie de 57 743 hectares répartis sur les 25 communes de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin.

A ce périmètre s'ajoutent les 3 communes de Mormoiron, Sablès, et Séguret situées hors du territoire de la CoVe.

Le réseau TRANSCOVE prend en charge les élèves et étudiants résidents sur le territoire de la CoVe et fréquentant un établissement scolaire également situé sur le périmètre.



1.2 La société Trans'Comtat

Trans'Comtat est une société par actions simplifiée (SAS) au capital de 150 000 € domiciliée 2 avenue Victor Hugo à Carpentras, créée le 26 septembre 2014 avec pour objet l'exploitation du service de transport collectif de voyageurs de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin.

Sa présidence et direction sont assurées par M. Jean Baptiste FONTAN.

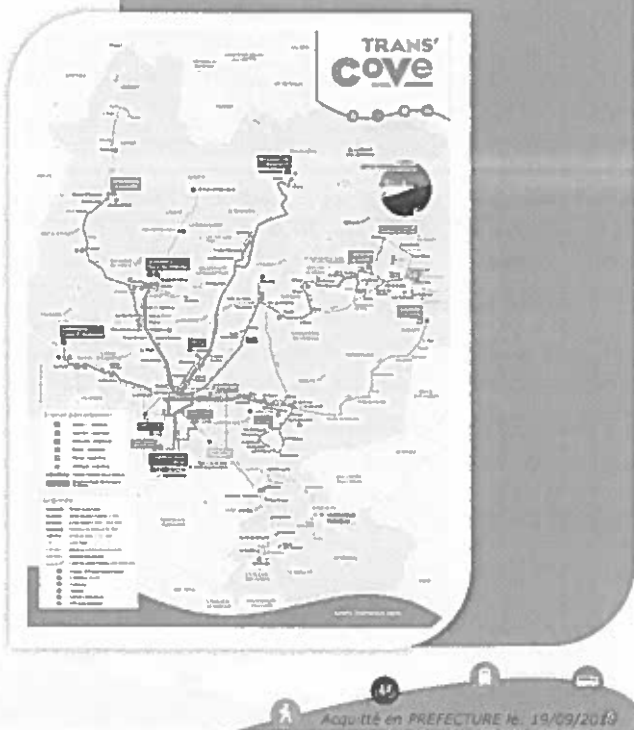
2. Les faits marquants

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Fin janvier : communication des navettes Ventoux. Service non effectif en février par manque de neige.	Nouvelle plateforme d'information mutualisée de la CoVe et lancement du nouveau site Internet TRANSCOVE.	Etude de restructuration du réseau.	Mise en service de la voie bus Avenue Clémenceau.	Navettes pour la fête de la Forêt à Bedoin + stand d'information transport.	Navettes pour la fête de la cerise à Venasque.
Episode neigeux Du 25&26 Janvier (perturbations sur certaines lignes).	Enquête sur l'étude des déplacements de nos clients (Origine - destination) en vue de la restructuration du réseau.		Affichage des horaires sur les toiles du réseau TAD.	Campagne de communication à l'arrière des Citios pour la nouvelle plateforme mutualisée de la CoVe.	Musiciens dans les véhicules pour la fête de la musique.
Campagne de communication à l'arrière des Citios pour la sensibilisation au tri sélectif en partenariat avec la CoVe.	Formation des conducteurs à l'utilisation de la plateforme PMA sur les véhicules.				Inauguration du dépôt Trans'Comtat.

Juillet	Août	Sept	Octobre	Novembre	Décembre
Navettes pour la fête de la figue à Caromb.	Préparation - mise en place de la nouvelle offre suite à la restructuration du réseau.	Mise en œuvre de la nouvelle offre du réseau au 4 Septembre 2017 + Mode d'emploi du TAD.	Mise en place des modifications d'horaires suite au démarrage des travaux de la Place Terradou.	Foire St Siffren. Stand Information + Navettes pour la journée du 27- réseau fonctionne en mode dégradé.	Mailings auprès de nos abonnés Séniors pour le renouvellement de leur abonnement.
Desserte de la piscine Intégrée l'offre d'été de la ligne C.		Semaine de la mobilité - Stand d'info sur le marché de Carpentras et gratuité du réseau le 16 Septembre.	Intervention au collège Daudet pour les règles de sécurité.	Campus sécurité au collège Malraux.	Décoration des véhicules pour les fêtes de fin d'année.
Permanences dans les Mairies de la CoVe pour le dépôt des dossiers scolaires.		Atelier mobilité au Pôle Emploi de Carpentras.		Atelier Mobilité au Pôle Emploi de Carpentras.	

2 L'offre de transport

- 1- Présentation du réseau et évolution de l'offre
- 2- Récapitulatif des Unités d'Œuvre
- 3- Activité en propre et sous-traitance
- 4- Le transport à la demande



2-L'offre de transport

1. Présentation du réseau

1.1 Le réseau Trans'CoVe

Le réseau TRANS'COVE se compose :

- De 5 lignes urbaines desservant principalement les communes de Carpentras, Mazan, Aubignan et Beaumes-de-Venise, lignes A, B, C, D, et E. Ce réseau de bus urbain est régulièrement réorganisé afin d'accompagner l'évolution des besoins des voyageurs ;
- De 6 lignes périurbaines desservant les différentes communes du périmètre de la CoVe, lignes I, J, K, L, M, N ;

Le réseau des lignes régulières s'adresse à tous les publics : actifs, scolaires, voyageurs occasionnels se rendant en centre-ville pour leurs achats ou leurs démarches administratives, ou voyageant en correspondance avec les trains ou les lignes départementales ou régionales d'autocars au Pôle d'Échanges Multimodal (PEM) de Carpentras.

Ces services assurent aux élèves domiciliés sur le territoire de la CoVe la desserte des établissements scolaires. La politique tarifaire mise en place par la CoVe, avec la création de titres spécifiques à destination des jeunes, favorise l'utilisation des lignes régulières du réseau communautaire.

- D'un service de transport à la demande (TAD) découpé en 5 secteurs : Monts de Vaucluse, Ventoux Sud, Ventoux Nord, Dentelles. Au cours de l'année 2017 la desserte du secteur de Sarrians a été supprimée compte tenu de son utilisation extrêmement faible constatée depuis le début de sa mise en place ; Ce service complète le réseau régulier pour desservir les zones les plus isolées ou des horaires complémentaires à ceux des lignes régulières. Le transport à la demande fonctionne comme une ligne de bus ordinaire, à la seule exception qu'une réservation est demandée. La réservation est effectuée au plus tard la veille pour le lendemain ou au minimum 4 heures avant la course pour le jour même par téléphone. Le titre de transport TAD est à acheter directement auprès du conducteur, les autres titres de transport du réseau ne sont pas acceptés à bord des véhicules. Au cours de l'année 2017, à la demande de la CoVe, l'usage de ce service a été limité à 12 trajets par personnes et par mois.
- De 3 dessertes scolaires pour les élèves de primaire des secteurs de Bédoin, Modène, et de Suzette ;

1.2 Restructuration de l'offre durant l'année 2017

Le réseau a été redimensionné à l'occasion de la rentrée scolaire de septembre 2017 afin de répondre aux contraintes budgétaires de l'autorité organisatrice tout en maintenant la structure et les principes de fonctionnement.

Ces évolutions ont, par ailleurs, intégré les travaux de réfection de la place Terradou, lieu principal de correspondances des lignes Urbaines du réseau, qui ont débuté en octobre 2017 pour une durée prévisionnelle d'une année.

Ce travail a été réalisé en partenariat étroit avec les services techniques de l'autorité organisatrice. Il a impliqué une forte mobilisation des moyens humains de l'entreprise et de ses prestataires et le recours à des enquêtes visant une meilleure connaissance des besoins de mobilité.

Le travail au niveau de l'offre s'est porté essentiellement sur :

- l'offre de transport, régulier et TAD ;
- l'optimisation globale des moyens engagés ;
- la réglementation et les conditions d'accès au TAD ;

Les objectifs principaux étant :

- Allègement des moyens engagés ;
- Maintien de structuration actuelle du réseau ;
- Système de correspondances sur PEM et Terradou, calées sur les horaires des trains ;
- Sécurisation des moyens affectés aux entrées/sorties des établissements scolaires et plus particulièrement le Collège Daudet ;
- Hiérarchisation des lignes périurbaines ;
- Prise en compte des lignes régulières TransVaucluse pour la desserte complémentaire du territoire ;
- Intégration du TAD dans l'organisation des dessertes ;

Les adaptations suivantes ont été réalisées :

1. Pour les lignes Périurbaines :
 - Continuité des horaires le matin avec une arrivée à 7h45 toute l'année ;
 - Allègement de l'offre annualisée notamment le soir sur la ligne J ; et suppression de la course aller de 19h du Lundi au samedi en période scolaire ; suppression en période de vacances de la course de 17h50 ;
 - sur la ligne N : suppression de l'aller à 18h10 du Lundi au samedi en période scolaire ; fusion des courses annualisées 17h45 et 19h20 ; mise en place d'une course PS à 17h45, et d'une course annuelle à 18h20 ;

- Itinéraire complet sur ligne N (La Roque – Le Beaucet – Venasque – St-Didier) pour les courses circulant les samedis et en période de vacances ;
- Ligne K : suppression des dessertes annuelles de la ligne K compte tenu de la desserte TransVaucluse et du très faible nombre de voyages par jour ; et adaptation de l'offre en période scolaire ; mise en place de 2 A/R en TAD pour compléter la grille horaire et la couverture géographique (Le Barroux Haut, St-Hippolyte Village) ;
- Ligne I : offre recalée en tenant compte de l'offre TransVaucluse également ; offre TAD supprimée (seulement 34 courses réalisées en 2016) ;
- Ligne M : desserte TAD mutualisée avec la ligne L ; création d'un A/R Malraux – la Bruyssande à midi en LMIV scolaire pour la période de pause méridienne ; et Suppression des dessertes à vocation scolaire du samedi matin (moins de 1 voyage par course) ;

2 Pour les lignes Urbaines :

a. Ligne A :

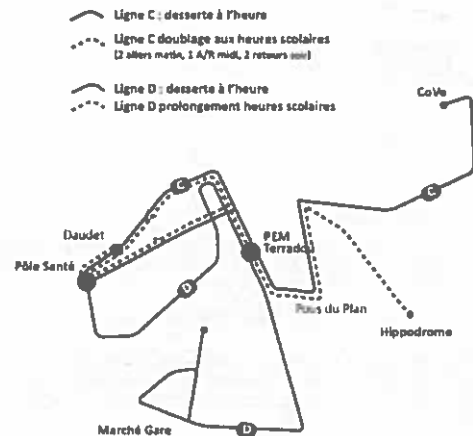
- Ajustements des renforts sur la zone de Raspail vers Pôle santé ; suppression des départs de Beaumes-de-Venise Place du marché à 6h14 et 19h17 les samedis et vacances ; suppression du départ du Pôle santé de 6h30 de Pôle Santé vers Beaumes-de-Venise Place du marché ; suppression des 2 dernières courses 19h50 de Terradou vers Pôle Santé et 19h31 de Pôle Santé vers Terradou ;
- Ajout d'un renfort le matin pour la desserte du Collège Daudet à 7h30 ;
- Ajustements Horaires pour adaptation de l'offre de rentrée ;

b. Ligne B :

- Allègement des franges de journée, avec suppression de la course au départ de Malpassé à 6h10 ;
- suppression dernier horaire aller de Malpassé à 19h10 en période scolaire, 19h40 en vacances scolaires ;
- Allègement de la desserte dans le secteur des Garrigues du Lundi au samedi toutes périodes ;

c. Lignes C et D :

- Modification des parcours des lignes en adéquation avec la structure globale des lignes urbaines ;
- Adaptation de l'offre conjointe de ces deux lignes et amélioration de la desserte scolaire ;
- Nouveau tracé Septembre 2017 ;



- a. Ligne E :
- Ajustement des amplitudes horaires en fonction de la période estivale :
 - fin à 14h26 du 1er juin au 30 Septembre ;
 - fin à 13h11 les autres vendredis ;

Contribution des lignes à la baisse des unités d'œuvre :

1. Pour les Lignes Urbaines

Urbaines	49%
dont A	10%
dont B	27%
dont C+D	60%
dont E	3%

1. Pour les Lignes Périurbaines

Périurbaines	50%
dont Bédoin	6%
dont Malaucène	50%
dont Sarrians	-3%
dont Flassan	-1%
dont Venasque	6%
dont Gigondas	42%

Le nombre de véhicules demeure inchangé.

1.3 Les navettes du Mont Ventoux

Comme chaque année, l'ensemble de la campagne de communication pour les Navettes Ventoux est réalisée sur la seconde partie du mois de janvier, à savoir :

- Création du visuel de l'affiche et impression des 100 affiches
- Création et impression du flyer en 5000 exemplaires
- Distribution des flyers dans tous les véhicules du réseau ainsi que sur les lignes du réseau Trans Vaucluse ayant pour destination Carpentras.
- Distribution complémentaire des flyers chez nos dépositaires, Mairies et Offices de tourisme de la Cove ainsi que dans les agences commerciales de la Cove et de Voyages Arnaud
- Distribution des affiches dans tous les magasins de sports (grandes enseignes) de Carpentras et d'Avignon
- Mailing avec le visuel de l'affiche adressé aux clubs sportifs de la Cove et aux Offices de tourisme des départements limitrophes : 04-05-13
- Campagne de spots radio sur France Bleu Vaucluse

Cependant, par décision de la collectivité, les navettes Ventoux 2017 n'ont pas été mises en place en raison du manque de neige et de la non ouverture de la station de ski.



2. Récapitulatif des Unités d'Œuvre

2.1 Kilomètres et heures de production

Année	2017	Kilomètres				Heures de conduite graphiques			
Ligne de service	Production	Commerc	HLP	Totaux	Commerc	Bâtiments	HLP	Totales	
URBAINS	Total	273 580	44 280	277 860	10 188,82	3 532,42	1 261,77	14 982,99	
	Total	118 914	24 754	144 657	4 077,12	868,32	621,42	5 066,86	
	Total	90 634	18 514	109 148	4 732,47	2 309,58	444,92	7 510,97	
	Total	45 738	10 234	55 972	2 251,77	832,22	562,82	3 646,81	
	Total	3 000	1 000	4 000	188,92	103,18	31,27	323,37	
Sous total urbain	Propre	484 524	86 480	571 004	20 848,77	7 888,17	2 788,17	31 425,11	
	Alfrée	8 888	3 888	12 776	470,82	87,58	158,40	716,80	
	Total	38 052	34 167	72 219	1 122,89	218,32	525,42	1 866,63	
	Total	60 320	81 814	142 134	1 739,32	407,53	1 447,07	3 593,92	
	Total	38 014	31 880	69 894	880,38	158,07	825,52	1 863,97	
PÉRIURBAINS	Total	100 484	28 924	129 408	3 038,28	1 318,07	1 988,49	6 344,84	
	Total	31 384	38 852	70 236	1 584,27	318,81	625,48	2 528,56	
	Total	23 738	38 634	62 372	678,02	130,87	743,92	1 552,81	
	Total	18 032	30 414	48 446	786,8	162,88	784,88	1 734,56	
	Total	21 484	18 782	40 266	643,08	80,67	380,88	1 104,63	
Sous total péri urbain	Propre	328 278	317 888	646 166	8 738,43	1 842,13	7 864,33	18 142,89	
	Alfrée	4 484	10 132	14 616	188,02	47,82	229,92	465,76	
	Total	3 267	18 247	21 514	158,02	168,58	268,42	594,02	
	Total	1 827	11 888	13 715	0,02	0,02	0,02	0,06	
	Total	1 827	11 888	13 715	92,32	14,82	280,42	387,56	
PRIMAIRE	Propre	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Alfrée	0 816	37 842	38 658	433,58	228,12	788,18	1 450,17	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
NAVETTE	Propre	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Alfrée	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
Sous total navette	Propre	863 184	473 874	1 337 058	28 238,62	18 823,87	11 619,72	58 682,21	
	Alfrée	505 032	122 257	627 289	21 588,77	7 758,03	3 558,84	32 905,64	
	Total	368 216	286 131	654 347	10 640,85	2 267,89	8 451,87	21 380,15	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	Propre	1 676 386	1 028 184	2 704 570	108 477,44	67 662,69	41 988,93	218 129,06	
	Alfrée	1 013 816	210 139	1 223 955	42 826,89	26 588,92	13 641,63	83 057,44	
	Total	2 690 202	1 238 323	3 928 525	151 304,33	94 251,61	55 630,56	301 186,50	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total	0	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00	

Le kilométrage total de la DSP s'est élevé à 1 325 972 kms, dont 853 101 kms commerciaux et 472 871 kms haut-pied.

La prévision contractuelle s'établissait respectivement à 1 346 602 dont 864 521 kms commerciaux. Ces écarts sont dus aux évolutions d'offre ainsi qu'aux effets calendaires.

Le volume horaire de production s'est établi à 53 866 heures, contre 55 051 prévues.

2.2 Véhicules

Le nombre de véhicules en ligne s'établit à 30. Il est ainsi conforme à la prévision.

Il se décompose ainsi par type de véhicule :

- Midibus : 7
- Minibus : 4
- Autocars : 16
- Minicars : 3

Cette décomposition est également conforme à celle prévue.

3. Activité en propre et sous-traitance

ANNEE D'ACTIVITE : 2017			
Unités d'œuvre	Trans'comtat	Sous-traitance	Total
Véhicules en Ligne	13	17	30
Kilomètres Commerciaux	606 020	347 081	953 101
Kilomètres HLP	112 257	360 614	472 871
Kilomètres Totaux	618 277	707 695	1 325 972
Heures de Production	32 805,65	21 340,55	54 146,20

La part de sous-traitance s'établit à 41,2% de l'offre kilométrique commerciale

Elle est de 1.82 % de l'offre urbaine et de 93,85% de l'offre périurbaine.

À partir de septembre 2017, le nombre de services véhicules est de 31.

- 12 réalisés en propre par Trans'Comtat

- 19 confiés à la sous-traitance, dont 5 services réalisés par des véhicules aux couleurs Trans'Vaucluse affectés principalement sur les lignes I, N, I, et dans une moindre mesure sur les lignes M et H.

L'objectif de réduction du coût de la DSP a donné lieu à des optimisations en termes de véhicules entre l'activité Trans'Vaucluse et celle de Trans'Cove et ce, dans le respect des engagements contractuels.

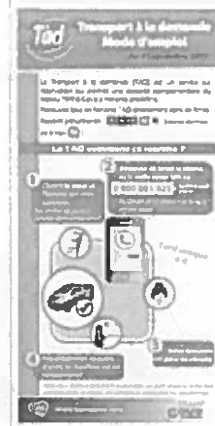
4. Transport à la Demande

Par délibération du 19 juin 2017, la CoVe a décidé de revoir le fonctionnement du TAD afin de :

- Conserver une offre de service complémentaire sur les secteurs peu desservis par les lignes régulières,
- Limiter l'utilisation du TAD à 12 courses par mois et par personne,
- Augmenter le tarif passant de 2 € à 4 € par trajet.

Ainsi, l'offre TAD a été adaptée à la configuration du réseau Trans'Cove de manière à remplir parfaitement sa vocation d'équité Territoriale : une offre de transport présente partout sur le territoire de la Cove.

Un flyer « mode d'emploi du TAD » reprenant les consignes d'utilisation a donc été réalisé et diffusé à la clientèle dès le mois d'Aout.



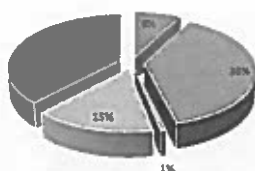
Par ailleurs une modification des grilles horaires, intégrant l'allègement d'offre souhaité par la collectivité, a fait l'objet de l'avenant n°2 au contrat et mise en place en septembre 2017.

Evolution du nombre de courses

TAD Lignes Courses	janvier	fevrier	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Total annuel
ligne A - COURTES	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	120
ligne B - MONTES DE VAUCLUSE	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	120
ligne C - SARREBOIS	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	120
ligne D - VENTOUX NORD	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	120
ligne E - VENTOUX SUD	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	120
Total TAD	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	600

Par ligne, cette activité s'est répartie comme suit :

Répartition des courses TAD par ligne 2017



- Ligne I - DENTELLES
- Ligne N - MONTES DE VAUCLUSE
- Ligne I - SARREBOIS
- Ligne E - VENTOUX NORD
- Ligne I - VENTOUX SUD

Ce service est sous-traité aux taxis Clota (Taxi et transports Catherine Clota).

3 Le matériel et les équipements

- 1- Le dépôt et les installations
- 2- Le parc de véhicules
- 3- Maintenance et entretien des véhicules
- 4- Le matériel embarqué
- 5- Maintenance et entretien des points d'arrêts
- 6- Les outils informatiques
- 7- Inventaires A et B



3- Le matériel et les équipements

1. Le dépôt et les installations

1.1 Le siège social et les bureaux administratifs

Le siège social de Trans'Comtat est situé 2 avenue Victor Hugo à Carpentras.

Ce siège regroupe les bureaux administratifs avec les services de Comptabilité, Paye et Marketing.



1.2 Le dépôt de Trans'Comtat

L'installation dans le nouveau dépôt de Transcomtat s'est déroulée au cours de l'année 2016 il se situe 368 Avenue Eugène Guérin, à Carpentras.

Il offre au personnel de l'entreprise un espace de travail fonctionnel. Son dimensionnement permet de réaliser les manœuvres d'autobus et d'autocars en toute sécurité.



• Vue de la structure Bureau du Dépôt

Il dispose dans le détail des équipements suivants :

Pour la partie structure de l'espace véhicules :

- 1 Aire de stationnement bitumée de 5 000m² ; sur laquelle chaque véhicule dispose d'un emplacement précis selon son modèle, et identifié au sol par son numéro de parc ;
- 1 Station de lavage équipée d'un portique permettant l'entretien extérieur des véhicules de petite et grande capacité ;
- 1 Cuve et 1 distributeur de gazon et AdBlue ;
- 1 Local de stockage des pièces et fluides pour le lavage et l'entretien courant du matériel roulant ;

Pour la partie structure de l'espace Bureaux :

- 1 Ensemble de 2 bureaux administratifs : 2 postes exploitation, 1 direction, 1 Caisse ;
- 1 Salle de réunion ;
- 1 espace pour installation des serveurs informatiques et pour l'archivage de document et le stockage de matériel de bureau ;
- 1 Salle de prise de service et de repos des conducteurs, avec Toilettes, casier et vestiaires ;
- 1 coin Café/Repas ;



• Station de lavage du dépôt

2. Le parc de véhicules

2.1 État du parc

- État du parc Trans'Comtat au 31-12-2017

Trans'Comtat disposait de 17 véhicules en propre jusqu'en septembre 2017 puis de 16 véhicules suite à la réorganisation des services à la rentrée, dont 12 sont nécessaires en ligne et 4 à titre de réserve, qui se répartissent comme suit :

- 9 Midibus dont 1 de réserve, affectés au service urbain des lignes A à C ;
- 5 Minibus dont 1 de réserve, affectés au service urbain des lignes D et E (+ complément ligne C) ;
- 1 minicar réserve, utilisable sur les lignes N et D + doublage de la ligne A, ainsi que, jusqu'au mois de juin, sur le service primaire de Suzette ;
- 1 autocar Standard de réserve pour les lignes Périurbaines ;

PARC TRANSCOMTAT								
N° PARC	MARQUE	TYPE	Année MISE EN CIRCULATION	ANNÉE N° IMMAT	Nombre de Places	Affectation Ligne	Désigne	Trajet/Carre
449	IVECO	DAILY	01-07-2006	2006	1417254	23	Réserve	X
800	HEULIEZ	CX 137 C	09-04-2015	2015	DQ-412-989	16 + 48	URBAIN	X
801	HEULIEZ	CX 137 C	09-04-2015	2015	DQ-484-999	16 + 48	URBAIN	X
802	HEULIEZ	CX 137 C	09-04-2015	2015	DQ-851-999	16 + 48	URBAIN	X
803	HEULIEZ	CX 137 C	16-04-2015	2015	DQ-931-EX	16 + 48	URBAIN	X
804	IVECO	CROSSWAY LB	26-02-2015	2015	DP-865-78	32 + 53	URBAIN	X
805	IVECO	CROSSWAY LB	11-03-2015	2015	DN-863-2D	32 + 53	URBAIN	X
806	IVECO	CROSSWAY LB	11-03-2015	2015	DN-363-2E	32 + 53	URBAIN	X
807	IVECO	CROSSWAY LB	11-03-2015	2015	DN-931-JE	32 + 53	URBAIN	X
808	VEHDEL	CYTOS 4	20-04-2015	2015	DQ-344-WP	18 + 11	URBAIN/Reserve	X
809	VEHDEL	CYTOS 4	28-04-2015	2015	DR-947-CI	18 + 11	URBAIN	X
810	VEHDEL	CYTOS 4	21-04-2015	2015	DQ-379-WV	18 + 11	URBAIN	X
811	VEHDEL	CYTOS 4	21-04-2015	2015	DQ-415-WV	18 + 11	URBAIN	X
812	VEHDEL	CYTOS 4	20-04-2015	2015	DQ-232-WP	18 + 11	URBAIN	X
814	IVECO	CROSSWAY LB	13-04-2016	2016	EB-166-WB	32 + 53	Réserve	X
821	IVECO	CROSSWAY POP	07-01-2015	2015	DN-754-CB	63 (+16)	Réserve Parc TRANSCOMTAT	X
894	FIAT	DOBLO	10-03-2015	2015	DP-848-RP	2		X
895	RENAULT	TRAFIC	30-04-2007	2007	DM-332-EE	8+3 ou 5+1+1PB	veh relève	X
896	RENAULT	TRAFIC	01-03-2007	2007	DM-319-EE	8+3 ou 5+1+1PB	veh relève	X
894	FORD	FIAT (Aiel)	19-03-2015	2015	DP-848-RP	2	Atelier	X
898	FORD	FIESTA (Cv)	15-11-2014	2014	DL-465-ZL	2	Contrôle	X
899	FORD	FIESTA (Exp)	29-09-2014	2014	DK-581-LT	2	Exploitation	X

La salle de prise de service :



L'espace Bureaux :



- Etat du parc sous-traitance au 31-12-2017

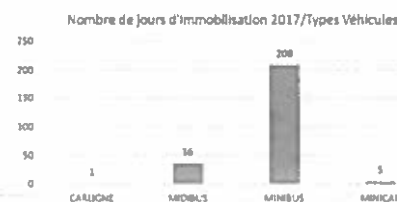
La répartition du parc sous-traitant incluant ses véhicules de réserve se répartit comme suit :

PARC SOUS-TRAITANCE								
NP PARC	MARQUE	TYPE	1ère MISE EN CIRCULATION	ANNEE	NP IMMAT	Nombre de Places	Affectation Lignes	Découpe
429	NAVIGO	OTOKAR NAVIGO	19-08-2016	2016	EE-312-PM	37	PERDUBACH	TRANS VAUCLUSE
421	ARWAY / CROSSWAY	RISBUS ARWAY	15-05-2008	2008	DE-213-CD	35	PERDUBACH	TRANS VAUCLUSE
463	ARWAY / CROSSWAY	ARWAY	18-11-2008	2008	71-90-29-14	35	PERDUBACH	TRANS VAUCLUSE
476	CROSSWAY POP	CROSSWAY	05-01-2015	2015	DN-114-AG	63	PERDUBACH	TRANS COVE
471	CROSSWAY POP	CROSSWAY	07-01-2015	2015	DN-126-CC	63	PERDUBACH	TRANS COVE
472	CROSSWAY POP	CROSSWAY	05-01-2015	2015	DN-119-AA	63	PERDUBACH	TRANS COVE
480	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	03-08-2016	2016	EE-583-1M	63	PERDUBACH	TRANS VAUCLUSE
485	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	09-08-2016	2016	EE-894-MH	63	PERDUBACH	TRANS VAUCLUSE
486	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	09-08-2016	2016	EE-245-MY	63	PERDUBACH	TRANS VAUCLUSE
500	RECRO	RECRO	28-04-2018	2018	AR-503-DN	61	PERDUBACH	TRANS VAUCLUSE
502	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	14-11-2014	2014	CL-358-SW	55	PERDUBACH	TRANS COVE
509	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	05-01-2015	2015	DN-816-AQ	63	PERDUBACH	TRANS COVE
509	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	05-01-2015	2015	DN-761-AQ	63	PERDUBACH	TRANS COVE
511	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	05-01-2015	2015	DN-968-AQ	63	PERDUBACH	TRANS COVE
510	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	07-01-2015	2015	DN-931-CB	63	PERDUBACH	TRANS COVE
828	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	26-02-2015	2015	DP-007-3P	63	PERDUBACH	TRANS COVE
832	DAILY	DAILY 22 PLACES	08-01-2015	2015	DN-295-CF	22	PRUMARES	TRANS COVE
833	DAILY	DAILY 22 PLACES	24-03-2015	2015	DQ-803-BX	22	PRUMARES	TRANS COVE
638	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	07-02-2017	2017	EJ-045-WR	63	PERDUBACH	TRANS COVE
91	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	22-02-2015	2015	DP-029-3P	63	PERDUBACH	TRANS COVE
92	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	22-02-2015	2015	DP-021-3P	63	PERDUBACH	TRANS COVE
93	CROSSWAY POP	CROSSWAY POP	22-02-2015	2015	DP-371-3P	63	PERDUBACH	TRANS COVE
94	DAILY	DAILY 22 PLACES	19-02-2015	2015	DP-046-DT	22	PRUMARES	TRANS COVE

2.2 Immobilisations sur le parc de véhicules Transcomtat

En 2016, ont été recensés 110 jours d'immobilisation pour les véhicules de Type Cytos, nécessitant une remise à niveau par rétrofit du constructeur. Ces rétrofits réalisés en 2017 ont engendré une augmentation conséquente des jours d'immobilisations sur ce matériel roulant.

Pour les autres types de véhicules, le nombre de jours annuel reste normal compte tenu de leur utilisation et du kilométrage annuel effectué.



2.3 L'accessibilité

L'ensemble du parc urbain est accessible, incluant les véhicules de réserve : 9 Midibus + 5 Minibus.

Les bus prévus en utilisation PMR sont tous munis d'une rampe d'accès latérale à activation manuelle.

Concernant le parc périurbain :

- L'ensemble du parc autocars est accessible (15 véhicules appartenant aux différentes sociétés intervenantes) ;
- les 4 minicars sont accessibles sous réserve de l'enlèvement de la banquette arrière (4 places) ;

Le dispositif a été déployé à plusieurs reprises notamment sur la ligne A et sur la ligne C au départ du Pôle santé.

L'ensemble du personnel de conduite a reçu une formation au déploiement de la rampe d'accès et à l'apprentissage de l'aide à l'accès des personnes à mobilité réduite.

En septembre 2017, au point d'arrêt desservant le village Raspail, des aménagements ont été réalisés pour permettre son accessibilité.



Figure 1 : Présentation de la Rampe Accès PMR

Nos véhicules de transport en commun de personnes, affectés aux services du réseau, sont accessibles aux personnes à mobilité réduite et répondent également aux prescriptions techniques des annexes 7 et 11.

3. Maintenance et entretien des véhicules

La maintenance du parc des véhicules Trans Comtat s'effectue dans l'atelier de Voyages Arnaud Carpentras, à Pernes-les-Fontaines.

D'une surface couverte de 850 m², il comprend notamment un poste de travail mécanique, un poste d'entretien périodique avec récupération des huiles usagées, un poste de travail pneumatiques, un poste de travail carrosserie et un poste de sellerie.

Le personnel de Transcomtat assure une maintenance de niveau 1 à savoir :

- Contrôle au quotidien et hebdomadaire : huile, AdBlue ;
- Changement de petits composants le cas échéant : ampoule, rétroviseurs, ou autres petits composants intérieurs, revissages divers etc. ;
- Rapport de panne ou anomalie remis en atelier pour toute rentrée de véhicule afin d'accélérer et aider au diagnostic de panne ;

- Suivi des immobilisations et des pannes ;

L'atelier assure :

- Les réparations suite à panne ;
- Les visites périodiques, prise de RV en fonction du planning suivi par le personnel d'exploitation ;
- Intervention en ligne si panne immobilisant le véhicule après que le service exploitation ait procédé à échange pour continuité du service ;



Un mécanicien est dédié à l'entretien du parc Trans Comtat, sous la responsabilité du chef d'atelier. D'autres agents interviennent en tant que de besoin (carrosserie, pneumatiques).

L'ensemble des installations est totalement conforme aux plus récentes normes environnementales.

Les autres transporteurs opérant sur la DSP utilisent leurs propres installations.

Les interventions qui ont eu lieu sur le parc en 2017 se répartissent comme suit par type de véhicules et par type d'interventions :

- Pour les Minibus de type Cytos (5 véhicules) :

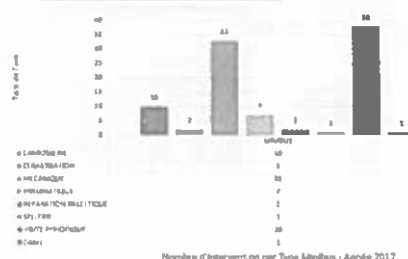
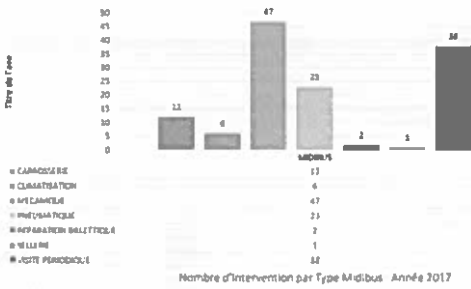


Figure 2

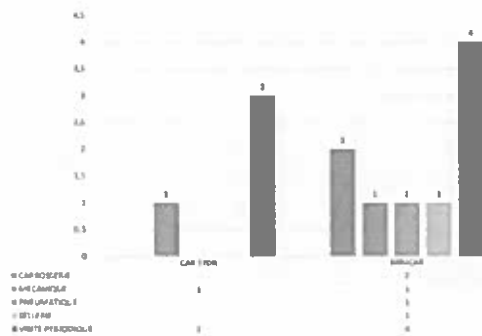
Nombre d'intervention par Type Véhicule - Année 2017



• Pour les Midibus de type Crossway (E et Heuliez) (9 Véhicules).



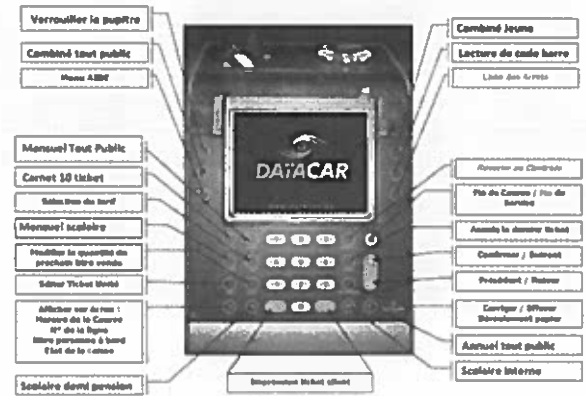
• Pour le Minicar et le Car standard (2 Véhicules).



4 . Le matériel embarqué

4.1 Billettique

L'ensemble du parc est équipé du système billettique Datacar. Les pupitres billettique délivrent des billets à l'unité (plein tarif, ou gratuits pour les enfants de moins de 5 ans ou la navette parking du vendredi, ligne E), ou une contrepartie en échange d'un ticket carnet. L'enregistrement de l'ensemble des titres à vue circulant sur le réseau est réalisé par les conducteurs à partir de touches pré programmées sur le pupitre billettique.



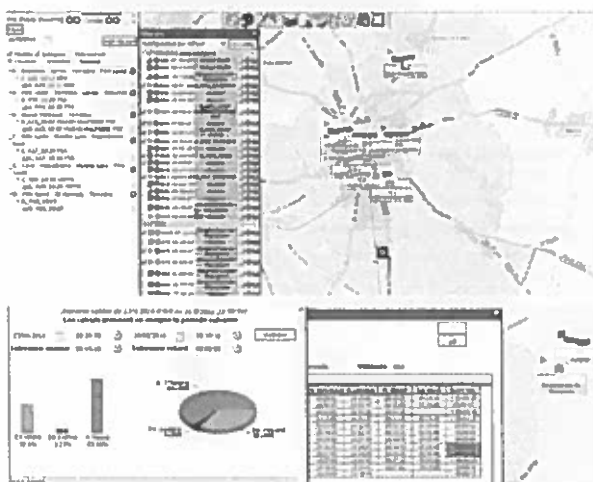
Ce système permet un traitement statistique de l'ensemble des validations à bord (par ligne et par titre).

4.2 SAEIV

Système d'Aide à l'Exploitation et à l'information Voyageurs

Ce système, dans lequel interviennent les sociétés Hanover (grouettes) et AGILTECH (géolocalisation et logiciel AGILTRACK) permet de disposer :

- Au niveau SAI (information voyageurs), d'une annexe 11 complète (information visuelle et sonore) ;
- Au niveau SAE (exploitation), d'une information en temps réel (supervision du réseau, position instantanée de tous les véhicules, avances - retards) et en temps différé (analyse statistique des courses et des temps de parcours) ;



4.3 Vidéo-protection

L'ensemble des 9 autobus de Type MIDIBUS (5 Heuliez et 4 Crossway LE) a été équipé de caméras embarquées, avec système enregistreur. Chaque véhicule dispose de 3 caméras.

Ce dispositif a bénéficié d'une autorisation préfectorale et d'un agrément de la CNIL.

La vidéo protection embarquée sur le réseau permet par son aspect dissuasif de prévenir les actes de malveillance et les agressions. Elle permet également, lors d'incidents, de caractériser les faits et de contribuer ainsi aux enquêtes menées par les services compétents. Enfin, elle contribue à rassurer le personnel de conduite.

Les enregistrements de vidéosurveillance sont sauvegardés dans le bus, sur un poste spécifique, pour une durée d'un mois.

Les vidéos sont visionnées en cas d'incident par les responsables de l'entreprise. L'enregistrement vidéo peut être visionné dans le bus sur un écran local, ou au bureau avec le système de vidéosurveillance à trois disques extractibles, ou sur un PC après téléchargement via USB.

La police ou la gendarmerie peuvent demander l'utilisation de ces vidéos horodatées en tant qu'éléments d'enquête.

Le dispositif permet également l'enregistrement d'une bande son au niveau du poste de conduite, ce qui augmente la précision des informations analysées lors de la lecture des bandes.



Présentation de la position des caméras embarquées

5. Maintenance & entretien des points d'arrêt

L'information aux points d'arrêt et l'entretien de ceux-ci (hors autobus) relèvent de la responsabilité du délégataire.

Ces tâches sont sous-traitées à Voyages Arnaud Carpentras et prises en charge par son agent d'entretien, qui est affecté contractuellement à hauteur de 15% de son temps à cette mission. Cet agent a consacré 65 journées à l'entretien des points d'arrêt du réseau en 2017 contre 47 journées en 2016 soit une augmentation de 38% du nombre de journées.

L'augmentation du nombre d'interventions est essentiellement due aux opérations d'affichages pour les parties du réseau en zone de travaux et de déviation, ainsi que pour les informations horaires à mettre à jour.

En 2017, les travaux divers et la restructuration du service avec la fermeture de la place Terradou aura nécessité une implication particulièrement forte du délégataire.

ANNÉE 2017						
Périodes	Journées d'intervention	Informations aux poteaux	Nettoyages Mobilier Urbain	Réparations Mobilier Urbain	Interventions Suivi Maintenance	Total des Interventions
Janvier	4	2	0	1	3	6
Février	5	11	0	4	3	18
Mars	9	15	0	4	4	23
Avril	2	25	0	1	1	27
Mai	6	6	0	1	5	12
Juin	7	30	1	2	4	37
Juillet	5	16	0	0	3	19
AOÛT	6	22	0	1	4	27
Septembre	9	6	0	1	4	11
Octobre	8	11	0	0	3	14
Novembre	2	17	0	0	0	17
Décembre	4	12	1	2	2	17
Total général	65	173	2	17	36	228

Trans'Comtat s'est équipé en Novembre 2016 du logiciel RPA, développé par la société ASI, domiciliée à Carpentras, qui permet un suivi précis de ces données.

RPA est un logiciel métier permettant la création, l'administration, le suivi et l'analyse d'une base de données informatique des aménagements et de l'entretien des points d'arrêt du réseau.

6. Les outils informatiques

6.1 Exploitation

• Noot :

Noot est un logiciel de graphisme et d'habillage. Il permet notamment la visualisation de l'offre et des moyens engagés. Il s'agit d'un outil d'aide à l'optimisation des moyens (humains et matériels). Le graphisme vise à rechercher l'enchaînement des courses le plus pertinent économiquement dans la construction des services voitures. Ces services voitures sont à leur tour redécoupés dans le cadre de l'élaboration des services agents, il s'agit de l'habillage de l'offre.

Noot dispose d'un module de statistiques qui permet de produire rapidement l'ensemble des données utiles à l'analyse de l'activité d'un réseau.



Figure 1 : Image du Graphisme véhicule du réseau durant le 1er août 2017

Le logiciel Noot est utilisé avec l'assistance de son éditeur, le cabinet DE Industrial Consulting pour les études d'évolutions d'offre et dans le cadre du suivi du contrat (suivi des unités d'œuvre contractuelles et du réalisées).

Noot est le support incontournable de l'ensemble des opérations d'analyse du référentiel du réseau pour la mise en œuvre de celui-ci, intégrant des fonctionnalités de graphisme et d'habillage ajustées, dans une optique d'optimisation des services en vue d'en maîtriser les coûts tout en assurant une organisation pérenne, et un montage qui permettra l'adéquation essentielle entre un réseau commercial adapté et un équilibre économique tenu.



• ABC Planning :

Ce logiciel assure la gestion des affectations des conducteurs et des véhicules avec une fonction automatisée pour tous les transports à caractère régulier interdisant toute double affectation erronée ou tout chevauchement horaire ou toute validation de la journée tant que tous les services n'ont pas été pourvus d'un autocar et de son conducteur. Ce logiciel gère également pour le personnel de conduite :

- les indisponibilités : congés payés, repos, formation ;
- les alertes temporelles : validité du permis de conduire, visite médicale, ...
- les indisponibilités « véhicules » pour entretien ou maintenance, visite techniques, accidents, etc.



Figure 3 : Image d'un graphique dans le logiciel ABC Planning

6.2 Maintenance

• ALX

ALX est un logiciel de gestion de l'entretien du parc de véhicules, ses consommations, son stock. Ce logiciel gère toutes les alertes nécessaires au bon fonctionnement du parc qu'elles soient à échéance temporelle (visite périodique service des mines, visite limiteur de vitesse ou tachygraphe, échange de bouteille d'air, etc...) ou kilométrique (déclenchement de tous les entretiens et contrôles du véhicule selon les paramètres qui ont été stipulés par notre service mécanique et les seuils d'alerte définis).

• ALX CARBURANTS :

C'est un logiciel gérant toute la distribution du carburant (gasole et additif « ad-blue ») par véhicule et par conducteur, nous renseignant sur les consommations de ces derniers et gérant les stocks avec déclenchement de l'alerte « réapprovisionnement » selon un plancher prédéterminé.

6.3 Transport à la Demande

Ce logiciel métier, développé comme celui de suivi des points d'arrêt par ASI, permet de gérer et d'optimiser l'organisation des courses et d'envoyer les réservations directement aux sous-traitants. Il est accessible pour les agents d'accueil lors des prises de commande, et par le service comptabilité pour le suivi de la facturation. Ce système permet l'envoi de confirmation de la réservation, y compris par SMS (option non activée pour le moment).

Développé depuis le 1^{er} trimestre 2015, il a été mis en service au 1^{er} semestre 2016.

Depuis septembre 2017 une option permet de comptabiliser le nombre de réservations faites pour chaque client et une alerte s'affiche lors de la 10^{ème} réservation. Ceci afin de prévenir le client qu'il lui reste la possibilité de faire 2 autres trajets jusqu'à la fin du mois.



Fig. 1 : Liste des arrêts répertoriés par communes - Ligne de Bédoin en exemple





Fig. 2 : Première étape dans la réalisation d'une réservation

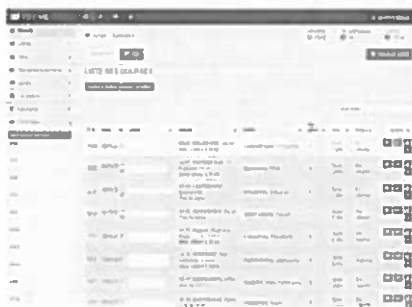


Fig. 3 : Liste des réservations du jour

6.4 Pré-paye

La prépaye est établie à partir du planning dont elle exploite un grand nombre d'informations sans nouvelle saisie.

AbcPrépaye permet une approche fine de la paye et des bilans d'activité mensuels et annuels. Le paramétrage est souple et permet de gérer tous les acteurs de l'entreprise.

AbcPrépaye permet aussi la gestion des activités annexes du personnel, comme la formation, les reconnaissances de services et l'ensemble des positions d'absences ; ces éléments, directement liés au planning journalier des conducteurs, viennent s'injecter par interface dans leurs données quotidiennes de prépaye pour les calculs des temps de travail.

AbcPrépaye disposant d'un système de compteur permet également le suivi précis des éléments variables envoyés vers la paie.

Par un système d'interface vers le logiciel PAGE, AbcPrépaye évite une ressaisie des données en générant une interface automatisée programmée pour insertion interfacée de l'ensemble des données utiles et indispensable au traitement des paies, données aussi indispensables à l'établissement du bulletin de paye et des données sociales.

Elle constitue une précieuse source pour les statistiques de réalisation et pour la qualité d'exploitation de l'entreprise.



Fig. 1 : Modèle de journée

6.5 Paye et comptabilité

Trans'Comat utilise le logiciel SAGE.

Ce logiciel permet d'effectuer :

- La comptabilité ;
- La gestion ;
- La paye des salariés de la société.

Le logiciel de paie a été adapté au passage à la DSN (Déclaration Sociale Nominative) phase 3 au mois de janvier 2017, permettant ainsi une mise en conformité complète et une comptabilité avec l'administration et les caisses de retraite et de prévoyance.

7. Inventaires A et B

7.1 Inventaire A

Les biens mis à disposition du délégataire par la CoVe sont les suivants :

- 168 poteaux d'arrêts et 47 abris bus, mis à disposition à titre gracieux.
- L'agence commerciale du PEM, partagée avec le délégataire des lignes Trans'Vaucluse, louée au délégataire pour un montant qui s'est élevé en 2017 à 6 720 € HT.

7.2 Inventaire B

- Matériel roulant :

Le parc utilisé par le délégataire se compose comme suit (sous-traitants compris) :

- 9 véhicules urbains de moyenne capacité (dont 1 de réserve), dont
 - o 4 midibus Heuliez GX 137 C
 - o 5 midibus Low Entry Crossway Iveco
- 5 minibus (dont 1 de réserve)
- 19 autocars standards (dont 3 de réserve) + potentiellement 2 véhicules complémentaires Trans'Vaucluse équipés en billettique
- 4 minicars (dont 1 de réserve)
- 7 véhicules légers pour le transport à la demande (dont 2 de réserve).

- Autres biens :

Le délégataire et ses sous-traitants fournissent les biens suivants :

- 1 siège social à Carpentras ;
- 1 dépôt situé à Carpentras, délégataire (depuis le 01/10/2016) ;
- 1 atelier de maintenance situé à Pernes les Fontaines (sous-traitant Voyages Arnaud - utilisation délégataire) ;
- 1 dépôt situé à Vaison-la-Romaine (sous-traitant Cars Lieutaud) ;
- 1 cuve à gasoil située sur chaque dépôt ;
- 1 station de lavage sur chaque dépôt ;
- Du matériel et outillage d'atelier nécessaire au bon entretien des véhicules ;
- Des salles de prise de service et de repos pour les conducteurs dans chaque dépôt ;
- Des locaux administratifs dans chaque société exploitante ;
- Des moyens informatiques dans chaque société exploitante ;

4 Moyens humains

- 1- Effectif de l'entreprise
- 2- Le Plan de Formation
- 3- Le climat social



4- Les moyens humains

1. Effectif de l'entreprise

1.1 Effectif d'ensemble et organigramme

Personnel salarié :

L'effectif de la société Trans'Comtat s'est établi en 2017 à 32 agents physiques et 29,85 agents ETC (équivalents temps complet), se répartissant comme suit :

- 22,91 conducteurs ETC (25 agents physiques au 31/12, 29 au total sur l'année), dont 2 en invalidité et 1 en absence accident de travail
- 3,31 agents d'exploitation (3 physiques au 31/12/2017, responsable, assistants, contrôleur)
- 3,13 agents d'accueil (4 physiques dont un agent en formation CIF)
- 0,5 agent de caisse

Personnel support mis à disposition :

- 1 président
- 1 responsable marketing et commercial (pour 50% de son temps)
- 1 assistante marketing
- 1 comptable gestionnaire de paye
- 1 agent de caisse (pour 50% de son temps)

Personnel de maintenance mis à disposition :

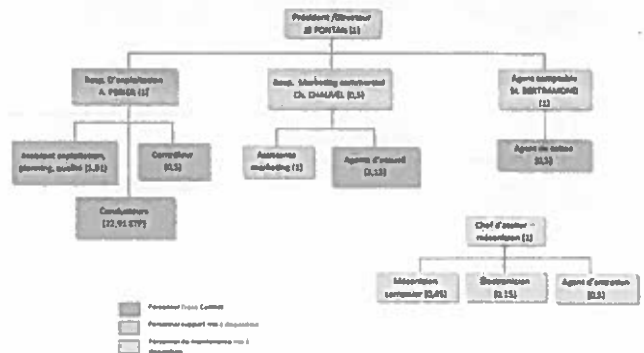
- 1 chef mécanicien, entièrement dédié au parc Trans'Comtat
- 1 mécanicien carrossier (à 45% de son temps)
- 1 électricien électronique (à 15% de son temps)
- 1 agent d'entretien (à 50% de son temps)

C'est donc au total 41 personnes physiques représentant 35,95 ETC qui ont contribué directement au fonctionnement du réseau.

Il y rajoute :

- L'assistance technique des services centraux de la holding ACE Investissement ;
- L'assistance de REUNIR Services, des Consultants DEIC, Franck Delol ;
- L'encadrement des sociétés sous-traitantes.

Organigramme fonctionnel effectif 2017



Acquies en PREFECTURE le 19/09/2013

1.2 Les conducteurs

29 conducteurs au total sont intervenus sur le réseau.

2 conducteurs sont en CDD, tous les autres sont en CDI

4 départs sont intervenus, 3 pour licenciement et 1 pour départ en retraite.

Tous les conducteurs ont des contrats à temps complet à l'exception de 4.

Au 31/12, 2 agents étaient en longue maladie (absence supérieure à 6 mois, invalidité depuis le 01/11/16) et 1 agent était en absence accident de travail.

L'effectif s'est établi en moyenne à 22,91 ETC (hors longues maladies).

TRANS'Comtat

NOM	Sexe	Effectif	Date de naissance	Age au 31/12/17	Date d'entrée	Antécédents au 31/12/17	Moyenne Ann. moyenne (en %)	Contrôle CP6/TP/TC/CDD	Date de sortie	Effectif ETC 2017	Nb heures par an
CAPRAN R1A1	M	200	09-09-1977	41,1	09-09-1977	12,3	34,0	IC	1	0,06	1027,00
CHOUVET R2A2	M	200	28-02-1977	40,4	02-02-2011	8,0	12,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A1	F	200	04-05-1969	48,5	04-05-1969	2,5	7,0	IC	25-12-2017	0,07	1040,00
CHOUVET R1A4	M	200	24-06-1964	53,2	24-06-2013	2,7	7,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A5	M	200	14-05-1969	48,0	04-07-1969	25,5	21,0	IC	1	0,03	1151,00
CHOUVET R1A6	F	200	08-07-1975	42,3	22-04-1999	10,7	17,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A7	M	200	18-05-1943	74,8	12-09-2017	1,7	10,0	IC	1	0,14	1120,00
CHOUVET R1A8	M	200	14-06-1974	44,4	22-05-2016	11,8	14,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A9	M	200	03-04-1960	57,7	05-11-2014	12,2	14,0	IC	1	1,00	1170,00
CHOUVET R1A10	M	200	28-07-1969	47,4	04-01-1999	20,0	17,0	IC	1	0,60	1140,00
CHOUVET R1A11	M	200	15-06-1970	47,4	04-06-2015	12,2	14,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A12	M	200	26-04-1964	53,7	11-05-2016	1,6	7,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A13	M	200	11-09-1954	63,4	21-01-2014	5,9	12,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A14	M	200	26-05-1950	67,6	07-04-2013	4,7	10,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A15	F	200	17-07-1969	48,4	05-06-2011	9,3	12,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A16	M	200	08-02-1960	57,8	12-06-2017	0,6	4,0	IC	1	0,13	1040,00
CHOUVET R1A17	M	200	24-04-1963	54,7	04-06-2014	2,2	12,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A18	M	200	22-01-1974	43,8	07-12-2015	2,1	7,0	IC	1	0,76	1120,00
CHOUVET R1A19	F	200	31-07-1966	50,5	05-11-2017	21,2	14,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A20	M	200	21-04-1970	47,4	24-03-2016	1,8	7,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A21	M	200	11-10-1973	44,2	20-05-2015	1,0	7,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A22	M	200	02-10-1981	36,2	12-02-2017	0,9	10,0	IC	1	0,06	1170,00
CHOUVET R1A23	M	200	11-12-1965	52,1	24-02-2017	7,3	12,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A24	M	200	14-09-1976	41,3	23-08-2017	12,4	12,0	IC	1	1,00	1040,00
CHOUVET R1A25	M	200	16-02-1974	43,7	03-10-2017	1,0	10,0	IC	1	0,04	1040,00
CHOUVET R1A26	M	200	07-04-1974	43,3	01-09-2016	1,3	7,0	IC	1	0,03	1040,00
CHOUVET R1A27	M	200	11-10-1968	49,2	15-11-2004	11,3	14,0	IC	1	0,04	1170,00
CHOUVET R1A28	M	200	12-12-1964	52,8	04-11-1997	23,8	14,0	IC	1	0,12	1120,00
CHOUVET R1A29	F	200	20-01-1963	54,9	04-01-1997	25,0	14,0	IC	1	0,04	1170,00
Age moyen				49,0		8,9	11,4				
Hors longue maladie											22,91

L'âge moyen des conducteurs s'établissait au 31/12/2017 à 49,6 ans, et l'ancienneté moyenne à 8,9 ans.

La part de l'effectif féminin était de 23%.

1.3 Le personnel de structure

Personnel d'exploitation :

Le service exploitation est placé sous la responsabilité de Madame Aline Perier. Elle est assistée dans sa mission par :

- M. G. Brulat et M. A. Degrange, assistants d'exploitation, en charge du planning des conducteurs et du suivi du parc, qui participent également au roulement de l'équipe d'encadrement permettant d'assurer la couverture complète du réseau sur son amplitude de fonctionnement et notamment l'ensemble des sorties et rentrées de conducteurs et des relèves.
- M. G. Cassel (démissionnaire au 30/06/2017), contrôleur, assermenté depuis le 03/02/2015, qui participe également à ce roulement et dont les missions sont par ailleurs les suivantes :
 - Contrôle fraude
 - Contrôle qualité
 - Accompagnement de courses scolaires
 - Surveillance des stationnements abusifs aux arrêts du réseau
 - Contrôle des correspondances (PEM, Terradou)
 - Relations avec les forces de l'ordre
 - Participation aux réunions et aux campus sécurité
 - Accompagnement des nouveaux conducteurs
- 2 conducteurs participent à l'ouverture et à la fermeture du dépôt

Personnel d'accueil :

L'équipe d'accueil a été complétée temporairement par Mme M. CALLOT (CDD de remplacement de Mme B. LOUKU, absente pour congé formation CIF).

Personnel commercial et marketing :

Le service marketing est placé sous la responsabilité de Madame Christelle CHAUVEL. Elle est assistée dans sa mission par :

- Mlle S. Truchet, assistante marketing, en charge de :
 - La réalisation et suivi du planning annuel des différentes actions à prévoir.
 - L'organisation des différentes actions terrain et manifestations
 - La conception et suivi des supports de communication pour les différentes campagnes
 - La conception et suivi des supports d'information clientèle (papiers & informatique)
 - Le développement et suivi du site internet
 - Le suivi de la qualité

Exemple de support de formation :

Chaque conducteur se voit remettre un « livret d'accueil et d'accompagnement » qui présente, au-delà de l'entreprise :

- Le rôle du conducteur en tant qu'acteur sur le réseau ;
- Les obligations légales du conducteur ;
- Les consignes de sécurité dans l'entreprise et sur le Réseau ;
- Les numéros d'urgences et la conduite à tenir en cas d'incident/accident ;
- Les contacts utiles ;

Pour la prise en main du matériel embarqué Billettique, tous les conducteurs nouveaux ou anciens disposent d'un document de support à l'utilisation, qui leur permet au quotidien de le consulter en cas de doute, ou d'oubli dans leur utilisation et pour contrôle des manipulations d'enregistrement.

Procédure Billettique

Sélection des courses :

DEPOT non pris de service au matin / TERMEUX au DEPOT

1. MISE EN ROUTE du voyageur

2. IDENTIFICATION du conducteur et du véhicule

3. PRISE DE SERVICE

4. PRISE DE SERVICE

Appuyer sur « 1 » (1 = 1 course)

Appuyer sur « 2 » (2 = 2 courses de service)

Choisir option ligne et valider le numéro de ligne correspondant à votre service.

Choisir le numéro de ligne « 1 » (1 = 1 ligne)

Appuyer l'écran et le système s'est mis à jour par les données vers le bus (il y a un lien à droite de l'écran).

Valider le choix de la course. Il peut y avoir un lien vers le lien « Valider ».

Affichage de l'heure et de la destination « Valider ».

Valider le billettique et appuyer sur l'écran.

5. FIN DE SERVICE au Terminal

Appuyer sur l'écran.

Choisir le lien de la course « Valider ».

Couleur vert « OK ».

Appuyer sur « 2 » (2 = 2 courses de service) ou appuyer sur le lien de retour de service à l'appareil correspondant à la destination de service.

DUPLICATE Appuyer sur « 2 » (2 = 2 courses de service) ou appuyer sur l'écran.

On donne le service directement le voyageur apparemment à la destination de service.

Appuyer sur « 2 » (2 = 2 courses de service).

6. EXTENSION du voyageur

Assurez-vous que le voyageur avec le bon numéro est à gauche et appuyer sur l'écran.

Appuyer sur « 2 » (2 = 2 courses de service) ou appuyer sur l'écran.

Appuyer sur « 2 » (2 = 2 courses de service) ou appuyer sur l'écran.

Appuyer sur « 2 » (2 = 2 courses de service) ou appuyer sur l'écran.

Figure 1.0 Page intérieure du document remis aux conducteurs servant de support à leur formation billettique.

2.2 Personnel d'encadrement exploitation

Le personnel d'exploitation a bénéficié d'une formation régulière sur les outils métier, en fonction des besoins et de l'évolution de ces outils :

- Compléments de formation à la maîtrise des logiciels d'exploitation utilisés par l'entreprise : ABC planning, Prépaie, Excel,
- Compléments de formation à l'utilisation des matériels embarqués : Billettique, SAEIV, vidéosurveillance.

Au cours de l'année 2017, Mr Brulat Gérard, a quitté son poste d'assistant exploitation, à sa demande, pour occuper successivement les postes de contrôleur (Armois) puis de conducteur. Il a été remplacé par Mr. Alexis Degrange. Ce dernier a reçu une formation complète, Transport en commun permis D, FCO et formation interne sur l'ensemble des outils d'exploitation.

FORM PERSONNEL Exploitation 2017 (en heures)			
Catégorie	formation	Dates	Durée
Agent 1	PMR	févr-17	7
Agent 1	Gestion des conflits	déc-17	7
Agent 1	Logiciel exploitation et métier	mai-17	147
TOTAL HEURES			161

2.3 Personnel commercial

En 2017, le personnel du PEM (3 agents d'accueil) a bénéficié d'une formation PMR ayant pour objectif la gestion de l'espace de circulation et l'accueil des personnes à Mobilité Réduite au sein des locaux du pôle d'échange Multimodal, pour un total de 21 heures.

PMR PERSONNEL ACCUEIL 2017			
Catégorie	formation	Dates	Durée
Agent 1	PMR	12-12-2017	7
Agent 2	PMR	13-12-2017	7
Agent 3	PMR	14-12-2017	7
TOTAL HEURES			21

2.4 Personnel de maintenance

Le personnel de maintenance en charge de l'entretien du parc d'autobus de Trans'Comtat a continué à bénéficier des formations techniques assurées par les constructeurs, qui sont régulièrement actualisées.

2.5 Programme 2018 - 2019

Le plan de formation de 2018 et 2019 se poursuivra sur les modules suivants, conformément aux engagements pris :

- conduite rationnelle ;
- prévention et gestion des conflits ;
- relation commerciale avec les usagers.

3. Le climat social

Un accompagnement de proximité, au quotidien de l'ensemble de l'équipe de conduite aura permis cette année encore de maintenir un climat social calme.

- La présence d'une équipe d'encadrement dotée des connaissances métier et d'un management approprié ;
- Une formation du personnel de conduite suivie et adaptée à la sécurité et à l'apprentissage continue ;
- Un accompagnement approprié pour une meilleure intégration et formation des nouveaux entrants ;
- Une équipe de maintenance dont l'implication au maintien en état irréprochable du matériel roulant ;
- Un service marketing dynamique ;

Grâce à la synergie des efforts que tous ont mis en œuvre, devant les nécessités d'adaptation de l'entreprise dans son intégralité, aux remaniements des services, à l'adaptation aux évolutions du réseau, et au maintien de la qualité au service de la clientèle, l'année 2017 se sera déroulée comme les précédentes dans un climat social stable.

5 Qualité de service et environnement

- 1- La Qualité
- 2- La politique environnementale



CO₂

5 Qualité de service et environnement

1. La qualité

1.1 Les procédures de contrôle en amont

Afin de garantir une qualité de service optimale, Trans'Comtat a mis en place un ensemble de procédures visant à en fiabiliser les conditions d'exécution :

- Présence physique au dépôt du personnel d'exploitation assurant le suivi du mouvement sur l'ensemble de l'amplitude horaire des services, 6 jours sur 7, entre 5h et 21h ;
- Astreinte téléphonique assurée H24 ;
- Intervention immédiate sur le réseau pour toute problématique mécanique ou technique, ou en cas d'accident ;
- Présence physique au dépôt sur l'ensemble de l'amplitude de fonctionnement du réseau assurée par un roulement par 5 agents qui couvrent systématiquement les prises de service du matin, les relèves de mi-journée et les rentrées du soir :
 - o le responsable d'exploitation ;
 - o son assistant ;
 - o le contrôleur ;
 - o 2 conducteurs référents, qui assurent par ailleurs, sur leurs services, le lavage et le nettoyage complet de l'ensemble des véhicules du parc Trans'Comtat.

Ce dispositif permet d'éviter tout retard et de pallier toute éventuelle absence (décalage de services si retard, remplacement du conducteur défaillant par l'agent d'exploitation en poste si absence)

Les contrôles suivants sont par ailleurs systématiquement effectués à chaque prise et le cas échéant fin de service :

- Pour les véhicules
 - o Contrôle de l'état intérieur et extérieur du véhicule au départ du service et au retour du service ; relevé sur feuille de prise en compte du véhicule,
 - o Contrôle quotidien des niveaux, pleins et voyants indicateurs de bon fonctionnement,
 - o Contrôle du bon fonctionnement du matériel embarqué et capacité d'intervention technique.
- Pour les agents
 - o Contrôle de ponctualité,
 - o Contrôle du port de la tenue agent,
 - o Suivi des relèves en ligne,
 - o Contrôle de suivi des procédures de service.

1.2 Le personnel de conduite

• La tenue du conducteur

Le personnel de conduite concourt activement à la qualité du service rendu.

- Par le respect des procédures de travail ;
- Par la qualité de son comportement commercial avec la clientèle ;
- Par ses remontées d'information : difficultés, incidents, évolution des temps de parcours, défauts d'affichage aux points d'arrêt, suggestions des usagers, signalements relatifs aux véhicules ;

Il dispose, sur ce dernier volet, d'une fiche de remontée d'information qu'il doit renseigner pour chacun de ses services :

Nom	Date	Heure	Service	Véhicule
<input type="checkbox"/> Urbain <input type="checkbox"/> Périurbain				
Tableau d'affichage aux points d'arrêt : <input type="checkbox"/> Horaires <input type="checkbox"/> Avoirs de services <input type="checkbox"/> N° de ligne <input type="checkbox"/> Autres :				
Point d'arrêt : <input type="checkbox"/> Tableau d'affichage dans le bus : <input type="checkbox"/> Identification des horaires du circuit <input type="checkbox"/> Horaires du - note d'informations <input type="checkbox"/> Plan de ligne réseau du - note d'informations <input type="checkbox"/> Version actualisée, objets techniques <input type="checkbox"/> Informations 10-15-20-30 <input type="checkbox"/> Autres :				
Absence de document dans le bus : <input type="checkbox"/> Petites notes <input type="checkbox"/> Toilets <input type="checkbox"/> Autres :				
Absence de matériel : <input type="checkbox"/> Au départ <input type="checkbox"/> A l'arrivée				
<input type="checkbox"/> Fenêtrage défectueux <input type="checkbox"/> Pannes véhicules <input type="checkbox"/> Erreur de itinéraire <input type="checkbox"/> Contrôle routier				
<input type="checkbox"/> Erreur lieu de prise en charge (T)				
<input type="checkbox"/> Bouchons - capot				
<input type="checkbox"/> Autres :				
Prévisions :				
Point d'arrêt non desservi et non signalé :				
Prévisions :				
Absence de nettoyage (réseau sale) : <input type="checkbox"/> Intérieur <input type="checkbox"/> Extérieur				
Prévisions :				
Intégration véhicule : <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Accélérateur <input type="checkbox"/> Frein <input type="checkbox"/> Boîte				
Prévisions : <input type="checkbox"/> Adhère ou <input type="checkbox"/> Cassé				
Anomalies de fonctionnement : <input type="checkbox"/> Chauffage <input type="checkbox"/> Climatisation <input type="checkbox"/> Ventilation <input type="checkbox"/> Éclairage				
Prévisions : <input type="checkbox"/> Fonctionne mal ou <input type="checkbox"/> Ne fonctionne plus				
Autres :				
Signature du rédacteur				

1.3 Le contrôle terrain

L'équipe d'exploitation, par l'intermédiaire du contrôleur assermenté, est présente sur le terrain pour assurer le contrôle du service en conditions réelles d'exploitation.

Sont notamment contrôlés :

- La propreté des véhicules, extérieure et intérieure ;
- Contrôle de la présence des documents de bord ;
- Signalisation : affichages, annonces visuelles et sonores ;
- La ponctualité de passage aux arrêts ;
- Le comportement et la qualité de conduite des agents ;
- Les passagers : contrôles des titres, comportements, discipline ;
- La conformité des points d'arrêt (affichage, état, mise à jour...).

• Contrôle à bord

- Contrôle de la qualité de conduite des conducteurs et de la vérification de la bonne installation des passagers à bord avant le démarrage du véhicule,
- Contrôle du respect des itinéraires et des horaires,
- Vérification du port de la tenue, de la bonne délivrance des tickets gratuits, du bon enregistrement des comptages (cartes scolaires, correspondances, abonnements), du respect des emplacements à Terradou, au Pôle Santé et au PEM (sous-traitants), des consignes de prudence lors des dessertes scolaires,
- Vérification du port de la ceinture (autocars périurbains), de la connaissance des consignes de sécurité, surveillance de l'usage du téléphone et du respect du code de la route,
- Remarques systématiques aux conducteurs (trices) en cas de manquement, remontée de l'information à la hiérarchie,

• Contrôles ponctualité

2181 contrôles de ponctualité ont été effectués sur l'année. 94,7% des courses étaient à l'heure, soit une progression de 1,7 point par rapport à 2016

• La tenue conducteur

La tenue professionnelle du personnel de conduite, reprenant le logotype du réseau, constituée de la chemise, cravate ou foulard et gilets, est remise par l'entreprise, et son renouvellement est assuré périodiquement en période d'hiver et estivale

En 2017, la tenue a été complétée par la remise, pour la période d'hiver, d'une parka coupe vent et d'une écharpe reprenant également le logo du Réseau

La tenue du conducteur confirme son appartenance à l'entreprise, véhiculant une image professionnelle sérieuse et engageante auprès de la clientèle sur le réseau lors de la réalisation du service.



PLATE

SUIVI DES CONTROLES MENSUELS

	NS CONTRÔLES PRÉVUS	NS CONTRÔLES RÉALISÉS	ECART	ns écarts Retard à 5 mois	ns écarts en Avance sur horizon ns terminals	ns écarts à l'heure	TOTAL
Janvier	111	217	106	6	5	208	217
Février	101	201	100	4	1	198	205
Mars	106	219	113	14	4	201	219
Avril	96	202	106	12	1	189	201
Mai	100	206	106	3	6	196	206
Juin	117	200	83	7	1	192	200
Juillet	78	199	121	0	0	0	0
Août	71	199	128	0	0	0	0
Septembre	112	284	172	18	7	264	284
Octobre	108	226	120	6	2	219	226
Novembre	115	227	114	10	1	214	227
Décembre	101	191	94	6	1	186	195
TOTAL	1217	2381	964	81	34	2066	2381

On note, pour les 5,27% restants, principalement des retards, en général inférieurs à 5 minutes, mais également quelques passages en avance, principalement sur des parties terminales de course en heures creuses ou de frange.

- Relations extérieures

Le contrôleur participe aux réunions organisées par l'Autorité Organisatrice en ce qui concerne la sécurité des passagers et celle en particulier des enfants transportés.

Il est en relation avec les chefs des établissements pour ceux desservis par le réseau, et accompagné du service transports de la Cove gère les difficultés relationnelles qui peuvent être rencontrées à bord de nos véhicules ou sur le réseau

Le dialogue est privilégié avec tous les usagers.

Il est en relation avec les forces de l'ordre si nécessaire
Présent avec les associations de quartiers, il fait le lien avec les parents d'élèves qui parfois soulèvent des problématiques, en assurant un retour au service exploration.

Des réunions sont fréquemment organisées avec les parents d'élèves, l'autorité organisatrice, le service exploitation et le contrôleur.

Enfin, il assure le lien avec les contrôleurs de nos sous-traitants effectuant des services sur le réseau, et les accompagne en cas de besoins liés au service.

• Reclamations

Le contrôleur est rendu destinataire de toutes les réclamations.

Au plus près de l'événement, il s'assure des faits rapportés, assure la remontée d'information au service exploitation, qui apporte une réponse aux clients.

- prend également en charge les réclamations relatives aux sous-traitants, en relation avec eux

- Proctos verbaue

Le contrôleur est assermenté pour constater des infractions au règlement intérieur des transports sur les services du réseau et de ses infrastructures (Pôle d'échanges Multimodal).

- Video Live/Dance

- Le contrôleur est susceptible d'utiliser la vidéo surveillance à bord des bus,
- Les enregistrements peuvent être visionnés en cas de besoin ;
- Le contrôleur est mandaté pour répondre aux éventuelles réquisitions des forces de l'ordre relatives aux enregistrements embarqués ;

- Mise en place d'annonces sonores préenregistrées

Nous avons procédé, en lien avec le système d'annonces sonores du SAESV, au pré enregistrement de messages de prévention pouvant être activés à bord par le conducteur à chaque fois qu'il est nécessaire et adapté aux situations en cours de service.

Ces messages sont les suivants

- ✓ « Merci de ne pas stationner à proximité des portes »
- ✓ « Merci de penser à vérifier que vous n'avez rien oublié à bord ou dans la soute »
- ✓ « Merci de prendre place dès votre montée, et pour les usagers restant debout, pensez à utiliser les barres de maintien »
- ✓ « Pour le confort de tous, merci d'utiliser votre téléphone avec discrétion et modération »

1.4 Les incidents

- Accidents

6 accidents sont à signaler sur l'année 2017, soit 1 pour 103046 kilomètres.

- 2 de ces accidents ont été considérés comme responsables à 100% ;
- 1 avec une responsabilité engagée à 50% ;
- 3 accidents sans responsabilité.

2 de ces accidents ont occasionné des dommages corporels légers à un tiers, transporté ou à bord d'un autre véhicule.

[illegible]

- Autres formations

Il n'y a pas eu en 2017 d'aléas climatique ayant entraîné la suppression de la circulation des transports en commun partielle ou totale

- Travaux et déviations

Liste des principaux travaux et déviations sur le réseau en 2017

[illegible]

Account en PREFECTURE le 19/09/2018



Liste des pannes en ligne sur l'année 2017

RÉCAPITULATIF PANNES EN LIGNE 2017

Année	Date	Ligne	Type de panne	Type de véhicule	Flotte	Chiffre	Intervention	Etat	Détail intervention
2006	05-05-2007	A	Panne démarrage	Chevy	16	16	16	16	Remplacement de batterie en ligne
2006	15-05-2007	C	Panne démarrage	Chevy	1E	0	0	0	Diagnostic effectué sans succès. Panne temporaire. 16 Rem.
2006	25-05-2007	A	Panne démarrage	Bmw	0	0	0	0	Remplacement de batterie en ligne
2006	05-06-2007	B	Maladie pneus	Chevy	13	0	0	0	As expert et expert
2006	15-06-2007	B	Panne moteur	Mercedes	20	13	13	13	Remplacement de batterie par une 40 Ah. Déclaté par le constructeur
2006	26-06-2007	C	Panne batterie	Chevy	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	17-06-2007	C	Panne batterie	Chevy	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	21-06-2007	C	Panne batterie	Chevy	20	20	20	20	Remplacement de batterie en ligne
2006	23-06-2007	C	Problème de démarrage	Chevy	8	8	8	8	Remplacement de batterie en ligne
2006	25-06-2007	C	Problème de démarrage	Mercedes	15	15	15	15	Remplacement de batterie en ligne
2006	26-06-2007	B	Problème de démarrage	Chevy	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	26-06-2007	B	Problème de démarrage	Chevy	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	15-05-2007	C	Problème de démarrage	Chevy	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	05-05-2007	C	Problème de démarrage	Chevy	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	13-05-2007	C	Problème de démarrage	Chevy	8	8	8	8	Remplacement de batterie en ligne
2006	05-05-2007	C	Panne démarrage	Chevy	1E	6	6	6	Remplacement de batterie en ligne
2006	24-05-2007	C	Panne démarrage	Porsche 911 Carrera	1	1	1	1	Remplacement de batterie en ligne
2006	26-05-2007	B	Vitesse insuffisante	Mercedes	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	16-05-2007	A	Problème de pompe à eau	Chevy	0	0	0	0	As expert et expert. Problème réglé et résolu.
2006	16-05-2007	B	Vitesse insuffisante	Chevy	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	15-05-2007	B	Vitesse insuffisante	Chevy	1E	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	20-05-2007	A	Problème de pompe à eau	Mercedes	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne
2006	16-05-2007	C	Problème de pompe à eau	Mercedes	10	10	10	10	Remplacement de batterie en ligne

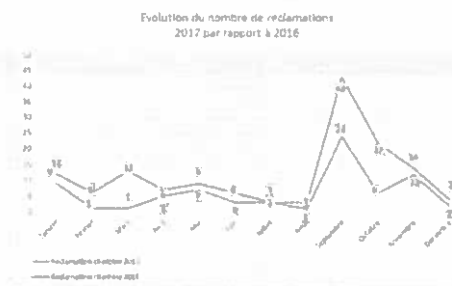
[illegible]

Adopté en PREFECTURE le 19/09/2018

15 Les réclamations

L'année 2017 a connu une évolution des réclamations de l'ordre de 68% par rapport à 2016, soit 142 réclamations contre 74 mais reste bien en deçà de 2015 (213 réclamations annuelles).

Comme le montre le graphique ci-dessous, cette augmentation est essentiellement liée à la restructuration du réseau mise en place en septembre 2017.

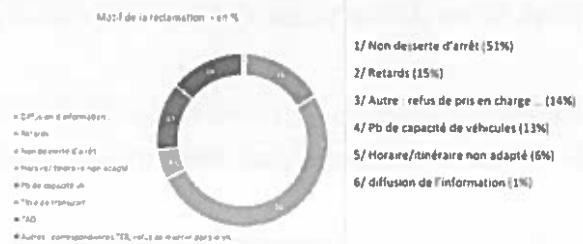


La répartition des réclamations a évolué depuis 2016, elle est en augmentation sur les lignes périurbaines (60% en 2017 contre 54% en 2016).

Repartition des réclamations
par type d'activité en %



Concernant la répartition des motifs de réclamations, le classement par ordre décroissant est le suivant :



La répartition des motifs de réclamation reflète bien l'activité que nous avons connue sur le réseau en 2017

En effet, avec le développement de l'habitat dans certaines zones, il a fallu d'une part adapter les capacités de nos véhicules (essentiellement sur la ligne B avec le Castellas et sur la ligne L dans le secteur de Bedon arrêt des Treilles), et d'autre part revoir les répartitions dans les véhicules (notamment à la rentrée de septembre avec les modifications de service apportées par la restructuration (lignes I et L).

Enfin, le motif 5 Horaire/séjouraire non adapté est ressorti essentiellement aux mois de septembre et octobre lors de la restructuration du réseau, les clients n'ayant pas encore repris leurs habitudes d'utilisation des services à cette période.

6- La relation avec la clientèle

1.2 La gamme tarifaire au 1^{er} septembre 2017

1. Les tarifs et leur évolution

1.1 La gamme tarifaire au 1^{er} janvier 2017

Les modifications de tarif sont appliquées au 1^{er} septembre de chaque année. Ainsi au 1^{er} janvier 2017, la gamme tarifaire était la suivante (inchangée par rapport à septembre 2016)

Info Transport Gamme Tarifaire
Applicable au 1^{er} Septembre 2016

TITRES DESERVOIR

- Ticket Unitaire**: 1,00 €
- Ticket Unitaire TAB**: 0,40 €
- Carton de 10 tickets**: 8,00 €
- Navettes Urbaines**: 2,00 €

TITRES SCOLAIRES / STUDENTS

- Abonnement Mensuel Jeune**: 10,00 €
- Abonnement Combiné Mensuel Jeune**: 21,00 € / 22,00 €
- Abonnement Annuel Jeune**: 120,00 €
- Abonnement Combiné Annuel Jeune**: 23,00 € / 22,00 €
- Abonnement Annuel Adulte**: 130,00 €

TITRES REGULARIS

- Abonnement Mensuel**: 22,00 €
- Abonnement Combiné Mensuel**: 21,00 € / 22,00 €
- Abonnement Annuel**: 150,00 €
- Abonnement Combiné Annuel**: 21,00 € / 22,00 €
- Abonnement Annuel Adulte**: 150,00 €

TITRES Covoiturage

- Abonnement Combiné Annuel**: 21,00 € / 22,00 €
- Abonnement Annuel Adulte**: 150,00 €

CoVe

La délibération du Conseil Communautaire de la Cove du 19 juin 2017 fait état des modifications tarifaires suivantes :

- Abonnement annuel scolaire : passe de 100 € à 110 € avec une ouverture de l'utilisation valable les mercredis et samedis en période scolaire. Titre valable pour un nombre de déplacement illimité sur la période scolaire uniquement. Décision applicable dès le 20/06/2017
- Modification de la part TransVauchuse sur les abonnements combinés : pas de modification de la part TransCove. Décision applicable sur les abonnements à vendre pour septembre 2018.
- Ticket Unitaire TAD : passe de 2€ à 4€ avec mise en place d'un règlement de fonctionnement du TAD :
 - L'usage mensuel est limité à 12 trajets mensuels par personne,
 - L'annulation d'un trajet est possible au minimum 48h avant la course,
 - Possibilité de rader le client (durant 3 mois) s'il ne se présente pas au départ de la course (2 absences en 3 mois).
 Décisions applicables au 1^{er} septembre 2017

2. Fréquentation et recettes

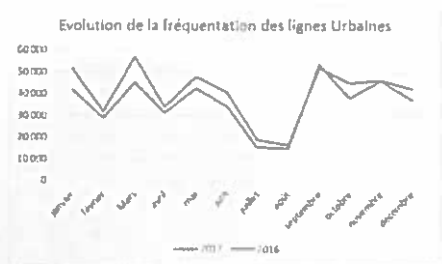
- Fréquentation des lignes régulières et scolaires

Sur l'année 2017, la fréquentation totale du réseau s'élève à 953 125 voyages (incluant les navettes spéciales pour 5 832 voyages).

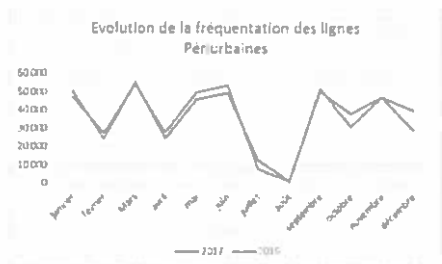
Soit une fréquentation de 947 293 voyages (hors navettes spéciales), supérieure de 8% à celle de 2016 (876 844 voyages).

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000	3001	3002	3003	3004	3005	3006	3007	3008	3009	3010	3011	3012	3013	3014	3015	3016	3017	3018	3019	3020	3021	3022	3023	3024	3025	3026	3027	3028	3029	3030	3031	3032	3033	3034	3035	3036	3037	3038	3039	3040	3041	3042	3043	3044	3045	3046	3047	3048	3049	3050	3051	3052	3053	3054	3055	3056	3057	3058	3059	3060	3061	3062	3063	3064	3065	3066	3067	3068	3069	3070	3071	3072	3073	3074	3075	3076	3077	3078	3079	3080	3081	3082	3083	3084	3085	3086	3087	3088	3089	3090	3091	3092	3093	3094	3095	3096	3097	3098	3099	3100	3101	3102	3103	3104	3105	3106	3107	3108	3109	3110	3111	3112	3113	3114	3115	3116	3117	3118	3119	3120	3121	3122	3123	3124	3125	3126	3127	3128	3129	3130	3131	3132	3133	3134	3135	3136	3137	3138	3139	3140	3141	3142	3143	3144	3145	3146	3147	3148	3149	3150	3151	3152	3153	3154	3155	3156	3157	3158	3159	3160	3161	3162	3163	3164	3165	3166	3167	3168	3169	3170	3171	3172	3173	3174	3175	3176	3177	3178	3179	3180	3181	3182	3183	3184	3185	3186	3187	3188	3189	3190	3191	3192	3193	3194	3195	3196	3197	3198	3199	3200	3201	3202	3203	3204	3205	3206	3207	3208	3209	3210	32
--	--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	----

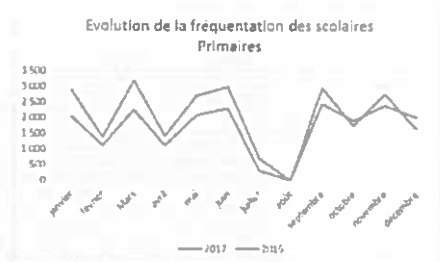
La fréquentation des lignes urbaines a progressé de près de 13% en 2017 par rapport à 2016, avec 484 172 voyages contre 429 203 en 2016.



La fréquentation des lignes périurbaines a progressé de 2,75% en 2017 par rapport à 2016, avec 439 061 voyages contre 427 312 en 2016. Le nombre de jours scolaires annuels théorique étant le même d'une année sur l'autre (175 jours), cette augmentation est essentiellement due au nombre de cartes scolaires supplémentaires vendues en 2017.

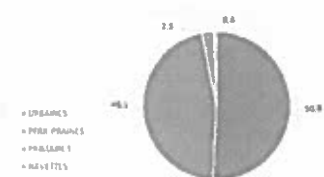


Le constat est le même sur les services scolaires primaires, avec une augmentation de 18,35% voyages en 2017.



• Fréquentation par ligne et groupe de lignes

Fréquentation 2017 par groupe de lignes - en %



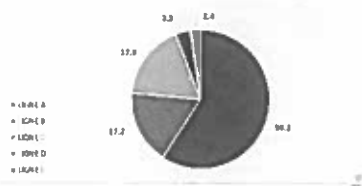
Avec une hausse de 2,1 point en 2017, les lignes Urbaines représentent 50,8% de la fréquentation contre 48,7% en 2016, soit une légère hausse de la part de ces lignes au détriment des lignes périurbaines (46,1% en 2017 contre 48,5% en 2016).

• Fréquentation des lignes urbaines

La part des lignes A, B et E reste sensiblement identique en 2017 à celle de 2016, seule la ligne D ayant évolué en 2017 au détriment de la ligne C.

Ce transfert de clientèle est lié à la modification de l'itinéraire de la ligne D depuis le mois de septembre 2017.

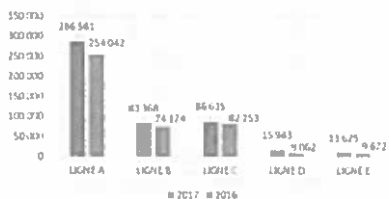
Répartition de la fréquentation urbaines 2017 - en %



La ligne D présente toujours le plus fort taux de progression (+76% par rapport à 2016) en raison de la déserte du collège Daudet en complément de la ligne C.

La fréquentation de la ligne E augmente de 20% par rapport à 2016, les actions de communication mises en place en 2016 et relayées depuis par nos partenaires semblent toujours porter leurs fruits.

Evolution de la fréquentation des lignes urbaines 2017



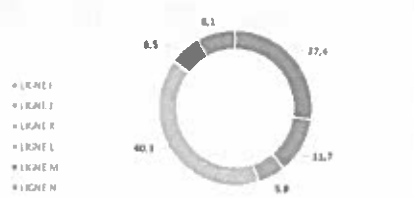
• Fréquentation des lignes périurbaines

La structure de la fréquentation 2017 reste sensiblement la même qu'en 2016.

Les lignes I (Sarrians), J (Gugondas) et L (Bedon) représentent 79,4% de la fréquentation totale des services périurbains contre 78,4% en 2016.

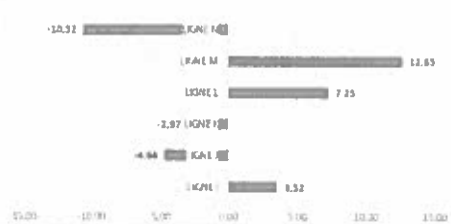
La ligne M (Flassan) est légèrement en hausse (0,6 point) au détriment de celle de St Didier/Venasque (ligne N).

Répartition de la fréquentation des lignes périurbaines 2017



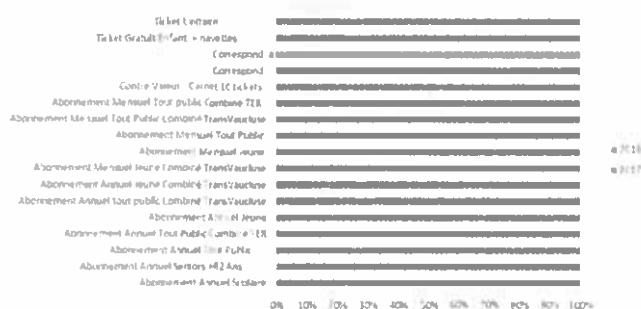
En 2017, les évolutions de fréquentation les plus marquées sont celles des lignes M (Flassan), L (Bedon) et I (Sarrians).

Evolution de la fréquentation des lignes 2017 // 2016



La répartition de la fréquentation par titre reste sensiblement la même en 2017 qu'en 2016 sur l'ensemble des titres sauf pour les abonnements annuels et titres combinés.

Evolution de la fréquentation par type de titre - 2017 // 2016



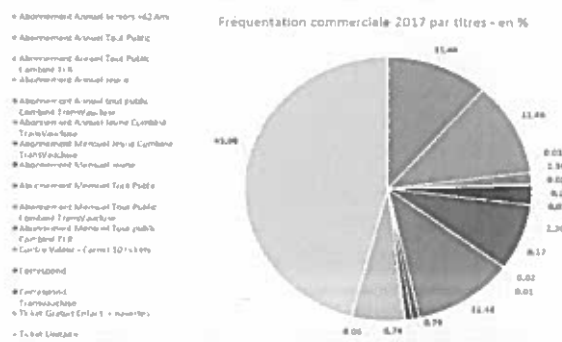
Les abonnés scolaires représentent toujours environ 70% de la fréquentation, et les titres occasionnels (Tickets unitaires + carnets 10V) 16%.

Les abonnés seniors sont de plus en plus nombreux à utiliser le réseau, représentant une part de 3,2% en 2017 contre 2,3% en 2016.

Les titres en plus forte progression sont les abonnements annuels jeunes (+ 141,8%), les abonnements annuels jeunes combinés TransVaucluse (+ 153,5%) et les mensuels tout publics combinés TER (+ 150%).

- **Fréquentation commerciale par titre :**

Fréquentation commerciale 2017 par titres - en %



Le ticket unitaire représente 45,9% de la fréquentation commerciale (44,4% en 2016). La part des tickets, en y adjoignant ceux en carnets est de 57,3% contre 54,8% en 2016, soit une progression de 2,5%.

La part des abonnements est de 35,1% contre 37,5% en 2016. La fréquentation des abonnements tout public s'élève à 19,7% en 2017 contre 26,4% en 2016, soit une diminution de 6,7 points. Celle des abonnements jeunes s'élève à 3,8% contre 0,7% en 2016, soit une progression de 3,1.

Enfin, la part des seniors est de 11,5% en 2017 contre 8,1% en 2016, soit une hausse de 3,4 points sur 2017.

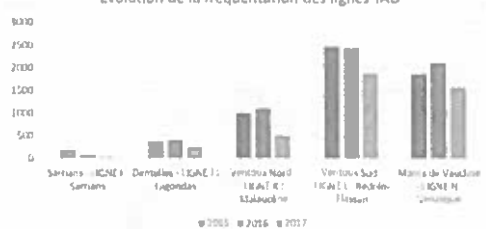
Evolution 2017/2016

Les titres combinés TER et TransVaucluse connaissent une évolution significative depuis cette année. La communication initiée sur ces titres depuis plusieurs années commence enfin à porter ses fruits.

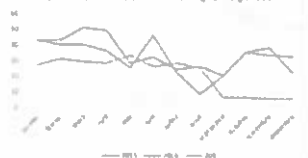
Les titres dits occasionnels (tickets unitaires et carnets de 10) sont toujours en progression, et ce malgré des tarifs attractifs sur les abonnements mensuels et annuels.

- Fréquentation du transport à la demande

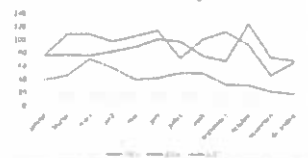
Evolution de la fréquentation des lignes TAD



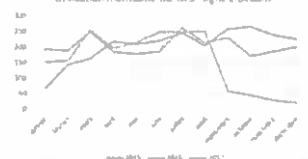
Utilisation mensuelle du TAO ligne IG goudas



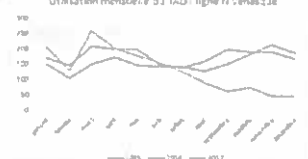
Utilisation mensuelle du TAD: 1,9% à 9,4% au cours



Utilisation mensuelle du TAD : 39,6 et 36,6 ans



validation mensuelle d'1120 lignes filaires et 16



Évolution des recettes

- Ventes de titres et comparatif au budget prévisionnel

Ventes de titres	réalisé 2016	réalisé 2017	Ecart	prévu 2017	Ecart
Ticket unité	112 719	121 514	7,8%	96 513	25,9%
Cartet de 10 tard normal	3 063	3 410	11,3%	3 809	-10,5%
Abonnement mensuel tout public	342	356	4,1%	806	-55,8%
Abonnement annuel tout public	76	59	-27,4%	161	-64,2%
Abonnement mensuel étudiants	180	270	28,9%	1 200	-77,5%
Abonnement annuel interne	0	0	-	6	100,0%
Abonnement annuel scolaire	1 848	1 993	4,5%	1 750	10,3%
Abonnement annuel jeunes 26ans	66	117	76,7%	-	-
Abonnement combiné mensuels jeunes	16	19	18,8%	-	-
Abonnement combiné mensuels tout public	5	16	220,0%	-	-
Abonnement combiné Annuel jeunes	8	7	-10,0%	-	-
Abonnement combiné Annuel tout public	0	0	-	-	-
Abonnement combiné Zoo mensuel	1	6	500,0%	-	-
Abonnement combiné Zoo annuel	0	1	100,0%	-	-
Catex Service	538	513	-5,9%	688	-24,3%

- [Recettes par titre](#)

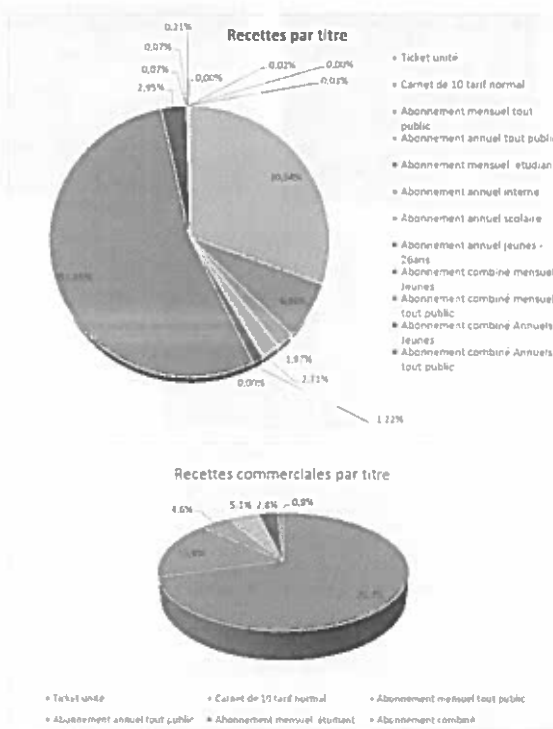
Récapitulatif TTC	réalisé 2016	réalisé 2017	Ecart	prévu 2017	Ecart
Ticket unité	112 719	121 514	7,8%	96 919	25,9%
Cartier de 10 tarf normal	24 564	27 280	11,1%	30 472	-10,1%
Abonnement mensuel tout public	7 514	7 819	4,1%	17 714	-55,8%
Abonnement annuel tout public	11 643	8 768	-21,2%	24 787	-64,5%
Abonnement mensuel étudiants	6 840	8 400	-18,9%	21 640	-77,5%
Abonnement annuel université	0	0	-	452	-100,0%
Abonnement annuel scolaire	193 350	214 273	10,8%	175 000	22,4%
Abonnement annuel jeunes 16ans	3 500	11 750	254,1%	-	-
Abonnement combiné mensuels jeunes	214	266	18,8%	-	-
Abonnement combiné mensuels tout public	82	288	251,2%	-	-
Abonnement combiné Annuel jeunes	336	844	152,4%	-	-
Abonnement combiné Annuel tout public	0	0	-	-	-
Abonnement combiné 2ou mensuel	16	96	500,0%	-	-
Abonnement combiné 2ou annuel	0	101	-	-	-
Cartes bar	-	-	-	-	-
Totaux	560 158	693 295	10,4%	566 573	8,5%

Les recettes 2017 ont été supérieures de 10,4% à celles de 2016 et de 8,5% à la prévision contractuelle.

Les recettes de ticket à l'unité ont continué à progresser (+ 7,8% par rapport à 2016) et se situent à un niveau de 25,9% au-dessus de la prévision initiale. Les carnets (+ 11,3%) et les abonnements mensuels (+ 4,1%) ont également progressé en 2017, de même que les abonnements annuels scolaires (+ 4,5%).

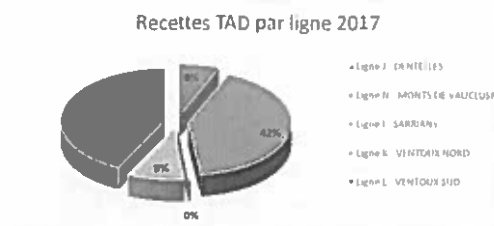
La part de l'abonnement Jeune – de 26 ans créé en 2016 représente 2,95% des recettes. Le nombre d'abonnement vendu a progressé de 76,7 entre 2016 et 2017

La part des titres combinés (Trans'Vaucluse, TEA) demeure marginale et inchangée à 0,4%.



Recettes du transport à la demande : Les recettes du transport à la demande se sont élevées sur l'année 2017 à 8 374€ TTC, soit 7 613€ HT (pour une prévision à 8 694 €).

La répartition de ces recettes par ligne s'établit comme suit :



Les lignes N (Monts de Vaucluse) et L/M (Ventoux Sud) représentent 84 % des recettes totales (contre 79% en 2016).

10,6% des personnes transportées voyagent gratuitement avec la carte senior. Ils n'étaient que 9,6% en 2016. Les titres unitaires à 4€ ne représentent que 10,1 % des recettes dans la mesure où ils n'ont été mis en place qu'à partir de septembre 2017.



Les compensations tarifaires pour l'année 2016 se sont élevées à 379 040,64 € HT, soit le niveau plafond fixé à 3% au-dessus de la prévision contractuelle de 366 946,62 € HT révisée à 368 000,62 € HT (régularisation de 1054 € HT au titre de l'évolution de la structure tarifaire et des titres combinés).

Le montant qui aurait résulté de l'application directe des montants par titre, sans limitation, aurait été de 402 941,73 €, soit un écart de 23 901 € par rapport au plafond révisé.

	compensat HT par titre	Cumul à fin décembre			
		prévu	réalisé	écart	variations
Titres à vue		Quantité	Montant	Quantité	Montant
Ticket unité	0.35	96 631	33 786.41	121 514	42 529.90
Carnet de 10 voyages	3.75	3 805	14 283.41	3 410	12 787.50
Abt mensuel tout public	14.00	606	11 285.71	356	4 984.00
Abt annuel tout public	140.00	165	23 134.81	703	8 701.67
Abt mensuel scolaire étudiant	14.00	1 200	16 800.00	275	3 760.00
Abt annuel interne	40.00	6	240.00	0	0.00
Abt annuel scolaire	130.00	1 750	22 750.00	2 339	280 996.90
Abt annuel Jeunes -20 ans	140.00	0	0.00	477	5 665.00
Total titres à vue payants		186 369	327 620.23	129 061	368 944.67
Titres combinés Mensuel Jeunes VAC	16.00	0	0.00	16	304.00
Titres combinés Mensuel E public VAC	16.00	0	0.00	16	96.00
Titres combinés Annuel Jeunes VAC	160.00	0	0.00	96	1 536.00
Titres combinés Annuel TT public VAC	160.00	0	0.00	0	0.00
Total titres combinés		0	0.00	139	1 616.00
Titres combinés Zeu mensuel	17.00	0	0.00	6	102.00
Titres combinés Zeu annuel	160.00	0	0.00	7	112.00
Total titres combinés ZEUI		0	0.00	13	214.00
Gratuits		Quantité	Montant	Quantité	Montant
Personnes âgées	90.00	444	10 916.31	511	42 232.50
Total gratuits		444	10 916.31	611	42 232.50
TOTAUX HT		186 713	338 536.54	129 719	402 941.73

Autres recettes :

Les autres recettes d'exploitation se sont élevées à 2 575 € HT, se décomposant comme suit :
 - Services occasionnels : 177.73 € HT
 - Duplicatas de titres : 2 227.05 HT (245 duplicatas x 10 € TTC).
 Recettes PV infractions : 170 € (3 contraventions)

3. La gestion du réseau au quotidien

3.1 Le contrôle fraude

Il a été assuré par le contrôleur de Trans'Comtat, Monsieur Gérard Cassel, jusqu'à la fin du mois de juin, date à laquelle Mr Cassel a quitté l'entreprise pour raison personnelle (rapprochement de conjoint en mutation).

Son intérim a été assuré par Monsieur Gérard Brulat, de septembre à Décembre 2017.

Pour les mois de Juillet et Août 2017, le service exploitation a assuré ce contrôle de manière ponctuelle, la période d'été restant une période relativement plus calme sur l'ensemble du réseau.

Le modèle légal des documents de procès-verbaux a été élaboré et mis en place au cours de l'année 2016, en relation avec le service de transport de la Cote et le service de l'officier du Ministère Public, ceci afin de garantir le respect des différentes modalités applicables (règlement, approbation des PV).

2181 contrôles ont été effectués sur l'année.

Le nombre de situations irrégulières constatées au cours de l'année 2017 aura été de 4 infractions au règlement intérieur, sanctionnées par un procès-verbal.

Le contrôle terrain permettant d'assurer le suivi de la fraude sur le réseau, au cours de l'année 2017, aura été orienté plutôt vers de la prévention, une sensibilisation à l'importance de la détention d'un titre de transport en cours de validité, plutôt que vers une répression systématique.

Les actions menées conjointement avec les établissements scolaires, les différentes Associations des quartiers desservis, les interventions pédagogique à la sécurité dans les transports, nous aurons permis de privilégier le dialogue et d'instaurer une relation de confiance avec l'ensemble de nos interlocuteurs, usagers et partenaires.

Le contrôle fraude sur l'année 2018 s'orientera de manière progressive vers une verbalisation plus systématique.

3.2 Sécurité et incivilités

Le détail des incidents a été le suivant :

Numéro du Procès verbal	Date	Ligne	Motif	Type de Préjudice	Suites données
PV001	24-01-2017	A	Vitre cassée	Matériel	Paiement de la contravention
PV005	30-05-2017	A	Défaut de titre de transport	Fraude	En cours
PV006	21-06-2017	M	Défaut de titre de transport	Fraude	Cloturé pour non-conformité
PV007	14-06-2017	C	Tags	Matériel	Paiement de la contravention

4. La politique marketing et commerciale

4.1 L'information des voyageurs

• L'agence commerciale du PEM

Depuis décembre 2014 les bureaux commerciaux de Trans'comtat sont situés dans un bâtiment unique scindé en 2 parties et partagé avec la SNCF.

Ce pôle transport regroupe ainsi les différents services ferrés et routiers.

Le PEM de Carpentras (Pôle d'Échanges Multimodal) pour sa partie routière, est géré par un mandataire unique : Trans'Comtat. Il regroupe l'ensemble des services et informations voyageurs pour tous les transporteurs utilisant le site et exploitant les réseaux urbains « Trans'CoVe », départemental « transVaucluse » et régional « Lignes Express Régionale ».

Le personnel d'accueil, 4 hôtes, polyvalents renseignent indifféremment la clientèle sur l'ensemble des réseaux routiers présents sur le site, soit par téléphone soit en accueil physique sur une amplitude horaire élargie : de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi et de 9h à 12h le samedi.

Au-delà de l'information clientèle pour l'ensemble des réseaux routiers, le personnel d'accueil assure la vente de billetterie.

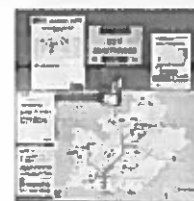
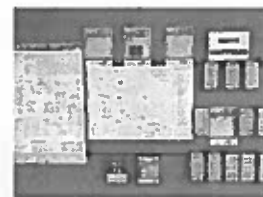
- Un écran d'affichage unique pour l'ensemble des utilisateurs

A l'intérieur de l'agence commerciale un écran d'information unique permet d'afficher l'information nécessaire aux voyages : horaires des prochains départs, manifestations en cours ou à venir sur les différents réseaux, informations commerciales : modification des tarifs, nouveaux titres de transports etc...

- Une organisation de l'information voyageurs par réseau



Les espaces d'affichage sont dédiés à chacun des réseaux exploités : Trans'Comtat, Trans'Vaucluse et LER.



• Organisation des 2 pôles d'échanges principaux du réseau Trans'CoVe

Le réseau Trans'CoVe s'articule autour de 2 sites majeurs qui font office de pôles de correspondances : le PEM pour les lignes périurbaines A, J, K, L, M et N ainsi que les navettes Ventoux, le TAD et la place Terradou pour les lignes urbaines A, B, C, D et E.

En raison d'importants travaux de rénovation de la place Terradou débutés en octobre 2017, l'ensemble des lignes a été regroupé sur le PEM pour une durée d'une année. Les lignes urbaines seront de nouveau centralisées sur la nouvelle place pour la rentrée de septembre 2018.

- Le site Internet Trans'CoVe : www.transcove.com

A la demande de TAOM, depuis mars 2017 le site transcove.com a migré sur le portail commun de la CoVe.

Cette nouvelle organisation permet d'offrir aux habitants du territoire des architectures de site commun pour l'ensemble des communes ayant migré sur le portail. Cette nouvelle organisation nous permet de diffuser l'information clientèle de manière plus ciblée, notamment pour les informations de déviations ou de travaux ayant lieu dans certaines communes. L'information est postée une seule fois par notre service communication, et diffusée uniquement sur les sites des communes concernées par ces déviations.

Plusieurs pages distinctes présentent les différentes rubriques :



• Accueil

Présentation du réseau, le territoire desservi, les actualités et déviations en cours.

• Lignes et horaires

Accès à toutes les fiches horaires, possibilité de consultation par rubrique : lignes urbaines / périurbaines ou navette marché.

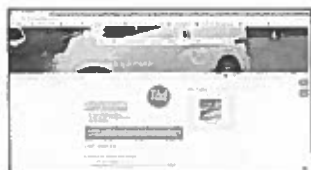


• Transport scolaire

Cette rubrique permet de prendre connaissance des procédures à suivre pour l'inscription au transport scolaire primaire ou secondaire. Possibilité également de télécharger les différents dossiers à remplir.

• Le TAD :

Cette rubrique présente le règlement de fonctionnement mis en place en septembre 2017 et donne accès aux différents horaires TAD par secteur



• Titres de transport et tarifs

Cette page présente l'ensemble de la gamme tarifaire adaptée à chaque type de voyageurs : occasionnels, réguliers, scolaires ou tout public ainsi que les différents tarifs.

• La liste des points de vente :

Cette dernière rubrique regroupe l'information concernant les lieux de vente du réseau.

Présentée par commune, on y retrouve la liste de tous les dépositaires, leurs horaires d'ouvertures, les jours de fermetures.



D'autres pages peuvent être créées au fil du temps ou ponctuellement pour annoncer et/ou suivre des événements spécifiques : navettes Ventoux, fête de la forêt.

• Les alertes SMS

129 abonnés supplémentaires se sont inscrits aux alertes sms en 2017, ce qui porte à 528 le nombre de personnes inscrites à ce service gratuit depuis sa mise en place en septembre 2015.

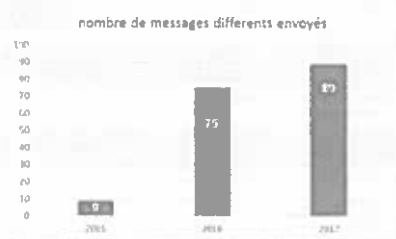
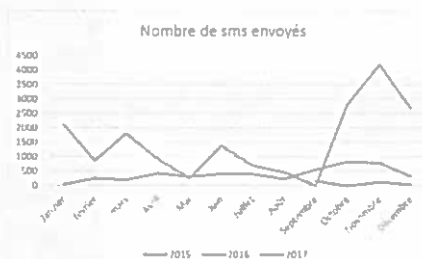
En septembre 2017 à la demande de la CoVe, l'ensemble des élèves possédant une carte de transport scolaire ont été inscrits au service, soit près de 2400 élèves inscrits en plus.

Sur l'année 2017 nous avons envoyé 18 230 sms à l'ensemble des abonnés, soit plus de 4,5 fois qu'en 2016.

NB sms	2015	2016	2017
TOTAL	366	4821	18230



Sur les 89 messages différents envoyés en 2017, 27 concernaient l'épisode neigeux du 25 au 27 janvier 2017
Les autres envois ont été répartis sur les 11 autres mois, avec en moyenne 5 envois mensuels.



• L'information aux arrêts



Information affichée dans les abribus et sur les poteaux

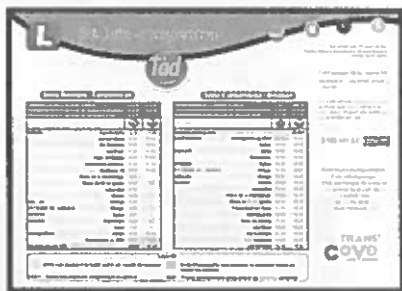


L'information aux points d'arrêt fait l'objet de soins attentifs afin d'apporter à la clientèle tous les éléments indispensables pour bien voyager :

- Affichage des horaires de passage au point d'arrêt pour les lignes urbaines,
- Affichage de la grille horaire pour les lignes périurbaines,
- Plan thermomètre de la ligne,
- Calendrier de fonctionnement du service,
- Tarifs du réseau
- Le dépositaire le plus proche,
- Les conseils pour voyager en toute tranquillité.



Information aux poteaux du TAD
Mise en place en avril 2017 sur l'ensemble des points d'arrêt.



Les bus urbains étant équipés d'écrans vidéo, ceux-ci permettent d'afficher les informations relatives au SAEIV (plan thermomètre de la ligne et prochain arrêt d'arrivée) en alternance avec un diaporama de présentation du réseau en continu et des informations complémentaires sur les navettes dédiées, les journées spécifiques ou une action de promotion spécifique.



En lien avec le système d'annonces sonores du SAEIV, des messages de prévention à la sécurité peuvent être diffusés à bord par le conducteur à chaque fois qu'il est nécessaire et adapté aux situations en cours de service.

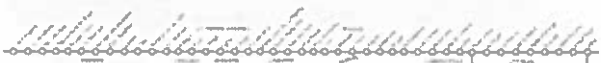
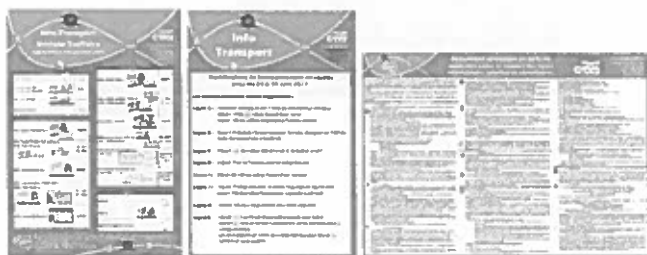
Ces messages sont les suivants :

- ✓ « Merci de ne pas stationner à proximité des portes »
- ✓ « Merci de penser à vérifier que vous n'avez rien oublié à bord ou dans la soute »
- ✓ « Merci de prendre place dès votre montée, et pour les usagers restant debout, pensez à utiliser les barres de maintien »
- ✓ « Pour le confort de tous, merci d'utiliser votre téléphone avec discrétion et modération »

• L'information dans le bus

L'information affichée dans les bus reprend l'ensemble des éléments réglementaires :

- Les plans thermomètres des lignes (sur écrans vidéo depuis leur mise en fonctionnement)
- La gamme tarifaire
- Le Règlement Intérieur des transports
- Des affiches chartées lorsque nécessaire pour toute information clientèle



• Les autres canaux d'information

D'autres canaux de communication nous permettent de diffuser de l'information à la clientèle :

- **Le réseau des dépositaires :**
Véritable intermédiaire entre les clients et nos services, en plus de la vente des titres de transport (cartes de 10 tickets et renouvellement des coupons mensuels), ils nous permettent, de par leur proximité, de remonter toute information émanant des clients mais également de mettre à leur disposition nos flyers et documents commerciaux.
- **L'agence commerciale :**
Située au PEM, l'agence commerciale est le point de convergence de notre réseau. C'est également par le biais de l'agence commerciale que les clients nous font remonter leurs réclamations terrain.
- **Les différents porteurs :**
le PJJ Point Info Jeunesse de Carpentras,
le Pôle Emploi - agence de Carpentras
Les mairies, offices de Tourisme, FOTI (office de tourisme intercommunale), et le service communication de la CoVe.



L'ensemble de ces partenaires disposent de « points info transport » dans leurs locaux que nous nous chargeons de réapprovisionner régulièrement.

Enfin, RTVFM : la radio qui émet sur tout le territoire de la CoVe diffuse nos messages d'information régulièrement sur leurs ondes.

4.2 Le bilan des actions commerciales

Transcomitat déroule chaque année un plan d'actions commerciales visant à accompagner l'Autorité Organisatrice dans le développement économique, social et culturel initié sur son territoire.

Associées aux différents partenaires économiques (Pôle emploi, Carpensud), culturels (PIU, CoVe), et touristiques (offices de tourisme, DTI, associations diverses organisatrices d'événements), nos actions commerciales ciblent le grand public (clients fidèles ou prospects) mais également, pour certaines actions plus spécifiques, la population scolaire (campus sécurisés, interventions dans les collèges par exemple).

SAUVET 2017

Action 1 Campagne cul de bus "et info. 117" pour la CoVe

Visuel fourni par le service communication de la CoVe

Nécessaire à disposition des 5 Cités pour l'apposition du visuel

Campagne réalisée tout le long de janvier



FEVRIER 2017

Action 1 Création du kit d'appui de communication pour les navettes Ventoux

Réalisation de 10 000 flyers à 100 affiches distribués

- dans les bus et cars du réseau TransCoVe,
- dans les agences commerciales des transporteurs partenaires
- dans le réseau de distributeurs TransCoVe ainsi que dans les mairies et DTI des communes de la CoVe
- dans les magasins de sports du département

Mailings

- Adressés à toutes les associations sportives des communes de la CoVe
- Adressés à tous les Offices de Tourisme du 84, 45 et 13

Insertions Presse à valeur verbale


- Diffusion du visuel sur les sites web des communes de la CoVe
- Communication de presse envoyée aux journaux locaux

Spot Radio sur France Bleu Vaucluse

- 1 semaine de spots diffusés la semaine précédant le 15 sept/sept.

Information au point d'arrêt

- Affichage du visuel avec les horaires de passages à tous les points d'arrêt de la navette



Action 2 Mise en ligne du nouveau site internet TRANSCoVe

Avec la mise en place de la plateforme mutualisée de la CoVe, un nouveau site TRANSCoVe a été créé.

- Formulation et prise en main de la nouvelle interface
- Intégration du contenu

Action 3 Enquête sur les déplacements des usagers réalisée par la SCAT

Dans le cadre de la restructuration du réseau une enquête mobilité a été réalisée pour étudier les déplacements de nos clients

Mise en place de l'enquête avec la SCAT de concert avec les services exploitation et marketing

- Etablissement des questionnaires
- Détermination des modalités d'administration de l'enquête
- Etablissement des plannings
- Information du personnel de conduite
- Formation des enquêteurs sur le réseau



MARS 2017

Action 1 Réunions Transporteurs dans les mairies du territoire de la CoVe

Seulement le 3 Mars 2017

Visages le 8 Mars 2017 (municipalités associées à Vaucluse) et Nîmes le 13 Mars 2017

Présentation de l'offre de TransCoVe à chaque commune


- Présentation du site TransCoVe et du service d'exploitation TransCoVe
- Constitution d'un dossier de présentation représentant l'offre de transport et des données sur la commune

Ces réunions ont pour objectif de recueillir les besoins des communes avant la restructuration du réseau afin de prendre en compte leurs exigences et besoins.

Action 2 Affichage des horaires TAD

Affichage des horaires TAD sur les sites TAD

- Création d'un visuel par site
- Impression du visuel sur adhésifs



Action 2 Réunions Transporteurs dans les mairies du territoire de la CoVe (suite)

Bédoin le 13 Avril 2017

Beaumont de Ventoux le 20 Avril 2017

Vaucluse le 20 Avril 2017 (municipalités associées à Nîmes, le Bouchet et Vaucluse)

Beaumont de Ventoux le 20 Avril 2017 (municipalités associées à Nîmes, le Bouchet et Vaucluse)

Beaumont de Ventoux le 20 Avril 2017

Présentation de l'offre de TransCoVe à chaque commune

- Présentation du site TransCoVe et du service d'exploitation TransCoVe
- Constitution d'un dossier de présentation représentant l'offre de transport et des données sur la commune

Ces réunions ont pour objectif de recueillir les besoins des communes avant la restructuration du réseau afin de prendre en compte leurs exigences et besoins.

MAI 2017

Action 1 Fin de la phase 1 (le 14 Mai 2017)

Mise en place des navettes

- 3 Navettes au départ des gares de Bédoin (dans l'attente de la mise en place des navettes) toutes les 10 minutes de 8h à 18h

Communication pour le grand public (municipalités) navettes

- Mise en place des navettes et leur fonctionnement dans le programme de transport des navettes sur les sites de Bédoin
- Mise en place des navettes et leur fonctionnement dans le programme de transport des navettes sur les sites de Bédoin
- Mise en place des navettes et leur fonctionnement dans le programme de transport des navettes sur les sites de Bédoin

Signal d'information au point d'arrêt

- Mise en place des navettes et leur fonctionnement dans le programme de transport des navettes sur les sites de Bédoin
- Mise en place des navettes et leur fonctionnement dans le programme de transport des navettes sur les sites de Bédoin



Action 2 Campagne cul de bus "et info. 117" pour la CoVe

Visuel fourni par le service communication de la CoVe

Nécessaire à disposition des 5 Cités pour l'apposition du visuel

Campagne réalisée tout le long de mai 2017



Action 3 Mise en place de l'exploitation

Mise en place de l'exploitation

- Mise en place de l'exploitation
- Mise en place de l'exploitation




JUIN 2017

Action 1 Fin de la phase 2

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes


Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Action 2 Fin de la phase 3

Présentation des mairies dans les bus urbains de 8h à 18h

Avec la mise en place de la phase 3, les mairies de Carpentras, de 12h à 18h



MAI 2017

Action 1 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Action 2 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes


Action 3 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes



Action 1 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Action 2 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes


Action 3 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes



Action 1 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Action 2 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Action 3 Mise en place des navettes

Mise en place des navettes

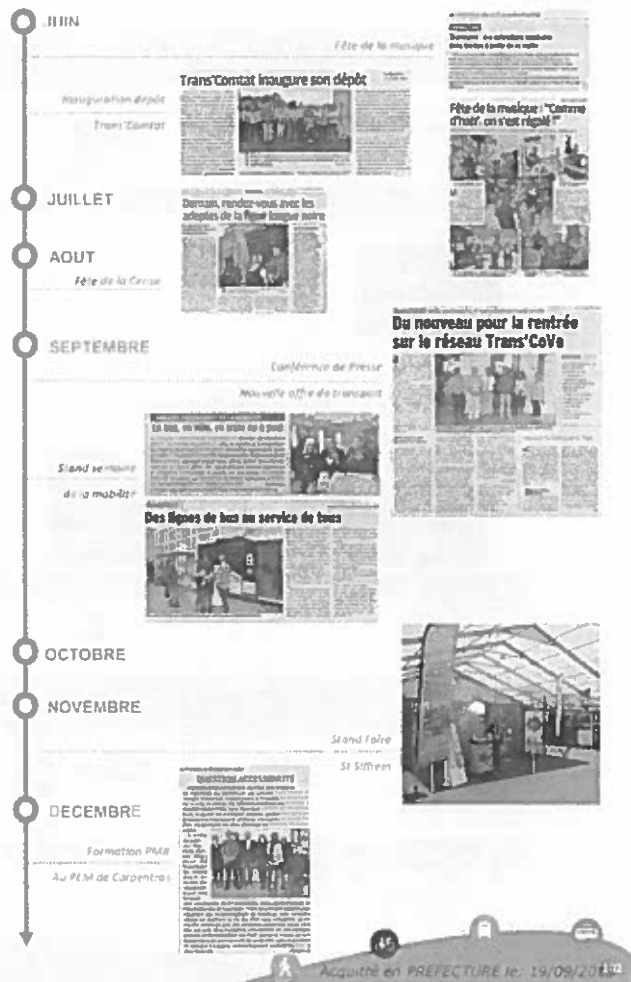
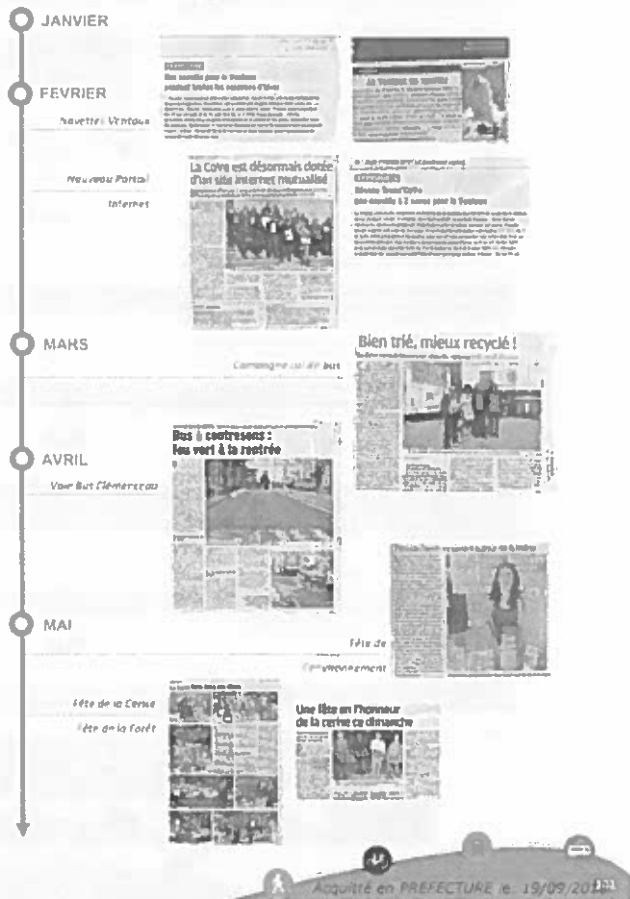
- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes

Déploiement de navettes

- Mise en place des navettes
- Mise en place des navettes




4.4 La revue de presse



7 Éléments financiers

- 1- La Contribution Financière Forfaitaire
- 2- Les charges d'exploitation
- 3- Les produits d'exploitation
- 4- Cout du TAD
- 5- Le compte d'exploitation



Acquité en PREFECTURE le: 19/09/2014

7-Éléments financiers

1. La Contribution Financière Forfaitaire

• Régularisation de la CFF

Engagement sur dépenses 2017	4 180 000,00	Indemnisation des coûts de gestion et de fonctionnement	6,00
Engagement sur dépenses 2017	991 500,00	Indemnisation des coûts de gestion et de fonctionnement	23 375,59
Contribution Financière Forfaitaire prévue pour l'exercice 2017	5 171 500,00	Total indemnités forfaitaires	23 375,59
Montant indemnisé sur engagement de dépenses	50 794,61		
Impact de l'offre sur l'engagement de dépenses - Impact des dépenses	52 963,26		
Régularisation de points d'arrêt	32 623,00		
Impact des PAF	6 730,00		
Impact des Forfaitaires - TCDU PAF	1 844,56		
Régularisation des points CFF	9 540,67		
Engagement de dépenses 2017	4 224 514,00		
Impact de l'indexation sur l'engagement de dépenses	6 004,10		
Impact de l'offre sur l'engagement de dépenses	-1 147,59		
Impact de l'indexation de la garantie tarifaire	6 172,17		
Engagement de dépenses 2017 révisé	4 235 542,68		
Contribution Financière Forfaitaire 2017 révisée	2 514 796,39		
Solde régularisation de la CFF 2017 hors engagements	45 000,29		
		Indemnisation des coûts de gestion et de fonctionnement	6,00
		Indemnisation des coûts de gestion et de fonctionnement	23 375,59
		Total indemnités forfaitaires	23 375,59
		CFF 2017 révisée après indemnités	2 514 796,39
		Impact de la CFF sur l'engagement de dépenses	44 244,10
		Solde des régularisations prévisionnelles 2017 sur CFF	44 244,10
		Régularisation des dépenses 2017 sur CFF	12 094,02
		Régularisation des dépenses 2017 sur CFF	13 094,02
		Régularisation des dépenses 2017 sur CFF	-40 200,00
		Solde régularisation de la CFF	12 094,02
		Solde régularisation de la CFF	12 094,02
		Solde régularisation de la CFF	12 094,02

La CFF 2016 s'est établie après révision à 3 493 500,61 €, pour une prévision contractuelle de 3 449 206 €, soit un écart positif (à la hausse) de 44 294,61 €.

Cet écart provient :

- D'une révision à la hausse de l'objectif de dépenses 63 874,45 € (majoration de la CFF)
 - Impact de l'offre : - 52 963,26 €
 - Impact de l'indexation tarifaire sur l'engagement de dépenses : + 84 934,81 €
 - Impact enquête/étude de restructuration du réseau : + 32 623 €
 - Intégration du loyer et taxes du PFM : + 7 744,56 €
- D'une révision à la baisse de l'objectif de recettes de 1 715,75 € (majoration de la CFF)
 - Impact de l'offre : - 1 147,59 €
 - Impact de l'évolution de la structure tarifaire : - 6 772,71 €
 - Impact de l'indexation sur l'engagement de recettes : + 202,55 €
- De l'intéressement reversé par le délégataire pour dépassement de l'objectif de recette à hauteur de - 21 295,59 € (en minoration de la CFF)
- De la régularisation opérée sur le poste CICE pour - 8 524,67 € (en minoration de la CFF)

Des régularisations ont par ailleurs été opérées sur :

- Le montant de compensations tarifaires, après application du plafond de dépassement de 3% à hauteur de 12 094,02 € (+ TVA 10%);
- Neutralisation de l'intéressement qualité -40 200 €.

Acquité en PREFECTURE le: 19/09/2014

• Rappel des articles et montants contractuels :

26.1.3. Régularisation des comptes – Le Délégué adresse le 1^{er} mars de l'année n+1 ou dès la parution du dernier indice nécessaire à son établissement, une facture (ou un avoir) indiquant le montant de la contribution forfaitaire d'exploitation qui est définitivement due au Délégué par l'Autorité Organisatrice au titre de l'exercice budgétaire du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année n, compte tenu :

- de la révision,
- de l'intéressement à la qualité (cf article 26.1.4),
- de l'intéressement aux recettes de l'Autorité Organisatrice (cf article 26.1.5)
- du montant effectif du CICE encaissé par le délégataire (les montants indiqués en annexe 7 étant considérés comme des provisions
- et des ajustements dont elle aurait fait l'objet au cours de l'exercice budgétaire

Périodes	Engagement sur dépenses (DFo)	Engagement sur recettes (RFo)	Contribution Forfaitaire (CFo)
1 ^{er} décembre 2014 – 31 décembre 2014	604 477	61 758	542 719
1 ^{er} janvier 2015 – 31 décembre 2015	4 150 197	654 365	3 495 832
1 ^{er} janvier 2016 – 31 décembre 2016	4 142 363	683 640	3 458 723
1 ^{er} janvier 2017 – 31 décembre 2017	4 150 800	701 594	3 449 206

• Remarque relative au CICE

Dans son article 23, la convention de DSP, prévoit la révision de la CFF également lorsqu'il y a « modification de la législation (sociale, fiscale, ...), et notamment de la législation du travail ou des règles applicables à la profession, entraînant une variation significative des charges, et notamment : évolutions apportées aux règles de calcul du CICE ». Dans son article 72, la loi de finance de 2017, porte le taux du CICE de 6% à 7%.

2. Les charges d'exploitation

2.1 Engagements de dépenses

Engagement sur les dépenses L.Régulières	1-1-17 31-12-17	1-1-17 31-12-17
Sous-traitance – Affrètement	Prévu	Réalisé
TOTAL DES CHARGES DE SOUS-TRAITANCE	1 066,623	1 492,167
TOTAL FRAIS KILOMETRIQUES	427,070	323,126
FRAIS DE CONDUITE	1 103,282	804,430
Total frais A-R-V	64,686	38,090
TOTAL CHARGES TRANSPORT	2 661,632	2 667,886
TOTAL FRAIS D'EXPLOITATION	161,818	163,822
TOTAL FRAIS COMMERCIAUX	122,629	169,644
TOTAL FRAIS GENERAUX	634,146	648,197
TOTAL DES FRAIS DE STRUCTURE	806,592	980,563
TOTAL CHARGES DE MATERIEL	657,501	491,000
TOTAL CHARGES FINANCIERES	26,408	6,660
Marge bénéficiaire (nette d'IS)	106,667	114,735
TOTAL ENGAGEMENT DE DEPENSES	4 150,800	4 249,793

Le niveau de charges 2017 dépasse la prévision contractuelle de 2,4 % et le niveau 2016 de 1,75 %.

La hausse du niveau de charges a été limitée par un gain de productivité rendu possible par une optimisation des moyens de production, dont le transfert de services périsurbains vers la sous-traitance, et par une économie technique sur les charges de matériel embarqué, qui ont été absorbées comptablement sur 2015 et non en amortissements comme initialement prévu.

3. Les produits d'exploitation

3.1 Engagements de recettes

Engagement sur les recettes	2017 Prévu	2017 Réalisé
Recettes titres	333,249	361,723
Compensations tarifaires	366,946	379,041
Recettes diverses du trafic	1,400	2,575
RECETTES COMMERCIALES	701,595	743,339
Produits divers d'exploitation (Pub, etc)	0,000	0,000
Produits financiers	0,000	3,196
ENGAGEMENT SUR LES RECETTES	701,595	746,536

Les recettes titres, qui ont progressé par rapport à 2016 de 10,4%, se sont situées au-dessus de la prévision de 8,5%.

Les compensations tarifaires apparaissent à hauteur du plafond contractuel de progression de 3% par rapport à la base révisée (379 041 €), pour un calcul théorique de 402 941,73 €.

4. Coût du TAD

TAD	2017 Prévu	2017 Réalisé
Données physiques		
Prévision offre kilométrique	46 805	41 838
Prévision de fréquentation	4 796	4 205
Prévision de recettes TAD	6,694	7,613
Synthèse des Coûts		
Nombre de courses prévisionnel	4 064	2 899
Prix moyen par course	0,027	0,032
Coût de production TAD	108,293	92,817
Prévision de coût net du service (D - R) facturé à la COVE (K€ HT)	99,599	85,004

5. Le Compte d'Exploitation

Compte de résultat prévisionnel HT y compris TAD

Compte de Résultat HT y compris TAD	2017 Prévu	2017 Réalisé
Recettes commerciales transport (y compris TAD)	710	743
Recettes divers (Pub, produit fi, etc...)	0	3
RECETTES TRANSPORT	710	746
Contribution forfaitaire (D-R)	3 449	3 494
Facturation des services TAD	108	93
Intéressement qualité	40	0
TOTAL RECETTES	4 308	4 333
Charges d'entretien du matériel roulant	149	140
Frais Kilométriques	427	323
Frais de conduite	1 103	804
Sous-traitance Affrètement (y compris TAD)	1 165	1 576
Total frais A-R-V	65	38
CHARGES TRANSPORT	2 760	2 741
Total frais d'exploitation	152	164
Total frais commerciaux	123	169
Total frais généraux	534	648
TOTAL DES FRAIS DE STRUCTURE	809	981
Charges financières	26	6
Charges Matériel		
Total charges de matériel	558	491
RESULTAT COURANT	156	114

- Coût pour la collectivité :

SYNTHESE	1-1-17 31-12-17	1-1-17 31-12-17
Offre kilométrique totale	1 393 407	1 387 810
Lignes régulières		
Kilomètres commerciaux	864 521	855 727
Kilomètres totaux	1 348 002	1 325 872
Nombre de véhicule en ligne HP	30	30
Transport à la demande		
Kilomètres TAD	48 805	41 838
Voyages totaux	948 415	1 088 452
Voyages lignes régulières	943 619	1 084 632
Voyages TAD	4 796	4 220
Engagement sur dépenses € HT (LR)	4 150 800	4 249 703
Coût de production / Km T (Lignes régulières hors TAD)	1,08	1,21
Engagement sur recettes € HT (LR)	701 594	746 539
dont recettes commerciales € HT	333 248	361 723
dont compensations tarifaires € HT	368 346	378 641
Contribution financière et forfaitaire € HT	3 449 206	3 493 501
Intéressement qualité	40 200	0
Contribution financière et forfaitaire € HT y.c. intéressement qualité	3 489 406	3 493 501
Compensation tarifaire TTC	403 840	416 845
Coût lignes régulières TTC	3 893 046	3 910 446
Coût lignes régulières TTC / Km commerciaux	4,50	4,57
Coût net TAD € HT	99 599	85 004
Coût net TAD € TTC	109 559	93 504
Coût TOTAL COLLECTIVITE TTC	4 002 604	4 003 950

Le coût global du service pour la Collectivité a été de 1 346 € supérieur à celui prévu contractuellement, surcoût se décomposant comme suit :

- Surcoût de CFF : + 4 096 €
- Surcoût des compensations (TTC) : + 13 305 €
- Economie sur le coût du TAD (TTC) : - 16 054 €



L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°145-18

Objet : Avenant n°2 à la convention relative à l'organisation et au financement des services de transports de voyageurs situés sur le périmètre de la CoVe

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°145-18

Objet : Avenant n°2 à la convention relative à l'organisation et au financement des services de transports de voyageurs situés sur le périmètre de la CoVe

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière d'organisation de la mobilité sur son périmètre,

Vu la délibération 161-13 du 4 novembre 2013, approuvant la convention relative à l'organisation et au financement des services de transports de voyageurs sur le territoire de la CoVe, arrivée à son terme,

Vu la loi NOTRe du 7 août 2015 transférant les droits et obligations du conseil départemental à la Région PACA pour l'exécution de cette convention,

Vu l'article 4 de cette convention prévoyant la reconduction de ce partenariat par voie d'avenant dès lors qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'est modifiée,

Vu l'avis de la commission transports du 12 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux transports,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le Président à signer l'avenant à la convention relative à l'organisation et au financement du service des transports de voyageurs issus du périmètre de la CoVe.

Article 2 : D'INSCRIRE au budget à l'article 7472, fonction 815 la somme de 1 241 600€ versée annuellement par la Région jusqu'au 1^{er} septembre 2023.

Transmis en Préfecture le : 14 SEPT 2018

Publication par affichage le : 14 SEPT 2018

Exécutoire le : 14 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 14/09/2018

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

AVENANT N° 2

À la convention N° CON84004 du 3 décembre 2013

Relative à l'organisation et au financement des services de transport de voyageurs situés sur le Périmètre de Transport Urbain de la Communauté d'Agglomération Ventoux

ENTRE :

Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Autorité Organisatrice, représenté par son Président en exercice, Renaud MUSELIER, agissant au nom et pour le compte du Conseil régional, autorisé à l'effet des présentes par délibération n° du Conseil régional, du ,

ci-après désigné la Région

d'une part,

ET :

La Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, agissant en qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité, représentée par son Président, autorisé à l'effet des présentes par délibération n° du , ci-après désignée "la CoVe"

d'autre part,

ARTICLE 1 : TRANSFERT DE COMPETENCE

En application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (dite « Loi NOTRe »), la Région PACA se substitue au Département de Vaucluse dans ses droits et obligations pour l'exécution de cette convention à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 2 RECONDUCTION DE LA CONVENTION

Conformément à l'article 4 de la convention disposant de sa reconduction par avenant, il est convenu que la présente convention est reconduite pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} septembre 2018.

ARTICLE 3 STIPULATIONS PARTICULIÈRES

Toutes les stipulations de la convention initiale non visées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait en deux exemplaires originaux

A MARSEILLE, le

Pour la COVE,

Pour la Région,

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°146-18

Objet : conclusion d'un avenant n°3 à la convention de délégation du service de transport public collectif de voyageurs : régularisation de l'offre kilométrique et neutralisation de l'intéressement.

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°146-18

Objet : conclusion d'un avenant n°3 à la convention de délégation du service de transport public collectif de voyageurs : régularisation de l'offre kilométrique et neutralisation de l'intéressement.

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics ;

Vu la compétence d'Autorité Organisatrice des Transports exercée par la CoVe depuis le 1^{er} septembre 2008 ;

Vu la convention de délégation du service de transport public collectif de voyageurs, signée avec le groupement VOYAGES ARNAUD CARPENTRAS et CTP CARS LIEUTAUD, auquel s'est substituée la société dédiée TRANSCOMTAT, le 06 octobre 2014 et plus particulièrement son article 7.1 ;

Considérant que l'offre de service doit connaître des modifications pour en rationaliser les coûts et mieux s'adapter aux besoins des usagers ;

Considérant la proposition du délégataire au titre de l'engagement sur dépenses et de l'engagement sur recettes, tenant compte de ces modifications, pour l'année 2018 et les années suivantes ;

Considérant d'autre part l'absence de mise en œuvre des mesures de contrôle permettant d'évaluer la qualité de service rendu aux usagers par le délégataire, compte tenu d'adaptations continues de l'offre de service, et considérant l'impossibilité qui en découle de procéder au calcul de l'intéressement associé aux résultats de ces contrôles ;

Considérant le manque à gagner qu'induit cette absence de mise en œuvre de la grille d'évaluation pour le délégataire ;

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : AUTORISE le Président ou son représentant à signer l'avenant n°3 à la convention de délégation du service de transport public collectif de voyageurs du 06 octobre 2014, et tous actes y afférents, ayant pour objet de :

- ACTER le montant définitif de contribution financière forfaitaire pour l'année 2017, soit la somme de 3 493 500,61€ au titre de la Contribution Financière Forfaitaire.
- FORMALISER la modification à l'offre de service pour les années 2018 et suivantes et d'en acter le coût prévisionnel comme suit :
 - engagement sur dépenses : 4 089 541,91€
 - engagement sur recettes : 703 792,27€
 - Contribution Financière Forfaitaire : 3 385 749,64€

- **MODIFIER définitivement les conditions contractuelles relatives à l'intéressement à la qualité de service rendu aux usagers en supprimant le calcul de cet intéressement et prévoyant à titre de compensation le versement d'un montant forfaitaire annuel de 40 800,00€ au bénéfice du délégataire, conformément aux prévisions financières de celui-ci dans son offre. Cette somme viendra augmenter le montant de l'engagement sur dépenses.**

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018



Communauté d'Agglomération
VENTOUX-COMTAT VENAISSIN
1171 Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

EXPLOITATION DU SERVICE DE TRANSPORT PUBLIC COLLECTIF DE VOYAGEURS

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
Par convention d'affermage du 06/10/2014

AVENANT N°3

**« Adaptation de l'offre kilométrique et
neutralisation de l'intéressement à la qualité »**

Entre

La Communauté d'Agglomération VENTOUX-COMTAT VENAISSIN,
Sise 1171, avenue du Mont Ventoux - CS 30085 à CARPENTRAS (84 203 CEDEX),
En tant qu'autorité délégante,
Représentée par son Président Francis ADOLPHE,
Lui-même représenté par son Vice-Président, Léopold MEYNAUD,
Agissant en application de la délibération du Conseil communautaire du 18 avril 2016 ;

Ci-après désignée « la CoVe »

D'une part,

Et

La société dédiée TRANSCOMTAT, société par actions simplifiée, au capital de 150.000 euros, dont le siège social est situé 2 avenue Victor Hugo 84200 Carpentras, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° SIRET

Représenté par
(qualité).....

En tant que délégataire de la convention d'affermage,

Ci-après désigné « le délégataire »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

PREAMBULE :

La CoVe a conclu le 06 octobre 2014 une convention de délégation du service de transport collectif de voyageurs avec le groupement composé de VOYAGES ARNAUD CARPENTRAS et CTP CARS LIEUTAUD, auquel s'est substitué la société dédiée TRANSCOMTAT.

Le mécanisme du contrat prévoit le versement par l'autorité délégante d'une Contribution Financière Forfaitaire (CFF) égale à la différence entre l'engagement sur dépenses et l'engagement sur recettes du délégataire. En outre, ces engagements sont révisés à l'occasion d'une modification de l'offre kilométrique commandée par l'autorité délégante, au regard de l'impact de ces modifications sur les dépenses et les recettes.

De nouveaux ajustements sont intervenus dans la teneur de l'offre kilométrique pour mieux répondre aux besoins des usagers du service.

Il convient donc de formaliser par avenant la modification de la teneur du service et son impact financier sur le montant de la CFF.

D'autre part, le contrat prévoyait la mise en œuvre d'un intéressement du délégataire à la qualité du service, par un mécanisme de bonus/malus dépendant des résultats de contrôles effectués sur le terrain. Ces contrôles n'ont pu être réalisés par l'autorité délégante, compte tenu notamment de nombreuses adaptations demandées dans l'offre de service et de périodes de travaux importantes ayant impacté le fonctionnement normal du service de transport. Il convient d'en régler les conséquences.

ARTICLE 1 – OBJET :

Le présent avenant a pour objet de :

- ACTER le montant définitif de contribution financière forfaitaire pour l'année 2017.
- FORMALISER la modification de l'offre de service pour les années 2018 et suivantes et d'en acter le coût prévisionnel.
- MODIFIER définitivement les conditions contractuelles relatives à l'intéressement à la qualité de service rendue aux usagers.

ARTICLE 2 – REGULARISATION ANNEE 2017 :

Compte tenu des modifications sur le réseau demandées par l'autorité délégante, l'offre kilométrique, au titre de l'année 2017 est modifiée comme suit, ainsi que les engagements financiers correspondants :

Année 2017		Contrat initial	Actualisation 2017 prévisionnelle en fonction de l'évolution des prix	Teneur de la modification de l'offre	AUTRES	Régularisation 2017
Offre kilométrique		1 346 602 km totaux		- 20 630 km		1 325 972 km totaux
Engagement sur dépenses		4 150 800 €	84 934,81 €	-52 903,26 €	+ 31 843,89 €	4 214 674,45 €
Engagement sur recettes		701 594 €	6 204,55 €	- 1 147,59 €	-6 772,71 €	699 878,25 €
CFF		3 449 206 €				3 514 796,20 €
CFF avec intéressement sur recettes					-21 295,59 €	3 493 500,61 €

ARTICLE 3 – INTERESSEMENT A LA QUALITE :

Le contrat prévoit, dans son article 24, un engagement du délégataire sur un niveau de qualité de service. Le contrôle de cette qualité donne lieu soit au versement d'un intéressement positif par l'autorité délégante, soit à des pénalités à la charge du délégataire en fonction des résultats.

Le contrôle de la qualité n'a pu être mis en œuvre par l'autorité délégante depuis la prise d'effet du contrat. En outre, de nombreuses adaptations de l'offre de transport et plusieurs périodes de travaux impactant le fonctionnement du service, empêchent d'apprécier la qualité du service dans des conditions normales de fonctionnement. En conséquence, l'intéressement à la qualité de service a fait l'objet d'une neutralisation au cours des premières années d'exécution.

L'absence de mise en œuvre de la grille d'évaluation a pour conséquence de priver le délégataire de la recette potentielle attachée aux résultats de cette évaluation. Lors de la formulation de son offre, le délégataire escomptait une recette de 40.800,00 € compte tenu de sa propre estimation des résultats des contrôles par l'autorité délégante. Le plan prévisionnel d'exploitation de la société dédiée exploitant le réseau, intégrait cette recette dans ses prévisions.

Aussi, les parties s'accordent pour que la neutralisation de l'intéressement à la qualité fasse l'objet d'une mesure compensatoire à hauteur des prévisions du délégataire.

En conséquence, et jusqu'à dispositions contraires prises par avenant le cas échéant, l'autorité délégante versera au délégataire un montant forfaitaire annuel de 40.800,00 € à titre de compensation de l'absence de mise en œuvre de la grille d'évaluation.

Il est expressément entendu que le délégataire demeure soumis à ses engagements initiaux, aux mêmes obligations contractuelles et au respect du même niveau de qualité de service. L'autorité délégante assure le contrôle du respect de ces engagements par tout moyen et conserve la faculté d'appliquer les sanctions contractuelles prévues à la convention, depuis l'application de pénalités financières jusqu'à la résiliation du contrat.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE L'OFFRE KILOMETRIQUE - IMPACT FINANCIER POUR LES ANNEES 2018 ET SUIVANTES :

L'offre kilométrique, au titre de l'année 2018 est modifiée comme suit, ainsi que les engagements financiers correspondants. Les montants ci-après constituent la référence en vue du versement des acomptes mensuels, ainsi qu'au calcul de l'intéressement de l'autorité déléguée aux ventes de titres et au plafond de versement des compensations tarifaires :

Année 2018	Contrat initial	Actualisation 2018 prévisionnelle en fonction de l'évolution des prix	Teneur de la modification de l'offre	Autres régularisations	Projection 2018	Prise en compte de la compensation intéressement qualité
Offre kilométrique	1 346 602 km totaux		- 114 264 km		1 232 339 km totaux	
Engagement sur dépenses	4 197 139 €	99 178,15 €	- 214 519,80 €	+ 7 744,56 € ¹	4 089 541,91 €	+ 40.800,00 €
Engagement sur recettes	711 928 €	0 €	- 8 135,73 € ²		703 792,27 €	
CFF	3 485 211 €	3 584 389,15 €	3 378 005,08 €	3 385 749,64 €	3 385 749,64 €	3 426 549,64 €

Détaillé comme suit :

Engagement sur dépenses 2018 contrat initial	4 197 139,00
Engagement sur recettes 2018 contrat initial	711 928,00
Contribution Financière Forfaitaire prévue au contrat pour l'année 2017	3 485 211,00
Impact indexation des prix sur engagement de dépenses	99 178,15
Impact de la modification de l'offre kilométrique sur l'engagement de dépenses - suivant Annexe 7 indexée	- 214 519,80
Impact loyer PEM	6 720,00
Régularisation taxe foncière	1 024,56
Intégration compensation intéressement qualité	40 800,00
Engagement de dépenses révisé 2018	4 130 341,91
Impact de l'évolution gamme tarifaire sur l'engagement de recettes	- 7 509,09
Impact hausse de prix unitaire (PU) sur l'engagement de recettes	16 636,36
Impact de l'évolution gamme tarifaire/PU sur l'engagement de compensation	- 17 263,00
Engagement de recettes révisé 2018	703 792,27 €
Contribution Financière Forfaitaire 2018 révisée	3 426 549,64 €

¹ Régul Taxe foncière et loyer PEM

² impact issu de la modification de la gamme tarifaire : + 9127,27 sur recettes commerciales ; - 17 263€ sur les compensations tarifaires

ARTICLE 5 – AUTRES DISPOSITIONS

En dehors des modifications introduites par le présent avenant, les dispositions contractuelles de la présente délégation de service public restent applicables.

Les clauses et annexes au contrat impactées par le présent avenant sont produites en annexe de ce dernier, dans leur version modifiée.

Le présent avenant comporte 2 Annexes :

- Annexe 1.1 Nouvelles fiches horaires des lignes urbaines, péri-urbaines et de transport à la demande,
- Annexe 15 Cahier économique révisé

<p>Carpentras, le Pour l'autorité délégante</p>	<p>Reçu à titre de notification le : Pour le délégataire</p> <p><i>(Nom, prénom, qualité, signature et cachet)</i></p>
---	--

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18); 40 (délibérations n°133-18 à 140-18); 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18); 42 (délibérations n°130-18 et 131-18); 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18); 49 (délibérations n°132-18 à 140-18); 50 (délibérations n°99-18 à 110-18); 51 (délibérations n°130-18 et 131-18); 52 (délibérations n°118-18 à 129-18); 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18); 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18); 9 (délibérations n°130 et 131); 11 (délibérations n°132-18 à 140-18); 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18); Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18); Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18); Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18); Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA; Louis BONNET à André AIELLO; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18); Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18); Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18); Gérard ROLLAND; Michel BLANCHARD; Jean-Paul ANRÈS; Francis JULLIEN; Christian RIPERT; Jean-Alain MAZAS; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18); Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18); Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°147-18

Objet : Bornes de recharge pour véhicules électriques : tarif de recharge harmonisés avec les territoires voisins

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°147-18

Objet : Bornes de recharge pour véhicules électriques : tarif de recharge harmonisés avec les territoires voisins

Le conseil communautaire,

Vu le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;

Vu la délibération n°199-17 du 11 décembre 2017 portant adhésion de la CoVe au groupement de commande pour des bornes de recharge pour véhicules électriques, coordonné par le Syndicat d'Electrification de Vaucluse et impliquant la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon et la Communauté de Communes Rhône Lez Provence ;

Considérant la conclusion du marché groupé du 10 mai 2018 ayant pour objet l'acquisition, l'installation, la maintenance et la supervision d'Infrastructures de Recharge pour les Véhicules Electriques et hybrides rechargeables avec l'opérateur de mobilité BOUYGUES Energies Services ;

Considérant que la CoVe prend la qualité d'opérateur d'infrastructures de recharge ;

Considérant la création d'un réseau commun d'infrastructures de recharge avec les membres du groupement de commande ;

Considérant la nécessité d'arrêter une tarification pour l'usage de ce service par les usagers et l'intérêt d'uniformiser cette tarification sur la totalité de ce réseau nouvellement créé,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1: DE FIXER la tarification de l'usage des Infrastructures de Recharge pour les Véhicules Electriques et hybrides rechargeables du réseau du groupement, comme suit :

Type d'utilisateur	Abonnement En euro T.T.C.	Prix du service de recharge En euro T.T.C.	
		De 7h à 21h	De 21h à 7h
Abonnés	12€/an	Forfait de 1,50 € incluant la 1ère heure de recharge puis 2,5 cts / min	Forfait de 1,50 € au titre de la connexion
Non abonnés (Paiement par Carte bancaire)	-	Forfait de 3,00 € incluant la 1ère heure de recharge puis 2,5 cts / min	Forfait de 3,00 € au titre de la connexion

Article 2 : DE DIRE que les recettes seront perçues par l'opérateur de mobilité BOUYGUES Energies Services en application des clauses du marché, pour le compte des membres du groupement et qu'une convention de mandat sera conclue à cet effet.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

Article 3 : DE DIRE que les recettes ainsi générées seront partagées comme suit entre les membres du groupement :

- les recettes générées au titre de la composante « Abonnement » seront partagées entre les partenaires au prorata du nombre de bornes installées en début d'exercice. Le prorata sera réévalué chaque année en fonction des éventuelles installations nouvellement créées,

- Les recettes générées au titre de la composante « Prix du service de recharge » seront reversées à la collectivité propriétaire de la borne sur laquelle l'acte de recharge a été réalisé.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 10 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AJELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AJELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°148-18

Objet : Convention pour l'itinérance sortante dans le cadre du réseau IRVE

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°148-18

Objet : Convention pour l'itinérance sortante dans le cadre du réseau IRVE

Le conseil communautaire,

Vu le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;

Vu la délibération n°199-17 du 11 décembre 2017 portant adhésion de la CoVe au groupement de commande pour l'acquisition de bornes de recharge pour véhicules électriques, coordonné par le Syndicat d'Electrification de Vaucluse et impliquant la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon et la Communauté de Communes Rhône Lez Provence ;

Considérant la conclusion du marché groupé du 10 mai 2018 ayant pour objet l'acquisition, l'installation, la maintenance et la supervision d'Infrastructures de Recharge pour les Véhicules Electriques et hybrides rechargeables avec l'opérateur de mobilité BOUYGUES Energies Services ;

Considérant la création d'un réseau commun d'infrastructures de recharge avec les membres du groupement de commande ;

Considérant que la CoVe prend désormais la qualité d'opérateur d'infrastructures de recharge ;

Considérant l'intérêt pour les usagers abonnés de ce réseau de pouvoir utiliser leur badge sur d'autres installations en dehors du réseau ainsi créé ;

Considérant les accords conclus entre l'opérateur de mobilité en charge de l'exploitation du réseau, BOUYGUES Energies Services et d'autres opérateurs de mobilité ;

Considérant le projet de convention ayant pour objet de permettre aux utilisateurs abonnés de la collectivité d'accéder au service d'itinérance sortante proposé par l'opérateur de mobilité ;

Entendu le rapport du vice-président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique: D'AUTORISER le Président à conclure une convention de service de recharge de véhicules électriques en itinérance sortante avec la société BOUYGUES ENERGIES SERVICES pour la durée du marché, ayant pour objet de permettre aux usagers abonnés du réseau de la CoVe d'avoir accès au service d'itinérance sortante de l'opérateur de mobilité.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

CONVENTION DE SERVICE DE RECHARGE DE VEHICULE ELECTRIQUE EN ITINERANCE SORTANTE

Entre

1. La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dont le siège social est sis 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras, représentée par son président, M. Guy REY, dûment habilité à signer le présent Mandat par délibération de la collectivité en date du.....

Ci-après désigné « **la Collectivité** »

2. La société Bouygues Energies et Services, SAS au capital de 50 574 368 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 775 664 873, dont le siège est sis 19 rue Stephenson à Saint-Quentin-en-Yvelines, représentée par Guillaume MALE, en qualité de Chef de Service

Ci-après désigné « **Le Partenaire** »

Ci-après dénommées ensemble les Parties.

Il est préalablement exposé que la contribution au succès du développement de la mobilité électrique repose en grande partie sur la capacité à proposer un accès simple au usager au plus grand nombre de Point de Charge dans le domaine public.

1. Objet de la convention

La présente convention (ci-après **la Convention**) permet aux Utilisateurs Abonnés à la Collectivité d'accéder au service d'Itinérance Sortante proposé par Le Partenaire.

La Convention se rattache au marché « Installation et gestion de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables intégrant la fourniture, l'installation, la mise en service et le système superviseur ainsi que le système monétique et la maintenance » (ci-après le **Marché**), et restera en vigueur pendant toute la durée du Marché dans les conditions de l'Article 7 ci-dessous.

La Convention signée entre les Parties s'applique sans aucune contrepartie financière réciproque.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

2. Définitions

Itinérance Sortante : faculté pour l'Utilisateur Abonné d'utiliser le Point de Charge d'un autre opérateur sans relation d'aucune sorte avec cet opérateur.-

Opérateur d'Infrastructure de Recharge : fournisseur de services de recharge sur des Points de Charge dont il assure l'exploitation avec lequel le Partenaire à signer un contrat d'itinérance.

Point(s) de Charge : équipement technique, physiquement installé sur une borne de recharge communicante, comportant un ou plusieurs socles de prises de charge, et/ou, un ou plusieurs câbles attachés permettant la recharge d'un seul véhicule à la fois.

Service(s) : désigne l'ensemble des prestations mises à disposition par le Partenaire dans le cadre de l'Itinérance Sortante

Utilisateur(s) Abonné(s) : est un utilisateur (ou ensemble d'utilisateurs) qui est abonné au service de recharge auprès de la Collectivité

3. Description des Services de la Convention

3.1 Descriptif du Service

La Convention permet aux Utilisateurs Abonnés de profiter d'un service d'Itinérance Sortante sur l'ensemble des réseaux d'Opérateurs d'Infrastructure de Recharge avec lesquels le Partenaire a signé un contrat d'Itinérance Sortante.

Pour ce faire, Le Partenaire prend à sa charge l'ensemble des démarches techniques, contractuelles et financières à la mise en œuvre des Services.

A ce titre, Le Partenaire :

- Signe des contrats avec des plateformes techniques d'itinérances,
- Signe des accords d'itinérance avec des Opérateurs d'Infrastructures de Recharge,
- Etabli librement le prix de la transaction de recharge en itinérance correspondant au Service en prenant en compte l'ensemble de ces coûts,
- Met à disposition des Utilisateurs Abonnés la liste des Points de Charges disponible en Itinérance Sortante sur le site internet et sur l'application mobile, ainsi que le coût de la transaction,
- Permet l'exécution de la transaction de recharge avec le badge de la Collectivité et/ou au moyen de l'application (si le Service est disponible auprès de l'Opérateur d'Infrastructure de Recharge),
- Fourni toute l'assistance nécessaire à l'Utilisateur Abonné, et notamment en cas d'incident, il en fait l'escalade auprès de l'Opérateur d'Infrastructure de Recharge si nécessaire,
- Facture les transactions et recouvre directement auprès de l'Utilisateur Abonné,

- S'engage à régler l'ensemble des coûts de mise en œuvre de l'Itinérance Sortante auprès de ses partenaires techniques et des Opérateurs d'infrastructure de Recharge.

3.2 Etablissements des Tarifs

Le Partenaire est libre d'établir le prix de transaction pour l'Usager Abonné.

Ce tarif ne devra pas dépasser de plus de 25% la somme des frais inhérents à ce type de service (Ces frais étant constitués à ce jour du prix publié sur la ConnectPlace de Gireve ramené à la transaction facturé par le CPO auquel s'ajoute le prix public maximum, à la transaction, appliqué par la société GIREVE, soit 1,2€HT à ce jour).

Le Partenaire communiquera à la Collectivité sur simple demande un tableau synthétique des tarifs appliqués dans le cadre de cette itinérance sortante.

4. Données

Le cas échéant, chacune des Parties fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier de la Directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de la Loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée (modifiée par la loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004).

La Collectivité autorise expressément Le Partenaire à utiliser pour la mise en œuvre opérationnelle de la Convention les données de toute nature qu'il fournira au Partenaire dans le cadre de la mise en œuvre des Services.

Le Prestataire pourra adapter, enrichir, compiler, croiser, reformater, agréger ces données, les organiser en bases de données et exploiter les données, fichiers et bases de données en résultant dans les limites de la loi, des Services mentionnés dans la présente Convention et sous sa responsabilité.

Le format de restitution de celles-ci doit respecter les standards ouverts et rester accessibles et transmissibles, sans langage propriétaire.

5. Confidentialité

La Convention est confidentielle, tant dans son contenu que dans son existence. Les documents fournis par les Parties, quel qu'en soit le support, et généralement toutes les informations auxquelles les Parties ont accès à l'occasion de l'exécution de la Convention sont confidentielles, qu'il s'agisse de documents ou informations de nature technique, informatique, commerciale, financière, économique, sociale, etc. Sont également confidentiels les fichiers, annuaires, messages auxquels les Parties auront accès.

Les Parties respectent cette obligation de manière absolue, et la font respecter de la même façon par leur personnel, et leurs éventuels sous-traitants, ainsi que plus généralement par tout intervenant de leur fait dans le cadre de la présente Convention. Cette obligation est valable pour toute la durée de la Convention, et pendant les deux (2) années suivant son terme, quelle qu'en soit la cause.

Au terme de la Convention chacune des Parties s'engage à restituer l'intégralité des documents remis et tous éléments fournis à l'occasion de l'exécution de celui-ci dans les soixante (60) jours suivant la demande de l'autre Partie notifiée par lettre recommandée avec avis de réception et à ne garder aucune copie des documents objet de cette restitution (à l'exclusion de copies nécessaires dans le cadre de contrôles internes).

Ne seront pas considérées comme confidentielles les informations publiquement disponibles à l'époque de leur divulgation ou qui deviennent ultérieurement disponibles sans manquement des Parties à leur obligation de confidentialité ou celles légitimement obtenues d'un tiers sans qu'il y ait eu violation par ce dernier d'un accord de confidentialité concernant cette information.

Par ailleurs, chaque Partie doit en tout temps respecter les Lois PDP telles qu'elles existent au jour de la signature du Contrat et telles qu'elles pourraient être modifiées et à toute autre règle, loi, recommandation, règlement d'une autorité française ou européenne compétente. Les Parties s'engagent également à Traiter les Données avec diligence et de manière confidentielle.

Les Lois PDP désignent : toute loi ou réglementation ayant trait à la protection des Données Personnelles et notamment la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la Directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données puis, à compter du 25 mai 2018, le Règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

6. Responsabilité

Le Partenaire est responsable de tout dommage direct que lui-même, ses salariés, ses représentants, ses sous-traitants et /ou de ses contractants, causent à la Collectivité ou à des tiers du fait de l'exécution de la présente Convention, à l'exclusion de tout autre.

La responsabilité de la Collectivité ne peut être engagée que pour les conséquences dommageables résultants de faits qui lui exclusivement et directement imputables, à l'exclusion de tout autre et notamment des conséquences d'un non-respect des Accords d'Itinérance par Le Partenaire.

Le Partenaire est responsable des Services qu'il délivre aux Utilisateurs Abonnés dans le cadre de la Convention.

7. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera le mois suivant la fin du Marché.

La présente convention fera l'objet d'une résiliation de plein droit :

- en cas de disparition du besoin,
- en cas de rupture unilatérale émanant de l'une ou l'autre partie.

Dans le cas d'une rupture unilatérale, la partie à l'initiative de la rupture informera l'autre de son intention de mettre fin à la présente convention par courrier recommandé, avec accusé de réception (LAR), en indiquant les motifs qui fondent sa décision.

La résiliation prendra effet dans un délai minimal de six (6) mois à la date de réception de la « LAR » de résiliation. »

8. Règlement des litiges

Ce Contrat est régi par la loi française.

Tout différend survenant entre les Parties dans le cadre de la Convention, doit faire l'objet d'une tentative de conciliation à l'amiable pendant une période de trente (30) Jours.

En cas d'échec du règlement amiable dans le délai, la partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif défini dans le cadre du Marché, seul compétent pour tout litige relatif aux présentes, son interprétation ou son exécution, même en cas de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Fait à [lieu], le [date]

Com. d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Pour le Partenaire

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°149-18

Objet : Convention pour l'itinérance entrante dans le cadre du réseau IRVE au profit des abonnés du service KiWhi Pass

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°149-18

Objet : Convention pour l'itinérance entrante dans le cadre du réseau IRVE au profit des abonnés du service KiWhi Pass

Le conseil communautaire,

Vu le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;

Vu la délibération n°199-17 du 11 décembre 2017 portant adhésion de la CoVe au groupement de commande pour des bornes de recharge pour véhicules électriques, coordonné par le Syndicat d'Electrification de Vaucluse et impliquant la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon et la Communauté de Communes Rhône Lez Provence ;

Considérant la conclusion du marché groupé du 10 mai 2018 ayant pour objet l'acquisition, l'installation, la maintenance et la supervision d'Infrastructures de Recharge pour les Véhicules Electriques et hybrides rechargeables avec l'opérateur de mobilité BOUYGUES Energies Services ;

Considérant la création d'un réseau commun d'infrastructures de recharge avec les membres du groupement de commande ;

Considérant que la CoVe prend désormais la qualité d'opérateur d'infrastructures de recharge ;

Considérant l'intérêt pour les collectivités devenues opérateurs d'infrastructures de charge d'offrir un accès large au service de recharge ;

Considérant le projet de contrat d'itinérance avec un opérateur de mobilité ayant pour objet de permettre aux utilisateurs abonnés du réseau Alizé d'accéder au service de recharge de la CoVe ;

Entendu le rapport du vice-président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le Président à conclure le contrat itinérance entrante avec la société KiWhi Pass Solutions, ayant pour objet de permettre aux usagers abonnés du réseau Alizé d'avoir accès au service de recharge de la CoVe en tant qu'abonné et dans les conditions décrites au contrat.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à conclure de nouveaux contrats itinérance entrante avec d'autres opérateurs de mobilité dans les mêmes conditions.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

CONTRAT D'ITINERANCE

Entre :

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dont le siège social est sis 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras,

Représentée par Guy REY en qualité de président, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée le **"Opérateur d'Infrastructure"**

Et :

La société **KiWhi Pass Solutions**, au capital de 100 000 euros, dont le siège social est sis 15 avenue du Centre, 78280 GUYANCOURT, inscrite au RCS de Versailles sous le numéro 808 639 801

Représentée par Claude Muller en qualité de Général Manager, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée le **"Opérateur de Mobilité"** ou **"KiWhi Pass Solutions"**

Ci-après dénommées collectivement les **"Opérateurs"** et individuellement la **"Opérateur"**

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

L'Opérateur de Mobilité est un fournisseur de service d'accès à des Services de Charge pour des véhicules électriques et hybrides rechargeables,

L'Opérateur d'Infrastructure est un fournisseur de Services de Charge sur une ou des IRVE(s) dont il assure l'exploitation et/ou la supervision.

Les Opérateurs souhaitent coopérer dans le cadre de l'Itinérance du Service de Charge des véhicules électriques et ont décidé à cet effet de conclure le présent accord d'Itinérance (le « **Contrat** » ou « **Accord d'Itinérance** ») matérialisant les conditions d'usage des services de l'Opérateur d'Infrastructure par l'Opérateur de Mobilité, dans le cadre de services que l'Opérateur de Mobilité commercialise en son nom auprès de ses propres clients ;

Les Opérateurs sont des spécialistes des IRVEs et disposent de l'expertise, de la connaissance et du savoir-faire dans les domaines de l'itinérance.

A la suite de leurs échanges, LES PARTIES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Définitions

Pour l'application du Contrat, les termes et les expressions ci-après, lorsqu'ils commencent par une majuscule, doivent être interprétés selon la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

Abonné : client abonné au service de l'Opérateur de Mobilité;

Annexe (s) : désigne une ou plusieurs annexes du Contrat. Elles font partie intégrante du Contrat et ont la même valeur juridique que ce dernier.

Carte ou Carte KiWhi Pass: carte sans contact RFID (basée sur la technologie sécurisée Mifare Ultralight C) disposant d'un identifiant unique (l'UID) permettant l'accès aux Points de Recharge et le micro-paiement.

Compte rendu De fin de Recharge ou CDR : compte rendu qui contient tous les éléments permettant (i) la facturation par l'Opérateur d'Infrastructure d'une transaction de recharge à l'Opérateur de Mobilité, et (ii) la facturation par l'Opérateur de Mobilité à ses Abonnés, et comprenant, notamment, la disponibilité du Point de Recharge, l'authentification de la Carte (l'UID), le début de charge, la fin de charge et la déconnexion;

Contrat : désigne le présent Contrat y compris ses Annexes et éventuelles avenants.

Données : ensemble des informations de toutes natures communiquées par un Opérateur à l'autre Opérateur dans le cadre de l'Accord d'Itinérance et destinées à être traitées dans le cadre de la mise en œuvre de l'Itinérance de la Recharge ;

Informations Confidentielles : recouvre toutes informations, données, documents de toute nature transmis, directe ou indirectement par le Fournisseur, ou portés à la connaissance du Client, par écrit, à l'oral ou par tout autre moyen, et incluant, sans limitation, toutes informations techniques, commerciales, stratégiques ou financières, études, spécifications, logiciels, produits.

Infrastructure de Recharge ou IRVE : ensemble de matériels techniques permettant la recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables. Elle peut être composée d'un réseau de points de recharge, de moyens de contrôle d'accès, de divers éléments d'information de l'utilisateur. L'IRVE décrite dans le cadre des présentes conditions générales d'itinérance est dite communicante, c'est-à-dire connectée au réseau Internet via une connexion sans fil ou filaire. Elle permet par exemple d'envoyer des informations sur l'état de fonctionnement et d'occupation de ses points de recharge, des demandes d'autorisation d'accès et de recharge, des états de consommation d'électricité, de temps d'usage, etc. et de recevoir des commandes d'autorisation de charge, de lancement, d'arrêt et d'interruption de recharge, des commandes de modifications des informations utilisateurs (état réservé, état de panne, etc.) ;

Itinérance : faculté pour le client de l'Opérateur de Mobilité d'utiliser l'IRVE de l'Opérateur d'Infrastructure sans relation d'aucune sorte avec l'Opérateur d'Infrastructure ;

Point de Recharge : équipement technique, physiquement installé sur une borne de recharge communicante, comportant un ou plusieurs socles de prises de charge, et/ou, un ou plusieurs câbles attachés permettant la recharge d'un seul véhicule à la fois

Roaming : opération qui consiste pour l'Opérateur de Mobilité à permettre l'accès au Service de Charge objet du présent Contrat à un opérateur de mobilité tiers.

Service de Charge : service souscrit par l'Opérateur de Mobilité auprès de l'Opérateur d'infrastructure, lui donnant accès à l'IRVE. Le Service de Charge débute lors de la demande d'accès avec la Carte de l'Opérateur de Mobilité. Elle se termine lorsque l'Abonné a libéré l'IRVE en clôturant la session de charge avec la Carte et débranché son véhicule.

Superviseur Technique : professionnel dont le rôle est, au nom et pour le compte de l'Opérateur d'Infrastructure, de gérer, d'exploiter et d'administrer, de facturer et recouvrir les sommes dues (dans le cadre d'un mandat de recette) sur les IRVEs via ses moyens techniques..

Point d'Intérêt ou POI : données numériques statiques ou dynamiques relatives aux points de recharge et éléments d'IRVE objets du présent Accord d'itinérance ;

Article 2. Objet

Le présent Contrat a pour objet de définir les droits et obligations des Opérateurs au titre de l'itinérance des services de l'Opérateur d'Infrastructure vis-à-vis de l'Opérateur de Mobilité.

Article 3. Documents contractuels

Les pièces ci-après sont constitutives du Contrat et doivent être considérées comme explicatives les unes des autres. En cas de contradiction entre deux documents, le document qui porte le numéro le moins élevé prime :

- 1) Le Contrat
- 2) Les Annexes suivantes :
 - Annexe 1 – Description des Produits
 - Annexe 2 – Annexe tarifaire
 - Annexe 3 – Matrice de contacts du service
 - Annexe 4 – Label KiWhi

Article 4. Durée

Le Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les Opérateurs et pour une durée de [trois (3)] ans. A l'issue de cette période initiale, le Contrat pourra être renouvelé par tacite reconduction pour des périodes un (1) an chacune, sauf dénonciation par l'une des Parties adressée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception, six mois au moins avant l'arrivée du terme de chaque période contractuelle. Les parties confirment qu'en aucun cas elles n'ont l'intention de conclure un contrat à durée indéterminée. Le présent contrat déroge aux articles 1210 à 1215 du Code civil.

Il pourra être mis fin au présent Contrat, avant son terme, dans les conditions fixées à l'article 12.

Article 5. Engagements des Opérateurs

Chaque Opérateur s'engage de manière générale à exécuter les engagements et obligations qui lui incombent tels que définis dans le Contrat, et à agir en toute circonstance de manière à contribuer à la bonne image de l'ensemble des services.

5.1 Engagements de l'Opérateur d'Infrastructure

L'Opérateur d'Infrastructure s'engage à fournir à l'Opérateur de Mobilité les Services de Charge.

A cet effet, l'Opérateur d'Infrastructure s'assure que le Superviseur Technique :

- Fasse le nécessaire pour assurer la compatibilité avec le protocole de communication OCPI permettant les échanges techniques entre sa plateforme et celle de l'Opérateur de Mobilité,
- maintienne cette compatibilité et les fonctionnalités nécessaires à l'échange des données,
- autorise la recharge à tout porteur d'une Carte KiWhi (sous réserve de l'accord transmis par la plateforme KiWhi Pass dans le cadre de la demande d'autorisation d'accès pour la transaction en cours, transmise par le Superviseur Technique – étant entendu qu'une autorisation n'est valable qu'une seule fois, pour une transaction donnée),
- limite le montant de facturation pour tout Abonné à [quinze (15)] euros TTC par acte.

L'Opérateur d'Infrastructure s'engage à fournir à l'Opérateur de Mobilité:

- les POI (description détaillée incluant : identification de l'IRVE au format standard EMI3 (défini par l'AFIREV), nom commercial du réseau de recharge, adresse et géolocalisation GPS, puissance de la recharge, type de prises, tarifs) du réseau faisant l'objet de ce Contrat
- les données dynamiques des POI (en charge, disponible, en maintenance, réservé, etc).

L'Opérateur d'Infrastructure s'engage à :

- entretenir ses IRVE de sorte à permettre leur bon fonctionnement,
- respecter les normes de sécurité en vigueur,
- afficher sur l'IRVE un numéro de service d'assistance technique
- prendre en charge les Abonnés en cas de dysfonctionnement de l'IRVE.

L'Opérateur d'Infrastructure s'engage à limiter son utilisation des UID des Cartes aux services délivrés à l'Opérateur de Mobilité. L'Opérateur d'Infrastructure s'engage à ne pas commercialiser, mettre à disposition ou transmettre, directement ou indirectement, contre rémunération ou gratuitement, les UID des Cartes KiWhi à des parties tierces.

L'Opérateur d'Infrastructure fournit à l'Opérateur de Mobilité tous les éléments et informations utiles permettant à ce dernier de facturer ses Abonnés pour les Services de Charge.

L'Opérateur d'Infrastructure reste responsable vis-à-vis de l'Opérateur de Mobilité et ses Abonnés de la qualité du Service de Charge.

[L'Opérateur d'Infrastructure autorise la pose du label « Compatible KiWhi Pass » (cf. annexe 4) sur les bornes permettant aux Abonnés en itinérance de reconnaître facilement les IRVEs compatibles avec leur Carte KiWhi Pass. L'affichage sur borne ne devra excéder les dimensions d'une carte de crédit.]

5.2 Engagements de l'Opérateur de mobilité

Le présent Contrat n'autorise l'Opérateur de mobilité à commercialiser le service de charge qu'auprès de client finaux qui sont ses Abonnés, le Roaming n'étant pas autorisé. Les Parties pourront discuter ultérieurement de sa mise en place, ce qui fera l'objet d'un avenant.

Il appartient à l'Opérateur de Mobilité de donner à ses Abonnés une information claire, transparente et exhaustive sur l'IRVE sur la base des informations qu'il aura obtenues au travers de ce Contrat (POI):

- identification de l'IRVE et nom commercial du réseau de recharge, adresse et géolocalisation GPS,
- périmètre des services proposés (puissance de la recharge, type de prises) et tarifs associés,
- droits, obligations et responsabilités lors de l'utilisation des services.

L'Opérateur de Mobilité est seul responsable de la fixation des tarifs des Service de Charge à ses Abonnés.

Il est entendu que les conditions d'utilisation des IRVE sont fournies en amont par l'Opérateur d'Infrastructure à l'Opérateur de Mobilité en annexe 1.

Il appartient, en outre, à l'Opérateur de Mobilité de vérifier que les contrats conclus avec ses Abonnés sont compatibles avec le Contrat et de leur apporter le cas échéant toute modification nécessaire.

L'Opérateur de Mobilité est seul responsable vis-à-vis de ses Abonnés de la fourniture des services rendus par l'Opérateur de Mobilité et de la gestion des éventuelles réclamations de ses Abonnés.

L'Opérateur de Mobilité s'engage à fournir à son client un numéro d'assistance téléphonique à contacter par ce dernier, quelle que soit l'anomalie rencontrée.

L'Opérateur de Mobilité s'engage vis-à-vis de l'Opérateur d'Infrastructure à:

- S'assurer que ses Abonnés utilisent le réseau ALIZÉ raisonnablement au sens de l'article 1728 du code civil et plus particulièrement qu'ils respectent les conditions de stationnement sur les places de recharges telles que définies par l'Opérateur d'Infrastructure, qu'ils n'endommagent pas les IRVE.
- Obtenir toutes les autorisations administratives requises et payer toutes les sommes, taxes et autres droits liés à ses activités et à l'utilisation des Services de Charge.
- Répondre des dommages directs que viendrait à subir l'Opérateur d'Infrastructure d'un manquement de l'Opérateur de Mobilité à ses obligations.
- S'engager à ne pas communiquer les coordonnées de la structure d'assistance à ses Abonnés, l'Opérateur d'Infrastructure et le Superviseur Technique ne prendront en charge aucune demande émanant directement des Abonnés. L'Opérateur de Mobilité étant le seul interlocuteur de l'Opérateur d'Infrastructure et du Superviseur Technique pour le service d'assistance, en cas de dysfonctionnement, l'Abonné doit s'adresser à l'Opérateur de Mobilité.
- Reconnaître au Superviseur Technique, en sa qualité de bénéficiaire d'un mandat d'encaissement que lui a consenti l'Opérateur d'Infrastructure, le droit d'encaisser les frais du Service de Charge au nom et pour le compte de l'Opérateur de d'Infrastructure.
- A régler les factures dans les délais de paiement prévus en annexe 3 sans pouvoir, pour se soustraire à son obligation de paiement, opposer à l'Opérateur d'Infrastructure ou au Superviseur Technique un quelconque impayé de ses Abonnés ni une utilisation frauduleuse des Cartes KiWhi Pass ou encore un dysfonctionnement éventuel de tout ou partie du service ALIZÉ qui n'aurait pas empêché la charge du véhicule.

Article 6. Modalités d'exécution de l'Accord d'Itinérance

6.1 Echange de données

Chaque Opérateur assume l'entière responsabilité des données qu'il transmet à l'autre Opérateur dans le cadre de l'exécution de l'Accord d'itinérance.

L'Opérateur d'Infrastructure transmet à l'Opérateur de Mobilité à chaque fin de session de recharge le Compte rendu De fin de Charge afin de permettre à ce dernier de facturer ses Abonnés. Le CDR sera envoyé à chaque fin de session de recharge, et en tout état de cause au maximum 30 jours après cette session.

En cas de conflit entre les registres informatisés des Opérateurs, ces derniers en coopération chercheront la source de l'erreur dans le but de réconcilier les données.

L'opérateur de Mobilité s'engage à ne pas commercialiser ni les données transmises (POI, Statuts) ni les Services de Charges à d'autres opérateurs de mobilité.

L'Opérateur d'Infrastructure autorise l'Opérateur de Mobilité à publier les POI sur ses propres applicatifs (site web et applications mobiles) afin que ses Abonnés puissent avoir la meilleure visibilité de l'état des IRVEs.

L'Opérateur d'Infrastructure autorise d'ores et déjà l'Opérateur de Mobilité à transmettre les POI à ses partenaires afin de les intégrer dans le système de navigation des véhicules et/ ou solutions de mobilité, pour permettre d'informer des IRVEs accessibles avec la Carte KiWhi Pass. Ce droit est octroyé de manière transitoire en attendant la mise en œuvre d'une solution alternative via des plateformes d'interopérabilité. L'opérateur de d'infrastructure pourra résilier ce droit sans remettre en cause le Contrat dans des conditions techniques à définir entre elles.

6.2 Collaboration

Les Opérateurs conviennent de collaborer de bonne foi dans le cadre de leurs relations.

Les Opérateurs s'engagent à se tenir réciproquement informés de tout événement susceptible, à leur connaissance, d'avoir une incidence sur le bon déroulement de l'exécution du Contrat.

Chaque Opérateur s'engage à désigner un interlocuteur dédié responsable de la bonne exécution du présent Contrat et à informer l'autre Opérateur de tout changement dès qu'elle en a connaissance.

Dans le but de faciliter l'accès aux IRVEs à un maximum d'Abonnés, les Opérateurs se réservent le droit de collaborer pour la mise en place d'une solution « remote access » c'est-à-dire le lancement d'une session de recharge et son paiement à l'aide d'un smartphone.

Les interlocuteurs sont désignés à l'Annexe 3 du Contrat.

Article 7. Tarif et conditions financières

7.1 Tarifs

Les tarifs se rapportant aux services fournis par l'Opérateur d'Infrastructure à l'Opérateur de Mobilité sont précisés en Annexe 2.

Les prix indiqués sont exprimés en euros. Ils n'incluent pas la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'Opérateur de Mobilité fait son affaire du recouvrement des recettes commerciales relatives aux recharges de ses Abonnés qui s'effectueront aux tarifs qu'il aura librement appliqués.

En aucun cas, l'Opérateur de Mobilité ne peut se prévaloir de causes liées au fonctionnement de son service ou de la Carte (défaillance de l'Abonné, vol de Carte, vol de l'UID de la Carte, fraude informatique sur son système...) pour s'exonérer du paiement dû à l'Opérateur d'Infrastructure dès lors qu'il a accepté la transaction de charge dans le cadre de la demande d'autorisation préalable.

Toutefois, l'Opérateur de Mobilité pourra être exonéré du paiement dû à l'Opérateur d'Infrastructure en cas de défaillance :

- De l'IRVE,
- Non-transmission du CDR dans les délais prévus à l'article 6.1,
- Du système de supervision,
- Tout autre incident qui ne relèverait pas de son fait ou de celui de ses Abonnés.

7.2 Facturation

Les conditions de facturation sont les suivantes :

- Facturation mensuelle, le 1^{er} jour ouvré du mois M+1, établi sur la base de la consommation de la période précédente.
- Envoi par courrier électronique à l'adresse indiqué en Annexe 3.
- Echéance de règlement : 30 jours FDM date d'émission de facture.
- Mode de règlement : Virement Bancaire / SEPA sur compte transmis en Annexe 2

En cas de retard de paiement, les sommes dues porteront intérêt de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure à compter de la date d'échéance portée sur la facture, sur la base d'un taux égal à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur. D'autre part, sans préjudice des pénalités visées ci-avant, pour tout retard de paiement, une indemnité de 40 euros sera due de plein droit par l'Opérateur de Mobilité pour frais de recouvrement. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité, une indemnisation complémentaire sera due du montant des frais justifiés.

7.3 Revue des tarifs

Les Parties ont convenu de se retrouver 6 mois puis 1 an après l'entrée en vigueur du présent Contrat afin de discuter de bonne foi de la possibilité de faire bénéficier à l'Opérateur de Mobilité d'un tarif préférentiel sur la base des volumes générés.

Article 8. Modifications

8.1 Modifications réglementaires ou législatives

En cas d'évolutions du cadre réglementaire, législatif ou jurisprudentiel, ou de décision d'une autorité administrative ou judiciaire, ayant une incidence sur l'exécution du Contrat et, notamment :

- (i) Toute modification des engagements des Opérateurs,
- (ii) Toute modification de l'équilibre des droits et obligations des Opérateurs tels qu'initialement prévus au Contrat,
- (iii) Une modification de l'équilibre économique de l'Accord d'Itinérance,

(iv) L'impossibilité de poursuivre tout ou partie de l'exécution de l'Accord d'Itinérance,

Les Opérateurs reconnaissent que l'Accord d'Itinérance devra être renégocié de bonne foi, en tout ou partie, en vue d'y inclure les adaptations rendues nécessaires par l'évolution du cadre réglementaire.

8.2 Modifications des Produits

L'Opérateur d'Infrastructure se réserve le droit de modifier à tout moment les spécifications techniques des Services de Charges. Ses évolutions seront applicables deux (2) mois après notification de l'Opérateur de Mobilité à cet effet. L'Opérateur d'Infrastructure apportera à l'Opérateur de Mobilité l'assistance (raisonnable) pour faciliter le maintien de la compatibilité.

En cas de refus, l'Opérateur de Mobilité sera en droit de mettre fin au Contrat sans pénalité.

En l'absence de réponse, les modifications seront applicables de plein droit à l'issue du délai défini ci-dessus.

Article 9. Propriété industrielle et intellectuelle

Chaque Opérateur reste titulaire de ses droits de propriété intellectuelle. L'Accord d'Itinérance n'emporte aucun transfert ou cession des droits de propriété intellectuelle.

Article 10. Responsabilités

Chaque Opérateur est responsable de tout dommage direct que lui-même, ses salariés, ses représentants, ses clients, ses sous-traitants et /ou de ses contractants, causent à l'autre Opérateur ou à des tiers du fait de l'exécution du présent Contrat.

Chacun des Opérateurs renonce expressément à réclamer à l'autre Opérateur les préjudices immatériels et/ou indirects tels que les pertes de données, d'activité, de bénéfice, d'exploitation, d'opportunité, de contrat ou d'atteinte à l'image causés à lui, son personnel, toutes personnes dont il a la responsabilité ou à des tiers par l'autre Opérateur.

L'Opérateur d'Infrastructure déclare et garantit qu'il exécutera l'Accord d'Itinérance conformément aux règles de l'art.

Chaque Opérateur s'engage à collaborer activement et à communiquer les informations et preuves à sa disposition lors de la recherche de tiers ayant provoqués des préjudices matériels et corporels causés par lui, son personnel ou ses usagers.

Article 11. Confidentialité

Les Opérateurs s'engagent à garder strictement confidentiel l'ensemble des Informations Confidentielles et à demander l'autorisation préalable écrite à l'autre Opérateur avant toute communication à un tiers.

La divulgation de l'Information Confidentielle est strictement limitée aux membres du personnel des Opérateurs et/ou ceux de leurs sous-traitants éventuels ayant besoin d'en connaître dans le cadre du Contrat.

En tout état de cause, chaque Opérateur sera tenu responsable de toute divulgation qui surviendrait du fait d'un membre de son personnel ou d'un tiers à qui il aurait communiqué une Information Confidentielle.

Chaque Opérateur respecte cette obligation de manière absolue, et la fait respecter de la même façon par son personnel et ses sous-traitants éventuels. Cette obligation est valable pour toute la durée du Contrat, et pendant les deux (2) ans suivant son terme.

Au terme du Contrat chaque Opérateur s'engage à restituer l'intégralité des documents remis et tous éléments fournis à l'occasion de l'exécution de celui-ci dans les soixante (60) jours suivant la demande du l'autre Opérateur notifiée par lettre recommandée avec avis de réception et à ne garder aucune copie des documents objet de cette restitution. Ne seront pas considérées comme confidentielles les informations publiquement disponibles à l'époque de leur divulgation ou qui deviennent ultérieurement disponibles sans manquement à leur obligation de confidentialité ou celles légitimement obtenues d'un tiers sans qu'il y ait eu violation par ce dernier d'un accord de confidentialité concernant cette information.

Article 12. Résiliation

Le Contrat est résiliable exclusivement dans les cas suivants :

- (i) En cas de manquement par l'une ou l'autre des Parties à l'une quelconque de ses obligations, le présent Contrat pourra être résilié de plein droit, trente (30) jours après mise en demeure, adressée à la partie défaillante, par lettre recommandée avec accusé de réception, de remédier à son manquement demeurée infructueuse, sans préjudice du droit pour la partie lésée de solliciter l'attribution de dommages-intérêts.
- (ii) En cas de prolongement d'un cas de force majeure pour une durée totale de quatre-vingt-dix (90) jours au total ou par tranches de périodes.
- (iii) Si l'une des parties fait l'objet d'une procédure collective, sous réserve du respect des dispositions légales en vigueur.

Article 13. Assurance

Chacune des Parties souscrit et maintient à jour pour toute la durée de l'Accord d'itinérance une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable établie sur le territoire de l'Union Européenne pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile générale. Chacune des Parties en produit un justificatif à première demande de l'autre Partie.

Article 14. Cession du Contrat

Aucun Opérateur ne pourra ni céder, ni transférer, ni mettre en garantie le Contrat ou l'un quelconque des droits et obligations y afférents sans l'accord écrit préalable de l'autre partie. Toutefois, chacune des Parties peut céder ou transférer le Contrat à une société de son groupe, entendu au sens de l'article L233-3 du Code de Commerce à charge pour la Partie cédante d'en informer l'autre Partie.

Article 15. Force Majeure

Aucunes des deux Parties ne saurait être tenue pour responsable de tout manquement à ses obligations résultant d'un cas de force majeure. A titre d'exemple et non exhaustif, les Parties reconnaissent d'ores et déjà comme cas de force majeure : des épidémies, la guerre civile ou étrangère, des attentats, des émeutes, des pillages, les sabotages, des actes criminels, des dommages causés par des événements accidentels ou incontrôlables, imputables à des tiers (y compris notamment les incendies, les explosions et les catastrophes aériennes), des catastrophes naturelles, des phénomènes atmosphériques (ce qui inclut notamment les inondations, des pluies, vents, tempêtes, incendies, ouragans et événements volcaniques), défaut d'exécution de la part de tiers au contrat, un arrêt de fourniture d'énergie, la grève, une défaillance du réseau Internet ou de télécommunication, le blocage des moyens de transport, les décisions gouvernementales ou législatives, les pertes de connectivités Internet dues aux opérateurs publics ou privés.

La Partie se prévalant d'un cas de force majeure sera tenue de le prouver et de le notifier à l'autre Partie en indiquant sa durée et ses conséquences prévisibles, dans les huit jours suivant sa survenance.

Dans cette hypothèse, les obligations des Parties au titre du Contrat seront suspendues à compter de la notification du cas de force majeure ou du cas fortuit et cela jusqu'à la cessation de cet événement. Toutefois, si le cas de force majeure a une durée d'existence supérieure à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de sa notification et si les Parties ne sont pas parvenues à adapter le Contrat aux circonstances nouvelles nées de la force majeure, le Contrat pourra être résilié à la diligence de l'une des Parties par simple notification adressée à l'autre Partie, sans indemnité, préavis ou formalité judiciaire.

Article 16. Engagements et garanties

Chaque Opérateur s'engage à respecter, pendant la durée du Contrat, les lois et règlements nationaux et internationaux, notamment les dispositions de la Convention de l'OCDE et la Convention de l'ONU qui traitent de la lutte contre la corruption publique et privée, et toutes dispositions en vigueur en France et à l'international ayant le même but.

Article 17. Loi applicable - Contestations

Ce Contrat est régi par la loi française.

Tout différend survenant entre les Parties dans le cadre du Contrat, doit faire l'objet d'une tentative de conciliation à l'amiable pendant une période de trente (30) Jours. A défaut, dans un délai de trente (30) Jours, les directions générales respectives de chacune des Parties devront se réunir en vue de mettre un terme définitif au litige concerné.

En cas d'impossibilité de résolution amiable dudit différend, les Parties conviennent de soumettre ledit différend à une procédure de médiation sous l'égide du Centre de Médiation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Les Parties organiseront leur médiation selon le règlement de médiation en vigueur de cet organisme. Les frais inhérents à la procédure de médiation seront partagés à parts égales entre les Parties qui, cependant, conserveront à leur charge les frais et honoraires de leurs conseils et avocats.

En cas d'échec dans le délai de saisine des directions générales respectives, la partie la plus diligente pourra saisir, le tribunal de commerce de Paris sera, seul compétent pour tout litige relatif aux présentes, son interprétation ou son exécution, même en cas de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Article 18. Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier par la législation européenne et par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

Fait en 2 exemplaires à [____], le [_____]

Pour l'Opérateur d'Infrastructure

Pour l'Opérateur de Mobilité

Signature

Signature

ANNEXE 1 – Identification des Services de Charge

Description des Bornes disponibles :

Exemple :

Code Type Borne Normale :

- Description Produit : G2 Mobility DIVA SmartPilote
- Type de Prise : T2/Type F
- Puissance Abonnement : 18kVA partagés sur la station
- Horaire d'accès : 24H/24
- Nature lien télécom : 3G

Code Type Borne :

- | | |
|---|-------------------------------------|
| - | Description Produit : |
| - | Type de Prise : |
| - | Puissance Abonnement : |
| - | Horaire d'accès : |
| - | Nature lien télécom : |
| - | Fréquence mise à jour des données : |

Code Type Borne :

- | | |
|---|-------------------------------------|
| - | Description Produit : |
| - | Type de Prise : |
| - | Puissance Abonnement : |
| - | Horaire d'accès : |
| - | Nature lien télécom : |
| - | Fréquence mise à jour des données : |

Code Type Borne :

- | | |
|---|-------------------------------------|
| - | Description Produit : |
| - | Type de Prise : |
| - | Puissance Abonnement : |
| - | Horaire d'accès : |
| - | Nature lien télécom : |
| - | Fréquence mise à jour des données : |

Services disponibles :

Type de Carte Authentification supporté : MIFARE

Remote Start supporté : OUI / NON

Ligne téléphonique de support technique (à ne pas diffuser) : Oui

Horaires d'accès : 24H/24

ANNEXE 2 – tarifs

Code type de Borne :

-
-

Frais de connexion : [] €

Tarif de charge en fonction du temps

Code type de Borne :

-
-

Frais de connexion : [] €

Tarif de charge en fonction du temps

Code type de Borne :

-
-

Frais de connexion : [] €

Tarif de charge en fonction du temps

Coordonnée Bancaire de Virement :

ANNEXE 3 – Matrice de contacts

Coordonnée des Interlocuteur de l'Opérateur d'Infrastructure :

- Responsable du contrat (Syndicat)

- Prénom et NOM :
- Téléphone :
- Email :
- Société :

- Interlocuteur support Superviseur Technique (Bouygues)

- Prénom et NOM : Alexandre COURT
- Téléphone :
- Email : a.court@bouygues-es.com
- Société : Bouygues Energies & Services

- Interlocuteur financier du mandat d'encaissement (Bouygues)

- Prénom et NOM : Sabrina CHAPPE
- Téléphone :
- Email : s.chappe@bouygues-es.com
- Société : Bouygues Energies & Services

Coordonnée des Interlocuteur de l'Opérateur de Mobilité :

- Responsable du contrat

- Prénom et NOM : Thierry MEIGNAN
- Téléphone : +33 633565865
- Email : thierry.meignan@easytrip.fr

- Interlocuteur support Technique

- Prénom et NOM : Eloise RENARD
- Téléphone : +33 139414128
- Email : eloise.renard@egis.fr

- Interlocuteur financier

- Prénom et NOM : Paula Da Fonseca
- Téléphone : +33 139414062
- Email : paula.da-fonseca@egis.fr

ANNEXE 4 : LABEL KIWHI PASS®

1. **Objectif du label « Compatible » KiWhi Pass ®**

Le label KiWhi Pass® est un élément d'identification national fort qui garantit un accès immédiat et un paiement sécurisé (reconnue comme solution de paiement par la Banque de France) aux bornes de recharge pour véhicules électriques en France.

C'est une vraie garantie dans un contexte où les clients ne savent pas toujours de quel moyen d'accès sont dotées les bornes et où coexistent une multitude de cartes RFID localement.

- Il est un gage de sérieux et d'expertise puisqu'adossé à un service pionnier lancé en 2011 et sélectionné par les principaux constructeurs : Renault / Nissan / Volkswagen / Mitsubishi
- Il permet de démontrer que KiWhi Pass® est une solution nationale intégrant aussi des services innovants.
- Il permet aux possesseurs français et étrangers de véhicules électriques de reconnaître en un coup d'œil si la borne de recharge accepte ou non la carte KiWhi Pass®.
- Il permet aux opérateurs de bornes, partenaires de montrer qu'ils acceptent une solution d'accès et de paiement universelle. Ils adhèrent au réseau « Easytrip KiWhi Pass® ».
- Il crédibilise les actions menées en faveur de l'interopérabilité.
- Il permet de faire la promotion d'une solution d'accès et de paiement ouverte et complémentaires aux autres solutions éventuellement déployées en local.
- Il permet de démontrer qu'une solution de carte unique existe et émerge en Europe.
- Il est un argument de vente supplémentaire pour le partenaire, l'opérateur de bornes qui l'utilise, KiWhi Pass étant largement diffusé et disposant d'une forte notoriété sur le marché.
- Il est gage de reconnaissance dans les réponses aux appels d'offres

Le label KiWhi Pass ® se présente sous forme de pastille « Compatible KiWhi » déclinable en plusieurs formats.

2. UTILISATION :

a) Ce label a pour but d'être intégré dans les supports de communication :

- des fabricants de bornes de recharge
- des installateurs de bornes de recharge
- des superviseurs techniques de bornes de recharge
- des partenaires de diffusion d'EASYTRIP

Il certifie que ces acteurs sont agréés par Easytrip et/ou utilisent la solution KiWhi Pass®.

Exemples de supports : plaquette commerciale / document technique / flyer / site internet / présentation PowerPoint / Communiqué de presse.

b) Ce label a également pour but d'être mis en avant directement sur les bornes de recharges et/ou les supports qui l'entourent

Il certifie que la borne est référencée sur le réseau KiWhi Pass® et que la borne est compatible et accessible avec la carte KiWhi Pass®

Type : autocollant

Format : « pastille »

Taille : 8 cm de diamètre afin de préserver la lisibilité des différents éléments qui le composent

Application : sur toutes les bornes de recharge accessibles avec la carte KiWhi Pass® ainsi que les cartes constructeurs (Nissan / Renault / Mitsubishi / Volkswagen/Hyundai).

Deux cas clients possibles :

CAS 1 : le client a déjà une carte KiWhi, il peut accéder à la borne et recharger son véhicule

CAS 2 : le client n'a pas encore de carte KiWhi, il peut la commander sur le site internet www.kiwhipass.fr ou aller en magasin et acheter une carte pré chargée.

3. FOURNITURE DES AUTOCOLLANTS LABEL:

Les autocollants sont fournis gracieusement par KiWhi Pass Solution à l'Opérateur d'Infrastructure

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZLA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°150-18

Objet : Aide aux transports scolaires

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°150-18

Objet : Aide aux transports scolaires

Le Conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transport public de voyageurs,

Vu la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité exercée par la CoVe depuis le 1^{er} septembre 2008,

Considérant les difficultés rencontrées par certains foyers modestes, la CoVe propose de rembourser les abonnements scolaires à tout foyer dont les conditions de ressources sont inférieures au plafond défini en fonction de critères sociaux, sur la présentation de justificatifs,

Vu l'avis de la commission transport du 12 juin 2018,

Entendu le rapport du Vice-président délégué aux Transports,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER l'aide aux transports aux familles modestes en s'appuyant sur le plafond des ressources, tel que notifié ci-dessous.

Charges familiales prises en considération	Nombre de points
Familles + 1 enfant	10
Pour le deuxième enfant	+1
Pour chacun des troisième et quatrième enfants	+2
A partir du cinquième enfant et quel que soit le nombre supplémentaire	+3
Parent divorcé, veuf ou célibataire	+2
Autre enfant transporté sur le Réseau communautaire Trans'CoVe	+1

Plafond des ressources. (Revenus)

Points	10	11	12	13	14	15
Ressources	16 076,00	17 312	18 547	19 784	21 020	22 257
Points	16	17	18	19	20	21
Ressources	23 494	24 730	25 966	27 071	28 439	29 677

Article 2 : DE PRECISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 658 du budget principal fonction 815.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°151-18

Objet : Modification de la grille tarifaire des transports

Conseil de communauté du 10 septembre 2018
Délibération n°151-18
Objet : Modification de la grille tarifaire des transports

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics,

Vu l'avenant N°2 à la convention Région/CoVe fixant l'organisation et le financement des services de transport de voyageurs et notamment les voyages interurbains chevauchant les périmètres des deux Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM),

Vu la délibération 117-17 du 19 juin 2017 fixant les conditions tarifaires de l'usage des transports en commun et du transport à la demande,

Considérant la hausse des titres combinés TransCoVe et Transvauclose initiée par la Région, impactant de facto le montant de l'abonnement sans que la part CoVe n'ait été réévaluée,

Vu l'avis de la commission transports du 12 juin 2018,

Entendu le rapport du Vice-président délégué aux Transports,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'APPROUVER la modification de la grille tarifaire telle qu'annexée à la présente délibération.

Transmis en Préfecture le : 14 SEPT 2018

Publication par affichage le : 14 SEPT 2018

Exécutoire le : 14 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 14/09/2018

Modification de la grille tarifaire du réseau Trans'CoVe

RESEAU DE TRANSPORT PUBLIC TRANS'COVE
Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin

1171 avenue du Mont Ventoux
B.P. 84 – 84203 CARPENTRAS CEDEX
Service Transport : 04.90.67.69.33.
www.lacove.fr

GRILLE TARIFAIRE EN VIGUEUR au 1^{er} septembre 2018
TRANSPORT URBAIN – PERI-URBAIN – TRANSPORT A LA DEMANDE

Titres de transport	Coût	Offre de transport
Carte Sénior	Gratuit	A condition d'avoir plus de 62 ans et d'être non imposable, valable du 1 ^{er} janvier au 31 décembre, libre circulation sur l'ensemble du réseau, délivré uniquement au point info transport.
Ticket enfant	Gratuit	A condition d'avoir moins de 5 ans et d'être accompagné d'une personne ayant un titre de transport.
Ticket unité	1 €	Tout public, valable 1h00 sur l'ensemble du réseau sauf TAD, aller/retour interdit, achat uniquement dans les véhicules.
Carnet de 10 tickets	8 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, aller/retour interdit, achat au point info transport ou chez les dépositaires.
Ticket TAD	4 €	Valable uniquement pour le TAD, correspondance interdite, achat uniquement dans le véhicule.
Abonnement mensuel tout public	22 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois, achat au point info transport ou chez les dépositaires.
Abonnement mensuel jeune – de 26 ans en formation.	18 €	A condition d'être scolarisé, étudiant ou en formation et d'avoir moins de 26 ans, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour, achat au point info transport ou chez les dépositaires.
Abonnement annuel tout public	150 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte, achat au point info transport.
Abonnement annuel jeune – 26 ans	120 €	Avoir moins de 26 ans et poursuivre une formation, libre circulation sauf TAD pendant un an après l'émission de la carte, achat au point info transport.

Abonnement annuel scolaire	110 €	À condition d'être scolarisé sur le territoire de la CoVe, valable une année scolaire, libre circulation sur tout le réseau sauf TAD pendant la période scolaire, achat au point info transport
Abonnement annuel école primaire	Gratuit	À condition d'être scolarisé dans une des écoles des villages suivant : Bédoin, Modène, Saint-Pierre, Le Barroux et Suzette, valable une année scolaire, circulation limitée aux dessertes de l'école pendant la période scolaire, délivrance au point info transport
Abonnements mensuels Transcove + TransVaucluse ***		
Mensuel tout public /zone 1	47,5€	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et un trajet sur TransVaucluse de la zone1, achat au point info transport.
Mensuel jeune – de 26 ans /zone1	36 €	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet Transvaucluse de la zone 1, achat au point info transport.
Mensuel tout public/zone2	56 €	Tout public valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et un trajet sur TransVaucluse de la zone 2, achat au point info transport.
Mensuel jeune – de 26 ans /zone2	44 €	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois sur le réseau Trans'Cove et un trajet sur TransVaucluse de la zone 2, achat au point info transport.
Abonnements annuels Transcove + TransVaucluse ***		
Annuel tout public /zone 1	372 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet de Transvaucluse de la zone1, achat au point info transport.
Annuel jeune – 26 ans /zone1	222,5€	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte sur le réseau TransCove et sur un trajet TransVaucluse de la zone1, achat au point info transport.
Annuel tout public/zone2	456 €	Tout public, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation pendant un an après l'émission de la carte sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet Transvaucluse de

		la zone 2, achat au point info transport.
Annuel jeune – 26 ans /zone2	264 €	Jeune – de 26 ans en Formation valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation sur le réseau Trans'Cove et sur un trajet Transvacluse de la zone 2, à condition d'être scolarisé ou en formation, achat au point info transport.
Abonnement mensuel et annuel TER+ Transcove ***		
Abonnement mensuel tout public combiné TER+	Abonnement mensuel * ZOU + 16 €	Pour les détenteurs d'un abonnement mensuel de travail Zou une réduction sur l'abonnement mensuel tout public du réseau Trans'Cove est consentie, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois au dernier jour du mois, achat unique auprès d'un guichet SNCF
Abonnement Annuel tout public combiné	Abonnement annuel ** ZOU + 110 €	Pour les détenteurs d'un abonnement annuel de travail Zou une réduction sur l'abonnement annuel tout public du réseau Trans'Cove est consentie, valable sur l'ensemble du réseau sauf TAD, libre circulation du 1 ^{er} jour du mois du premier mois au dernier jour du douzième mois. achat unique auprès d'un guichet SNCF
Desserte spécifique du Mont Ventoux		
Titre unitaire pour desserte du Mont Ventoux	2 €	Valable seulement sur ces dessertes spécifiques. Ce tarif s'applique à tous les passagers et il est à payer à chaque montée dans un véhicule. Achat uniquement dans les véhicules

*** Les titres intermodaux donnent droit à la correspondance, sans coût supplémentaire, entre les réseaux urbain et interurbain. Leurs détenteurs peuvent évoluer de façon illimitée sur l'ensemble des lignes Trans'CoVe et sur le trajet de leur choix sur une ligne TransVaucluse ou une ligne TER PACA.

Gratuité du transport :

Les abonnements annuels 'scolaires' seront délivrés gratuitement aux familles éligibles au RSA Socle, Majoré, Activité, sur justificatifs. Les familles disposant de faibles revenus qui remplissent les conditions de ressources édictées par la CoVe peuvent retirer un dossier à l'accueil de la CoVe pour pouvoir bénéficier d'un remboursement à postériori.

Les enfants de moins de 5 ans voyagent gratuitement lorsqu'ils sont accompagnés d'un adulte s'étant acquitté de son titre de transport.

CONDITIONS D'UTILISATION

TITRES A OBLITERER / RESEAU URBAIN & PERIURBAIN : billet à l'unité (ou vendu par carnets de 10)

- **Correspondance gratuite** accordée pendant une heure, de la 1^{ère} oblitération jusqu'à la fin du deuxième voyage, sur tous les services de la CoVe, pour finaliser son trajet (hors T.A.D.).

N.B. : Aller-retour sur une même ligne, non autorisé avec le même ticket.

TITRES À VUE :

- **Abonnement mensuel tout public**: abonnement calendaire, libre circulation (hors TAD).

- **Abonnement annuel scolaire**: (Tarif au prorata temporis si arrivée en cours d'année).

- **Abonnement annuel tout public et jeune – de 26 ans en Formation** : abonnement calendaire, libre circulation (hors TAD).

TRANSPORT A LA DEMANDE : Billet à l'unité uniquement

- La réservation doit être faite par téléphone auprès du transporteur au 0800881523, avant 18 h 30 la veille pour le lendemain, ou minimum 4 heures avant la course le jour même. Service ne fonctionnant pas les Dimanches ni les jours fériés. – Se présenter au rendez-vous à l'heure et à l'arrêt convenus avec le transporteur.

L'usage mensuel est limité à 12 trajets par personnes.

L'annulation d'un trajet est possible, au minimum 4h avant la course. En cas de non présence au rendez-vous sans avoir au préalable annulé, le client pourra être radié temporairement du service (3 mois) après 2 absences en 3 mois.

CONDITIONS D'EMISION DE NOUVELLE CARTE

Les cartes d'abonnement ainsi que les coupons détériorés ou perdus, seront renouvelés sur demande de l'usager contre paiement de la somme de 10€. (Concernant les duplicatas des abonnements combinés TER + CoVe, l'usager doit s'adresser au guichet de la SNCF.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°152-18

Objet : Avenant à la convention avec la société protectrice des animaux de Vaucluse pour la fourrière animale

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°152-18

Objet : Avenant à la convention avec la société protectrice des animaux de Vaucluse pour la fourrière animale

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de fourrière animalière relevant de l'intérêt communautaire,

Vu la délibération 21-16 du 8 février 2016, approuvant le partenariat avec la SPA Vauclusienne pour la mise en fourrière des animaux errants et la stérilisation des populations félines,

Considérant les lourdes difficultés financières rencontrées par cet établissement et sa demande de hausse de 9% de la contribution financière pour l'exercice 2018,

Vu le projet d'avenant annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission de la gestion des déchets du 14 juin 2018,

Entendu le rapport du Vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le Président à signer l'avenant à la convention partenariale avec la SPA Vauclusienne de l'Isle sur la Sorgue, annexé à la présente délibération.

Article 2 : D'INSCRIRE au budget à l'article 6281 fonction 114 du service GDD le coût de la participation financière – contribution initiale et complément exceptionnel et non reconductible de +9% - de la CoVe à hauteur de 51 288 €.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

CONVENTION

concernant les animaux errants capturés et leur hébergement en la Fourrière départementale
aménagée par la S.P.A. VAUCLUSIENNE

(convention d'objectifs établie le 23 février 2016
en application des articles L 211-11 à L 211-29 du Code Rural)

AVENANT MODIFICATIF N° 1

Entre

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN (COVE)
sise 1171 avenue du Mont Ventoux, 84200 Carpentras

et

La SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX VAUCLUSIENNE
Refuge du Petit Pigeolet, Route de Fontaine de Vaucluse, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

L'article 3, alinéas 3 et 5, de la dite convention est modifié comme suit

Article 3 : Engagement de la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'agglomération s'engage à respecter les procédures réglementaires liées à la capture des animaux, conformément aux consignes prescrites par la SPA dans l'annexe 1.

En contrepartie des services apportés par la Société Protectrice des Animaux, la CoVe versera une redevance par habitant.

Le montant de la participation financière annuelle fixé à compter du 1^{er} janvier 2018 est de 0,73 euros par habitant.

Le nombre d'habitants retenu pour le calcul sera celui de la population légale totale des communes membres, déterminé chaque année par publication au Journal Officiel. A titre d'information, le nombre d'habitants est de 70 258 au 1^{er} janvier 2016.

Le montant de la participation forfaitaire sera modifié chaque année suivant l'évolution de l'indice INSEE à la consommation base 2015 – ensemble des ménages – France hors tabac (identifiant 001763852) - indice de référence : mois de novembre.

Fait à

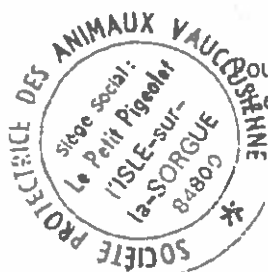
le

Pour la S.P.A. Vauclusienne
Président,

Pour la CoVe
Le Président,

B. THOMAS

F. ADOLPHE



Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°153-18

Objet : Exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2019 de locaux à usage industriel ou commercial

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°153-18

Objet : Exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 2019 de locaux à usage industriel ou commercial

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des Impôts en son article 1521, ouvrant la faculté d'exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour les locaux industriels ou commerciaux ne recourant pas au service public d'enlèvement des déchets, justifiant de l'enlèvement et du traitement de ces déchets par d'autres moyens,

Vu les justificatifs fournis par les entreprises qui ont sollicité cette exonération,

Vu l'avis de la Commission gestion des déchets du 14 juin 2018,

Entendu le rapport du Vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'EXONERER de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2019 les locaux à usage industriel ou commercial suivants :

1. ETS dépannages Services Maintenance Industrielle (DSMI)
Zone Artisanale – Route d'Orange - 84870 LORIOLE DU COMTAT
Référence Cadastre A 216 (propriétaire : M. Duboeuf Frédéric)
2. E.R.I.
Zone Artisanale – route d'Orange – 84870 Lorient du Comtat
Référence cadastrale A 216 (propriétaire : M. Duboeuf Frédéric)
3. S.P.L.
Zone Artisanale – Route d'Orange – 84870 LORIOLE DU COMTAT
Référence cadastrale A 216 (propriétaire : M. Duboeuf Frédéric)
4. S.A.S. Ferren Fers Métaux
1545 AV John Kennedy, ZI de Villefranche – 84200 CARPENTRAS
Référence Cadastre BN 663 118/119 (propriétaire Sas Ferren Fers Métaux)
5. S.A. Auzon Ventoux « Centre Leclerc »
90 Bd Naquet BP 90030 - 84201 CARPENTRAS CEDEX
Référence Cadastre CN 111 (propriétaire : Sas Comtat Holding)
6. S.A. Auzon Ventoux « Dépôt centre Leclerc »
334 rue des Capucins – 84200 CARPENTRAS
Référence cadastrale BX 636 (propriétaire : Sas Comtat Holding)
7. S.A Garage Bernard / CITROEN
Route de Pernes, 1959, Av Dwight Eisenhower BP 4077 - 84203 CARPENTRAS CEDEX
Référence Cadastre BE 144 (propriétaire SARL Costieres Bernard)

8. EURL Froid Climatisation Service
ZI Sainte croix – 84260 SARRIANS
Référence Cadastre BB32 (propriétaire : M. Griotto Alain)
9. Sarl Ceramic 84
ZI Sainte croix 6939 route de Carpentras – 84260 SARRIANS
Référence Cadastre BB37 (propriétaire : SCI les Mazas)
10. Sas Transport Sciacqua
ZI Sainte croix, 6939 Route de Carpentras – 84260 SARRIANS
Référence Cadastre BB 53 (propriétaire : SCI sahdney) & BB54 (propriétaire : SCI de la Croix)
11. Sas SIMC Matériaux
571 Bd du Mont Ventoux - 84260 SARRIANS
Référence Cadastre BC 218 (propriétaire : SCI Mat Sarrians)
12. SARL A.M.C. (Agencement Menuiserie Chapot)
695 Boulevard des Mians - 84260 SARRIANS
Référence Cadastre BC 160 BC 223 (propriétaire : M. Chapot Rémy)
13. SARL Les Celliers Amadiou
5237 La Payouse – 84190 GIGONDAS
Référence Cadastre D 912 (propriétaire : M. Amadiou Claude)
14. SAS Pierre Amadiou
201 route des Princes d'Orange - 84190 GIGONDAS
Référence Cadastre D 379 et D 513 (propriétaire SCI la paillouse)
15. Sas Richardson
147 Route de Velleron - 84200 CARPENTRAS
Référence Cadastre BH 452 (propriétaire : M. Baudouin André)
16. Sas Vent du Sud
1021 avenue des Marchés - 84200 CARPENTRAS
Référence Cadastre BK 788 (propriétaire : SCI BGM)
17. Sas Chausson Matériaux
500 Chemin de Patris, ZI Avenue Kennedy -- 84200 CARPENTRAS
Référence Cadastre BL 8, 83, 213, 215 (propriétaire SCI Saint Henri)
18. Chausson Matériaux
107 Avenue du Pont des Fontaines BP 94 – 84206 CARPENTRAS
Référence Cadastre CV 534, 536, 537(propriétaire : Mme Simoni Danièle)
19. S.A. Viazur
701 Rue Marie Thérèse Chalon – 84200 CARPENTRAS
Référence Cadastre CP 9 (propriétaire : SCI Auzon Quintine)
20. S.A.R.L. Garage Brun
105 ZA Les Bouteilles – 84810 AUBIGNAN
Référence Cadastre D 819, D 838, D 839 (propriétaire SCI les bouteilles)

21. Menuiserie Lantin
401 la venue de Mazan – 84330 ST PIERRE DE VASSOLS
Référence Cadastre C368, 392, 394,617 (propriétaire : Michel Lantin)
22. KR Thermolaquage
64 Route de Sarrians – 84190 BEAUMES DE VENISE
Référence Cadastre AN 453 (propriétaire : SCI JPG Leydier)
23. SAS Blain Emballages
2752 chemin de la Peyrière – 84200 CARPENTRAS
Référence Cadastre AP 195 (propriétaire SCI de la porte d'orange)
24. A2M
691 chemin du moulin neuf 84810 Aubignan
Référence cadastrée AM 194 (SCI du moulin neuf)
25. ARTEX
67-69 route de Velleron – 84200 CARPENTRAS
Référence cadastrale BH 451 (propriétaire Baudouin André)

L'exonération a une portée annuelle et ne sera donc valable que pour l'année 2019.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018
Publication par affichage le : 19 SEPT 2018
Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté 10 septembre 2018

Délibération n°154-18

Objet : Convention entre la COVE et Corepile pour l'organisation de la reprise gratuite des piles et accumulateurs de portables et l'octroi du soutien à la communication

Conseil de communauté 10 septembre 2018

Délibération n°154-18

Objet: Convention entre la COVE et Corepile pour l'organisation de la reprise gratuite des piles et accumulateurs de portables et l'octroi du soutien à la communication

Le Conseil de Communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés,

Vu l'agrément renouvelé par les services de l'Etat à l'éco organisme Corepile pour la récupération des piles et accumulateurs de portables auprès des collectivités,

Considérant que la reprise gratuite des piles et des accumulateurs de portables représente une opportunité pour le traitement adapté de ce type de déchets,

Considérant le soutien financier apporté par cet éco organisme pour la mise en place d'une campagne de communication de nature à favoriser les bonnes pratiques sur notre territoire,

Vu l'avis de la commission gestion des déchets du 14 juin 2018,

Entendu le rapport du Vice-président délégué à la gestion des déchets,

Après avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le président à signer la convention financière avec Corepile sur la durée de l'agrément dont le terme est prévu le 31 décembre 2021,

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 7478 fonction 81231,

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018



CONTRAT DE COLLABORATION

POUR LA REPRISE GRATUITE DES PILES ET ACCUMULATEURS PORTABLES USAGES ET LE SOUTIEN A LA COMMUNICATION

N° d'enregistrement : 84/COL/0006

Entre

Parties

Nom de l'EPCI / la collectivité signataire du contrat : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISIN

Siret : 248 400 053 00059

Ayant son siège : 1171 Avenue du Mont Ventoux - CS 30085 84203 Carpentras Cedex

Représentée par : *Guy REY*

Agissant en qualité de : *Président*

Si applicable, en vertu de la délibération en date du : *11 juillet 2018*

Ci-après dénommée « La Collectivité »

D'une part

Et

COREPILE, Société Anonyme RCS Paris B 422 489 088 dont le siège social se situe au 17, rue Georges Bizet, 75 116 Paris

Représentée par Monsieur Frédéric Hédouin agissant en qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « COREPILE »

D'autre part

Ensemble Dénommées « Les Parties »



Préambule

COREPILE est un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics le 22 décembre 2015 (renouvellement d'agrément) pour la prise en charge de la gestion des déchets de piles et accumulateurs portables usagés. Dans la cadre de son agrément COREPILE doit contractualiser avec les collectivités locales afin de :

- faire enlever gratuitement les piles et accumulateurs portables en mélange, issus de la collecte séparée au terme du décret n°2009-1139 du 22 sept 2009.
- déterminer les modalités financières de soutien de La Collectivité, en matière de communication.

Définitions

Point de collecte : lieu de regroupement où La Collectivité met à disposition pour enlèvement exclusif par le prestataire sélectionné par COREPILE, les piles et accumulateurs portables usagés, principalement en déchetterie.

Point de dépose : lieu mis à disposition par La Collectivité où les habitants ont la possibilité d'apporter leurs piles et accumulateurs portables usagés en mélange dans l'attente de leur transfert sur un point de collecte.

Collecte : toute opération de ramassage des déchets sur les points de collecte en vue de leur transport vers une installation de traitement.

[Pile et Accumulateur] portable : qui peut être porté à la main et qui n'est par ailleurs, ni une pile ou un accumulateur industriel, ni une pile ou un accumulateur automobile tels que définis aux alinéas 4° et 5° de l'article R. 543-125 du code de l'environnement.

Article 1. Objet

Le présent contrat a pour objet de définir les obligations des Parties quant à la collecte gratuite par COREPILE des piles et accumulateurs portables déposés dans les points de collecte de La Collectivité dans le strict respect de l'arrêté d'agrément du 22 décembre 2015.

Article 2. Nature des déchets collectés

Les piles et accumulateurs portables visés par le Contrat sont :

- les piles alcalines, salines, lithium, bouton, clôture.
- les accumulateurs / batteries lithium, Ni-MH, Ni-Cd , petit plomb portable.

COREPILE met à disposition les principaux visuels des piles et accumulateurs concernés sur son site internet.



Article 3. Obligations de COREPILE

- Fourniture des fûts sur chaque point de collecte. Chaque fût est muni d'un couvercle, d'un cerclage et d'une sache plastique, afin de pouvoir être enlevé conformément à la réglementation de transport des matières dangereuses par route (ADR). Le remplacement du fût si nécessaire en cas de perte, vol ou détérioration sera demandé exclusivement auprès de COREPILE. COREPILE se réserve le droit de répercuter le coût du remplacement à La Collectivité (20€ HT par fût plus frais de livraison) après examen des conditions de perte, vol ou détérioration ;
- Enlèvement effectué dans les points de collecte lorsqu'un fût au minimum, est rempli de piles et accumulateurs. L'enlèvement se fera sur demande par La Collectivité, le point de collecte ou toute personne désignée, via le compte COREPILE en ligne, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés ;
- Remise de fûts vides (avec sache) en échange des fûts pleins collectés plus une sache par fût ;
- Utilisation et mise à disposition d'un bordereau de suivi de déchets (BSD) pour toute collecte. Le BSD complété sera téléchargeable depuis le compte COREPILE en ligne ;
- Garantie de traitement et de valorisation des produits collectés selon la réglementation en vigueur ;
- Information régulière par COREPILE sur le fonctionnement du dispositif et les réalisations de la filière, en particulier via le site www.corepile.fr ;
- Mise à disposition gratuite de matériels de sensibilisation (cubes à piles, dépliants, affiches, etc.) et de pré-collecte (bornes, bacs, etc.) sur simple demande via le compte COREPILE en ligne.

Article 4. Obligations de La Collectivité

4.1. Déclaration

La Collectivité déclare reconnaître la gratuité du service qui lui est proposé par COREPILE et s'engage à ne pas solliciter la moindre forme de rétribution ou de soutien à l'exception de celle relative à la communication telle que définie à l'article 5.

La Collectivité déclare qu'elle possède la compétence déchet et que les piles et accumulateurs portables collectés sont placés sous sa responsabilité lorsqu'ils sont situés sur les points de collecte et de dépose. A compter de l'enlèvement par COREPILE, ils passent sous la responsabilité de COREPILE qui en assure le transport et le traitement, conformément au cahier des charges et à la réglementation. Le transfert de responsabilité a lieu lors du chargement par le prestataire de collecte et à la signature du bordereau d'enlèvement par La Collectivité.

4.2. Obligations

- La Collectivité délivre des lots de piles et accumulateurs portables usagés aux seuls prestataires de collecte désignés par COREPILE, à l'exclusion de tout autre ;
- La Collectivité n'utilise le matériel qui lui est confié par COREPILE ou par ses prestataires que pour un usage strictement conforme à sa destination : la collecte de piles et accumulateurs portables. Elle ne pourra, à titre gratuit ou onéreux, ni céder, ni sous-louer le ou les collecteurs prêtés, ni consentir, ni laisser acquérir de quelconques droits sur ce bien ;
- La Collectivité assume le transport entre le point de dépose et le point de collecte ;
- La Collectivité stocke les fûts à l'abri des intempéries. Le choix du moyen de stockage des fûts conforme à la réglementation reste de l'entière responsabilité de La Collectivité et ne doit pas gêner l'enlèvement des fûts pleins sur palette ;



- Les fûts mis à disposition par COREPILE doivent obligatoirement être disposés sur palette, fournie à chaque enlèvement par La Collectivité. En cas de difficultés à se procurer des palettes, La Collectivité devra en informer COREPILE afin de trouver une solution ;
- Le point de collecte s'engage à placer la sache plastique fournie dans chaque fût avant usage ;
- Toute solution d'optimisation devra être recherchée avec COREPILE pour réduire la fréquence de collecte. Il pourra, par exemple, être envisagé de déclencher des enlèvements groupés pour un nombre de fûts plus important ;
- Les lots de piles et accumulateurs ne doivent contenir :
 - aucun corps étranger, tels que appareil électrique, thermomètre au mercure, sac plastique, pacemakers...
 - ni piles ou batteries non portables : batterie de démarrage au plomb, batteries de vélo à assistance électrique, bois, autres déchets...

Les lots ne doivent pas être sous conditionnés en sacs plastiques, cartons, caisses en bois... Les lots doivent être secs et non souillés. Les matières éventuellement collectées autres que celles définies dans le présent contrat, pourront être retournées au point de collecte ou donner lieu à la facturation des frais de traitement à La Collectivité.

- L'état des lots sera examiné par le prestataire collecteur désigné par COREPILE avant chaque enlèvement. Si la présence de corps étrangers ou d'eau en excès est constatée, l'enlèvement peut être annulé ;
- En cas d'anomalies sérieuses et répétées, une démarche doit être alors menée avec La Collectivité pour analyser l'incident et rechercher une solution amiable pour y mettre fin et éviter qu'elles ne se reproduisent. A défaut d'accord, COREPILE se réserve le droit de suspendre et/ou d'arrêter les enlèvements après avoir prévenu La Collectivité ;
- La Collectivité doit déclarer à son assureur toute détérioration ou vol des matériels mis à sa disposition et en informer COREPILE dans les plus brefs délais ;
- La Collectivité doit mettre à jour ses données dès que nécessaire et a minima une fois par an sur sa page dédiée du compte COREPILE puis sur la plateforme « Territeo » ;
- La Collectivité ne doit pas utiliser les marques et logos de COREPILE sans l'accord préalable et écrit de ce dernier ;
- La Collectivité doit informer COREPILE de la création et/ou de la suppression d'un point de collecte par courrier électronique, de même pour la création et/ou la suppression des points de dépôt sur son territoire ;
- La Collectivité s'engage à informer COREPILE si elle est issue d'une fusion avec d'autres entités antérieurement en contrat avec un ou plusieurs éco organismes autres que Corepile et dont elle n'en souhaite pas la rupture. La Collectivité qui serait concernée s'engage à remplir dans un délai de 2 mois une annexe fournie par COREPILE mentionnant les communes couvertes, leurs populations et éventuelles déchetteries associées ; le périmètre du présent contrat ne portant plus dès lors que sur les communes qui seraient expressément visées. La Collectivité tiendra également informée COREPILE du nom du ou des autres éco organismes avec lesquels elle passe un contrat et des éventuelles modifications de ses relations contractuelles avec ces éco organismes.



Article 5. Soutien à la Communication

Sous réserve de l'application de l'article 2.2.2. du cahier des charges d'agrément publié au journal officiel du 29 Août 2015, COREPILE s'engage à apporter un soutien financier à la communication.

L'intérêt de ce soutien est d'inciter La Collectivité à mieux intégrer dans ses opérations de communication, les messages spécifiques sur la collecte et le recyclage des piles et accumulateurs portables usagés. Ce soutien correspond aux accords passés au niveau de la filière entre les éco-organismes agréés et les associations représentantes des collectivités locales. En cas de changement de ces accords, le présent contrat en sera automatiquement mis à jour pour correspondre aux pratiques nationales.

Les Parties conviennent que le montant du soutien de COREPILE s'élève à 1 centime d'euro par habitant et ne pourra être débloqué qu'une seule fois sur la durée de l'agrément du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2021.

Ce soutien à la communication est versé lorsque La Collectivité entreprend des actions d'ampleur visant à informer un grand nombre d'habitants du territoire et relayer les messages d'incitation à l'apport volontaire des piles et accumulateurs portables usagés sur son territoire. L'objectif de ce nouveau dispositif est de développer la notoriété de la filière et son efficacité opérationnelle en ayant recours aux éléments mis à disposition gracieusement par COREPILE ou en prenant l'initiative de réaliser des actions spécifiques auprès des habitants.

Les modalités détaillées de ce soutien à la communication sont disponibles sur le site internet de COREPILE.

En cas de changement d'éco-organisme par La Collectivité au cours de la période d'agrément, si celle-ci a déjà obtenu le soutien avec le précédent éco-organisme, elle ne pourra pas en faire de nouveau la demande.

De manière analogue, en cas de réorganisation des territoires et des périmètres de La Collectivité, les soutiens ne pourront pas être demandés pour les communes en ayant déjà bénéficié à travers une autre Collectivité même si cela a été le cas avec un autre éco-organisme que celui en contrat.

La base de référence du calcul du soutien à la communication est définie par la population de la commune ou des communes adhérentes à La Collectivité au 1er janvier de l'année de réalisation.

Article 6. Durée

6.1. Durée du contrat

Le présent contrat prend effet à compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2021, terme de l'agrément de COREPILE en cours (agrément de 6 ans).

En cas de renouvellement de l'agrément de COREPILE, et sauf dénonciation par l'une des deux Parties par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de trois mois, le contrat sera renouvelé sur la période de l'agrément suivant.

COREPILE s'engage à informer les associations représentant les collectivités locales et La Collectivité des démarches de renouvellement d'agrément dans un délai de 3 à 6 mois avant la date d'échéance de l'agrément en cours.



6.2. Résiliation de plein droit

Le contrat prend fin de plein droit, avant son échéance normale et sans préavis en cas de :

- retrait ou de non renouvellement de l'agrément de COREPILE par les pouvoirs publics avant le terme du contrat ;
- mise en place d'un organisme ou « système de coordination » au sein de la filière entre les éco-organismes agréés ;
- perte de la compétence déchet par La Collectivité.

6.3. Suspension du contrat

En cas de conflits de compétences « Déchet » entre La Collectivité locale signataire et un ou plusieurs établissements de coopération intercommunale établi(s) sur le même territoire, le présent contrat sera suspendu de plein droit sans formalités ni notification d'aucune sorte, le temps de clarifier la situation et de n'avoir qu'une seule entité ayant la compétence et signataire d'un contrat avec un éco-organisme agréé de la filière piles et accumulateurs portables pour un même territoire.

Cette clarification doit intervenir dans les 2 mois suivants la suspension.

6.4. Résiliation pour manquements aux obligations du présent contrat

Par ailleurs, chacune des Parties a la possibilité de mettre fin à tout moment au présent contrat par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de 3 mois, dès lors qu'il serait constaté un manquement important aux obligations énoncées.

6.5. Restitution.

Quel que soit le motif de résiliation du contrat, La Collectivité s'engage à restituer à COREPILE l'ensemble des éléments mis à sa disposition (abris, coiffes, fût, outils de communications...).

6.6. Avenant

Le présent contrat ne pourra être modifié que par voie d'avenant écrit signé des deux parties. Aucune modification ne pourra être déduite de la tolérance ou de la passivité d'une des Parties.

Article 7. Litiges

Le présent contrat est régi par le droit français.

Tout différend relatif au présent contrat sera de la compétence des Tribunaux de Paris.

Pour Corepile

Frédéric Hédouin
Directeur Général

COREPILE
17, rue Georges Bizet
75016 PARIS
Téléphone : 0820 802 820
Fax : 0820 890 306
RCS PARIS B SIRET 422 489 088 000 35 - APE 741 G

Pour la Collectivité

Signataire : *Guy Rey*



Lecteur approuvé, Signature/Cachet

Déchetteries concernées

Ce document est à retourner à corepile accompagné du Contrat de collaboration signé :
Corepile - 17 rue Georges Bizet - 75016 Paris

Photocopiez ce document si vous avez plus de trois déchetteries !

DECHETTERIE de Euromb "L'Oré du bois"
Adresse Chemin du bois
Code postal 81330 Ville Euromb
Téléphone 04 90 62 39 30 Portable Fax
Nom du gardien Laurent Thoreiller Gervet
Horaires d'ouverture 8 h à 18 h 00 du lundi au samedi
Commentaire

Si la déchetterie n'est pas encore équipée, merci d'indiquer le nombre de fûts à livrer :

(A mettre sur palette non fournie par corepile)

DECHETTERIE de Aubignan "la Petite Palud"
Adresse Chemin des romiers
Code postal 81810 Ville Aubignan
Téléphone Portable 06 10 76 36 036
Nom du gardien Nolacha Fages
Horaires d'ouverture 8 h à 17 h 00 du lundi au samedi
Commentaire

Si la déchetterie n'est pas encore équipée, merci d'indiquer le nombre de fûts à livrer :

(A mettre sur palette non fournie par corepile)

DECHETTERIE de Stalauine
Adresse Rout de Sogette
Code postal 81340 Ville Stalauine
Téléphone 04 90 85 13 96 Portable Fax
Nom du gardien Nolacha Fages
Horaires d'ouverture Du lundi au Samedi de 8 h 15 à 12 h 00, le mercredi et samedi après-midi de 13 h 30 à 17 h 30.
Commentaire

Si la déchetterie n'est pas encore équipée, merci d'indiquer le nombre de fûts à livrer :

(A mettre sur palette non fournie par corepile)

PROCES-VERBAL DE LA REUNION

1

La réunion s'est tenue le 14/09/2018 à 14h00, sous la présidence de M. le Maire, au sein du Conseil Municipal de la commune de Saint-Genès-de-Majencq.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.

Le conseil municipal est composé de 11 membres, dont 7 élus et 4 conseillers d'opposition.

Le conseil municipal est présidé par M. le Maire, assisté de M. le 1er adjoint.